



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(24 mai 1959 — 29 mars 1960)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe	Pages
INTRODUCTION	1	1
PREMIÈRE PARTIE. — ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS SA HUITIÈME SESSION	2-142	1
A. — <i>Activités des organes subsidiaires</i>	6-46	2
Comité du commerce	7-29	2
Étude CEPAL/OEA touchant l'influence de la politique gouvernementale sur les investissements étrangers dans le cadre d'un marché commun	26-29	3
Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	30-46	4
Réunion d'investisseurs centro-américains	40-44	5
Sous-Comité centro-américain de l'électrification	45-46	5
B. — <i>Autres activités</i>	47-126	6
Division des analyses économiques		
Étude économique annuelle	48-60	6
Facteurs externes	51-55	6
Facteurs internes	56-60	6
Bulletin économique de l'Amérique latine	61-63	8
Division du développement économique		
Groupes consultatifs pour la programmation du développement économique	64-73	8
Colombie	66-68	8
Cuba	69	9
Bolivie	70	9
Expérience acquise et problèmes qui se posent	71-73	9
Activités diverses	74-76	9
Programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique	77-87	9
Cours de formation intensive	83-87	9
Groupe d'étude de la classification des comptes publics et de l'administration budgétaire en Amérique du Sud	88-90	10
Division du développement industriel		
Industrie chimique	91-93	10
Matériel ferroviaire	94	10
Industrie sidérurgique	95-97	11
Programme énergétique et ressources hydrauliques		
Énergie	98-101	11
Préparation d'un cycle d'étude sur l'énergie électrique	98-100	11
Collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	101	11
Ressources hydrauliques	102-104	11
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	105-115	12
Collaboration à la conférence FAO/OEA	106	12
Étude sur le café	107	12
Place des produits agricoles dans le marché commun envisagé	108	12
Étude sur l'élevage	109	12
Développement de l'agriculture au cours des 10 dernières années	110	12
Mission consultative spéciale en Équateur	111-112	12
Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier et de la cellulose	113-115	13
Section des transports	116-118	13
Division des affaires sociales	119-124	13
Assistance technique	125-126	14

(Suite à la page 3 de la couverture)

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/3333

E/CN.12/AC.45/13/Rev.1



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Rapport annuel au Conseil économique et social
pour la période allant du 24 mai 1959 au 29 mars 1960

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) porte sur la période allant du 24 mai 1959 au 29 mars 1960¹. Il est soumis pour examen au Conseil économique et social, en application des dispositions du paragraphe 12 du mandat de la Commission, qui prévoit que « la Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires ».

Première partie

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS SA HUITIÈME SESSION

2. Comme il avait été prévu dans l'évaluation du programme de travail pour 1959-1964², le secrétariat de la Commission a consacré une part de plus en plus notable de ses efforts aux problèmes intéressant le commerce et l'intégration des économies latino-américaines en vue de l'établissement d'un marché commun. Des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale et les négociations relatives à la création d'une zone de libre-échange englobant plus du tiers des pays latino-américains.

¹ L'activité antérieure de la CEPAL et de ses organes subsidiaires a fait l'objet des rapports suivants au Conseil économique et social : *Documents officiels du Conseil économique et social*, septième session, Supplément n° 13 (E/840/Rev.1); *ibid.*, huitième session, Supplément n° 4 (E/1099); *ibid.*, neuvième session, Supplément n° 14 (E/1330/Rev.1); *ibid.*, onzième session, Supplément n° 9 (E/1717); *ibid.*, treizième session, Supplément n° 8 (E/2021); *ibid.*, quatorzième session, Supplément n° 2 (E/2185); *ibid.*, seizième session, Supplément n° 3 (E/2405); *ibid.*, dix-septième session, Supplément n° 2 (E/2536); *ibid.*, vingtième session, Suppléments n° 10 (E/2756) et 10 A (E/2796/Rev.1); *ibid.*, vingt-deuxième session, Supplément n° 10 (E/2883/Rev.1); *ibid.*, vingt-quatrième session, Supplément n° 8 (E/2998); *ibid.*, vingt-sixième session, Supplément n° 4 (E/3091), et *ibid.*, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (E/3246/Rev.2).

² *Documents officiels du Conseil économique et social*, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (E/3246/Rev.2), annexe VII, p. 60 et suiv.

3. En dehors de ses travaux sur la politique commerciale et des études complémentaires sur le développement économique, l'industrie, l'agriculture, les transports, etc., le secrétariat a attaché une attention croissante aux services consultatifs rendus aux gouvernements. En collaboration avec la Direction des opérations d'assistance technique (DCAT), il a déjà envoyé des groupes de consultants dans deux pays et prend actuellement des dispositions pour en envoyer un troisième. L'action de ces groupes consultatifs est complétée par des cours intensifs organisés dans le cadre du programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique. La formation, sous les deux aspects précités, absorbe une grande partie des ressources du secrétariat.

4. Une autre catégorie importante d'activités menées pendant la période sur laquelle porte le présent rapport a trait au projet de construction d'un immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. Les négociations relatives à ce projet ayant fait l'objet d'un rapport spécial (E/CN.12/AC.45/6), il suffit d'indiquer ici qu'on espère commencer la construction du bâtiment dans le courant de 1960.

5. Le présent compte rendu des travaux de la Commission comprend trois sections principales : A. — Activités des organes subsidiaires; B. — Autres activités;

C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations.

A. — Activités des organes subsidiaires

6. Cette section rend compte des activités du Comité du commerce et de ses groupes de travail, des réunions consultatives sur la politique commerciale pour les questions relatives au marché commun, ainsi que des travaux du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et de ses sous-comités.

COMITÉ DU COMMERCE

7. Bien que le Comité du commerce et ses organes subsidiaires ne se soient pas réunis pendant la période considérée, le secrétariat a, conformément au programme de travail établi lors de la deuxième session du Comité, joué un rôle actif dans les négociations qui ont eu lieu entre quelques pays latino-américains en vue de la création d'une zone de libre-échange en Amérique latine.

8. Des observateurs du secrétariat ont assisté à une réunion d'information sur la zone de libre-échange envisagée, qui s'est tenue à Lima du 16 au 18 juillet 1959 sur l'invitation du Gouvernement péruvien. Cette réunion avait pour but de permettre aux quatre pays qui avaient à l'origine préparé un projet d'accord sur la zone de libre-échange — Argentine, Brésil, Chili et Uruguay — d'exposer les différents aspects de ce projet à la Bolivie, au Paraguay et au Pérou.

9. Par la suite, le secrétariat a participé aux travaux préparatoires de la première session de la Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine, qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) du 16 au 30 septembre 1959. Des représentants de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay ont participé aux travaux de la session, à laquelle ont assisté des observateurs envoyés par les Gouvernements du Mexique et du Venezuela, la CEPAL, le Conseil économique et social interaméricain (CESI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds monétaire international (FMI).

10. Au cours de cette conférence, des modifications ont été apportées au projet de traité pour la constitution d'une zone de libre-échange qui avait été établi précédemment, et plusieurs projets de protocoles supplémentaires ont été mis au point. Lors de l'élaboration de ces instruments, on s'est efforcé notamment de tenir dûment compte de la situation particulière dans laquelle se trouvent les pays peu développés, afin de créer des conditions propres à stimuler leur développement économique et leurs échanges avec le reste de l'Amérique latine.

11. On a demandé au secrétariat d'organiser une réunion de représentants gouvernementaux des banques centrales afin d'étudier la possibilité d'instituer un système de paiements et de crédits dans la zone de libre-échange. Aux termes de la résolution 3 de la Conférence, le secrétariat est également chargé de préparer des études spéciales sur le problème des paiements dans la

zone en question et sur les solutions qui peuvent y être apportées.

12. Le secrétariat a pu bénéficier à cet égard de l'aide de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE); elle a mis à sa disposition à titre provisoire un de ses hauts fonctionnaires qui a collaboré à la préparation d'un projet de système de paiements. L'étude a été soumise à la fin de novembre aux banques centrales et aux gouvernements et a été examinée au cours de la réunion des banques centrales qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) du 11 au 22 janvier 1960.

13. Le secrétariat a entrepris une étude des régimes et tarifs douaniers qui servira de base aux travaux du groupe d'experts gouvernementaux dont la convocation a été recommandée par le Comité du commerce dans sa résolution 6 (II) [Panama, mai 1959]; la réunion de ce groupe qui avait été prévue pour février 1960 a été momentanément différée, d'accord avec les gouvernements. Le secrétariat envisage d'organiser à ce sujet un cycle d'étude qui pourrait avoir lieu au cours du second semestre de 1960 et qui examinerait les possibilités de coopération et de coordination entre les pays latino-américains en ce qui concerne les définitions, les procédures et les règlements douaniers. Des fonctionnaires de l'administration des douanes des différents pays d'Amérique latine assisteraient à ce cycle d'étude qui s'intéresserait spécialement aux mesures propres à faciliter le fonctionnement du marché commun latino-américain et, d'une façon plus immédiate, de la zone de libre-échange.

14. Le secrétariat a préparé quelques documents de travail pour la deuxième session de la Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine, qui s'est tenue à Montevideo du 4 au 18 février 1960. A l'issue de cette session a été conclu le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), qui a été signé par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Le texte du Traité et des protocoles et résolutions relatifs figure à l'annexe II du présent rapport.

15. Le Traité contient une disposition aux termes de laquelle les pays signataires demandent au secrétariat de la Commission de leur prêter son concours technique (art. 44 et Protocole n° 3).

16. L'expérience que le secrétariat acquerra grâce à ces nouvelles activités lui permettra de réaliser avec plus d'efficacité le programme de travail relatif aux échanges entre pays d'Amérique latine que la Commission a établi à sa huitième session. A cette occasion, la Commission avait examiné dans ses grandes lignes le document intitulé « Recomendaciones acerca de la estructura y normas del mercado común latinoamericano³ » que les membres du Groupe de travail du marché régional latino-américain avaient mis au point lors de leurs réunions de Santiago du Chili (février 1958) et de Mexico (février 1959).

³ E/CN.12/C.1/WG.2/10/Rev.1, reproduit dans *El mercado común latinoamericano* (E/CN.12/531) [publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.4], p. 31 à 42.

17. Les principes énoncés dans le document susmentionné tenaient spécialement compte des objectifs de caractère économique que se propose un accord de ce genre, ainsi que des instruments nécessaires pour les atteindre. En ce qui concerne la forme juridique d'un tel accord, le Groupe de travail avait envisagé une zone de libre-échange qui se transformerait progressivement en une union douanière. La zone de libre-échange est précisément la formule retenue par le Traité de Montevideo qui, pour l'essentiel, crée un instrument destiné à éliminer les taxes et restrictions qui entravent actuellement les échanges.

18. La création d'une zone de libre-échange avait été considérée tout d'abord comme une mesure temporaire permettant de résoudre certains problèmes urgents que posaient les échanges entre les pays méridionaux de l'Amérique du Sud. Il convient de rappeler qu'à ce sujet le secrétariat avait organisé en temps opportun (Santiago du Chili, août 1958 et avril 1959) des réunions groupant des experts envoyés par l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay⁴, pays dont les échanges représentent une partie importante du commerce interlatino-américain.

19. A ces réunions, les experts s'étaient prononcés en faveur de l'élaboration d'un instrument multilatéral qui, en se conformant aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), permettrait d'utiliser la politique douanière pour protéger et développer les échanges entre les pays intéressés et de renoncer ainsi aux accords bilatéraux, ceux-ci, en plus de leurs limitations et de leurs inconvénients évidents, apparaissant insuffisants en raison des réformes douanières et cambiales réalisées ou envisagées par les quatre pays intéressés.

20. Lors de la réunion d'avril 1959, les consultants invités par le secrétariat de la CEPAL ont souligné que, en dehors de son objet immédiat qui serait de résoudre les problèmes commerciaux urgents se posant dans les pays méridionaux de l'Amérique du Sud, l'accord proposé pourrait être le point de départ de discussions en vue de la mise au point d'un instrument plus large, auquel il serait souhaitable que participent tous les pays d'Amérique latine. Ils ont déclaré que cet accord devrait être ouvert à tous les pays qui seraient désireux d'y participer et ont précisé que ces premières démarches en faveur de l'intégration économique latino-américaine ne confèreraient aux pays signataires aucun privilège par rapport aux pays qui se joindraient à eux par la suite soit en participant à une révision de l'accord, soit en y adhérant.

21. Au cours des réunions qui ont préparé la conclusion du Traité de Montevideo (Lima, juillet 1959; Montevideo, septembre 1959 et février 1960), on a progressé vers la réalisation d'objectifs plus permanents, en ajoutant au projet initial des éléments appartenant au marché commun régional. A cet égard, il convient de souligner les dispositions qui figurent aux chapitres III et VIII du Traité, concernant l'expansion du commerce, la complémentarité des économies et les mesures en faveur des pays relativement moins développés du point de vue économique. Par ailleurs, l'adhésion du Mexique

a dissipé les inquiétudes que l'on avait pu concevoir à un moment donné touchant le caractère subrégional de l'Association latino-américaine de libre-échange. Elle a, en outre, donné plus d'importance aux objectifs permanents du Traité.

22. Le Traité établit une zone de libre-échange fondée sur un régime préférentiel. Toutefois, les obligations prévues se limitent à la libéralisation des échanges actuels, qui portent principalement sur des produits primaires; mais les parties contractantes conservent toute liberté de recourir au régime préférentiel, au moyen de nouvelles négociations, pour développer les échanges d'autres produits, notamment de produits industriels. A cet égard, le document susmentionné du Groupe de travail du marché régional complète le Traité de Montevideo, puisqu'il prévoit des moyens propres à réaliser une telle expansion et définit les objectifs à atteindre pour constituer le marché commun.

23. Le Traité contient d'ailleurs à ce sujet des clauses du plus haut intérêt, tant dans son introduction, aux termes de laquelle les pays signataires se déclarent « Déterminés à poursuivre leurs efforts en vue d'établir d'une façon graduelle et progressive un marché commun entre les pays d'Amérique latine », que dans les articles permettant aux Parties contractantes de modifier le Traité si elles le jugent opportun (art. 60) et visant à faciliter l'adhésion de tous les autres pays d'Amérique latine (art. 58).

24. La réunion des experts gouvernementaux que le Comité du commerce a recommandé par sa résolution 6 (II), adoptée lors de sa deuxième session (Panama, 11-19 mai 1959), et dont il a été question au paragraphe 13 ci-dessus, revêtira donc une importance particulière. Elle donnera aux gouvernements la possibilité de décider si le meilleur moyen d'établir un marché commun est de conclure un nouveau traité de caractère général ou s'il vaut mieux modifier et adapter le Traité de Montevideo comme le texte le permet. Dans l'un ou l'autre cas, non seulement la réunion d'experts apportera aux gouvernements les éclaircissements requis pour faire un choix aussi important, mais elle pourra établir un plan général pour la création du marché commun.

25. On a signalé à l'attention du Comité plénier que, lors de sa quatorzième session, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté la résolution 1430 (XIV) du 5 décembre 1959 dans laquelle elle exprime sa satisfaction de l'œuvre que la Commission économique pour l'Amérique latine accomplit en élaborant des plans pour la création d'un marché commun latino-américain et lui recommande « de continuer d'attribuer une priorité élevée aux travaux qu'elle poursuit dans ce domaine ».

Étude CEPAL/OEA touchant l'influence de la politique gouvernementale sur les investissements étrangers dans le cadre d'un marché commun

26. La réduction graduelle des tarifs douaniers entre les pays d'Amérique latine aurait notamment pour effet de créer un climat plus favorable aux investissements étrangers, en particulier dans les industries productrices de biens d'équipement et l'industrie chimique qui ont davantage à bénéficier d'un marché plus large. Elle

⁴ Voir le compte rendu de ces réunions dans les documents E/CN.12/C.1/11 et E/CN.12/531, *op. cit.*, p. 78 à 83.

encouragerait également les gouvernements à accorder les conditions et concessions spéciales que demandent les investisseurs étrangers pour créer des industries d'exportation. Quelques groupements industriels ont déjà souligné ce fait et demandé que le problème soit résolu en même temps que l'on établira un régime préférentiel en Amérique latine.

27. Une solution consisterait à adopter un code international qui uniformiserait les stimulants spéciaux et autres mesures intéressant les investissements étrangers. Il conviendrait cependant d'étudier au préalable les mesures gouvernementales en vigueur qui influent sur ce type d'investissements. Le secrétariat a présenté au Comité du commerce, à sa deuxième session, une étude préliminaire sur les mesures gouvernementales qui, dans un marché régional latino-américain, auraient des répercussions sur les investissements privés étrangers (E/CN.12/C.1/12 et Add.1); toutefois, bien que cette étude contienne de nombreux renseignements utiles, elle ne tend pas à analyser sous tous leurs aspects les mesures destinées à encourager les investissements étrangers, ni à dégager les éléments nécessaires aux fins d'une politique coordonnée. La Commission a donc décidé d'inscrire au programme de travail pour 1959-1960 ⁶ une nouvelle étude sur la question.

28. Étant donné la portée de ce projet et la nécessité de disposer d'un groupe spécial de consultants pour le mener à bonne fin, on a entamé des négociations avec l'Organisation des États américains (OEA) pour examiner la possibilité d'une étude conjointe. Il a été décidé que chaque organisme désignerait deux consultants hautement qualifiés pour entreprendre une étude détaillée et complète dans différents pays.

29. Le Groupe spécial a été constitué et a commencé ses travaux en janvier 1960. Il s'est déjà rendu en Argentine, au Brésil et au Chili pour y recueillir les renseignements nécessaires.

COMITÉ DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Sixième session 26 août-2 septembre 1959

Président : M. Alfredo Fernández Volio (Costa Rica);

Rapporteur : M. Fernando Elea (Panama).

30. Le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a tenu sa sixième session à San José (Costa Rica) du 26 août au 2 septembre 1959. Le Comité a examiné la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation dont le texte avait été préparé par le Sous-Comité du commerce. La Convention a été signée le 1^{er} septembre par les représentants plénipotentiaires des cinq républiques d'Amérique centrale, en même temps qu'un protocole prévoyant un tarif douanier préférentiel centro-américain destiné à stimuler les échanges; cet événement a montré que le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale était entré dans la phase des réalisations concrètes après avoir traversé la phase féconde et indispensable de l'étude et de l'évaluation des différentes possibilités.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (E/3246/Rev.2), p. 40, projet 31, iv.

31. L'intérêt croissant que le Gouvernement du Panama porte au programme d'intégration économique a conduit à l'établissement de liens plus étroits entre ce pays et le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, ainsi qu'à sa décision de participer désormais aux activités du Comité. La portée du programme s'en trouve immédiatement élargie et les perspectives de spécialisation et de complémentarité économique pour les pays membres en sont améliorées.

32. En ce qui concerne le développement industriel, le Comité a reconnu qu'il fallait prévoir, dans le cadre du programme, des méthodes de financement permettant d'orienter l'épargne d'Amérique centrale et les capitaux extérieurs disponibles vers la réalisation des objectifs du programme. Il a également souligné la nécessité d'obtenir une ample participation de l'entreprise privée au développement industriel.

33. A cette fin, il a demandé au secrétariat de la CEPAL de préparer une étude sur la création d'un organisme chargé de financer et de stimuler le développement économique de l'Amérique centrale, avec la coopération d'un expert de la DOAT et en consultation avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque interaméricaine pour le développement, les banques centrales et d'autres institutions financières des pays d'Amérique centrale.

34. Le Comité a fait une plus large place aux activités relatives aux transports et à l'infrastructure économique, en soulignant que le développement des échanges entre les pays d'Amérique latine exige de grands progrès dans ces domaines. On continuera d'autre part à prêter une attention spéciale aux aspects sociaux de l'intégration économique, car on sait que les facteurs d'ordre social peuvent faciliter ou paralyser tout le processus d'intégration économique.

35. Le rapport du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale sur sa sixième session (E/CN.12/CCE/184⁶), qui retrace les activités menées entre le 11 juin 1958 et le 2 septembre 1959, a été mis à jour et soumis au Comité plénier de la Commission ⁷.

36. Ce rapport rend compte des travaux en cours et des travaux qui seront entrepris prochainement, conformément aux résolutions du Comité de coopération économique. Parmi ces travaux, il convient de citer les suivants :

a) Travaux préparatoires à l'organisation d'une session permanente du Sous-Comité du commerce pour mettre au point un tarif d'importation commun aux cinq pays intéressés; le Comité sera informé à sa septième session du résultat des négociations;

b) Première session, durant le premier semestre de 1960, du groupe de travail spécial sur le régime des industries d'intégration; on y étudiera les normes qui pourraient être adoptées pour l'étude et la présentation de projets industriels;

c) Réunion d'experts et de fonctionnaires d'Amérique centrale pour étudier un rapport présenté par un expert

⁶ Publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.5.

⁷ Voir le rapport du secrétariat sur le programme d'intégration économique en Amérique centrale (E/CN.12/AC.45/4).

des Nations Unies touchant la législation sur les stimulants fiscaux au développement industriel dans la région, et pour préparer un projet de législation uniforme centro-américaine sur cette question;

d) Préparation d'un projet tendant à créer une institution centro-américaine pour le financement et le développement économique;

e) Convocation pendant le premier semestre de 1960, en collaboration avec la FAO, de la première session du Sous-Comité du développement de l'agriculture;

f) Examen, lors de la deuxième session du Sous-Comité des transports, du projet de code maritime uniforme centro-américain, dont la rédaction est maintenant terminée;

g) Étude, en collaboration avec l'Organisation des États américains et le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, des questions ayant trait à l'intégration des activités des pays d'Amérique centrale en matière de logement, de construction et d'urbanisme;

h) Continuation de l'étude sur le développement économique du Honduras et mise en route d'une étude correspondante pour le Nicaragua.

37. Depuis la date à laquelle a été rédigé le document susmentionné (E/CN.12/AC.45/4), les Gouvernements du Guatemala, du Salvador et du Honduras ont signé un traité d'association économique aux termes duquel ils s'engagent à former dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du traité une union douanière complète. Le secrétariat de la CEPAL a consulté à plusieurs reprises les gouvernements des pays d'Amérique centrale en vue d'étudier la situation nouvelle et de pouvoir mener à bonne fin les travaux nécessaires pour que le marché commun centro-américain devienne une réalité et constitue la base de l'intégration économique de la région.

38. Au cours de ces consultations, tous les intéressés se sont déclarés en faveur de la convocation à une date prochaine d'une session extraordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale pour déterminer les mesures qui permettraient d'atteindre le plus rapidement possible les objectifs d'intégration économique dans l'intérêt de tous les pays membres. Après avoir consulté les gouvernements, et sur la demande du Président du Comité de coopération économique, le secrétariat a entrepris la préparation d'un document où il propose plusieurs solutions qui seront examinées par le Comité lors de cette session extraordinaire.

39. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, les réunions suivantes ont eu lieu :

Réunion d'investisseurs centro-américains

Première session 27-31 octobre 1959

Président : M. Francisco de Sola (Salvador).

Sous-Comité centro-américain de l'électrification

Première session 23-28 novembre 1959

Président : M. Enrique R. Lima (Salvador);

Rapporteur : M. Jorge Manuel Dengo (Costa Rica).

On trouvera ci-après des indications succinctes sur ces réunions.

Réunion d'investisseurs centro-américains

40. La première réunion d'investisseurs centro-américains⁸ s'est tenue sous les auspices du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et de l'Organisation des États d'Amérique centrale (ODECA). Plusieurs hommes d'affaires venus des cinq pays de l'Amérique centrale et du Panama y ont assisté à titre personnel; diverses sociétés internationales, la FAO et la BIRD avaient envoyé des observateurs.

41. C'est au cours du cycle d'étude organisé par l'ODECA du 24 au 30 novembre 1957 que l'idée de cette réunion a été avancée; les mesures voulues ont été prises ensuite par le Secrétaire général de cette organisation régionale et par le secrétariat du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale avec le concours de quelques délégués d'organisations représentant l'entreprise privée centro-américaine.

42. A en juger par le nombre des hommes d'affaires qui ont assisté à la réunion et par les débats qui ont eu lieu, il est manifeste que l'entreprise privée centro-américaine désire se familiariser avec le programme d'intégration économique et qu'elle est convaincue de son importance capitale pour la prospérité de la région. Les participants se sont beaucoup intéressés à la forme sous laquelle l'entreprise privée pourrait coopérer à l'application immédiate et effective des différents instruments juridiques prévus par le programme. Ils ont décidé de faire des démarches auprès des divers gouvernements en vue d'assurer la prompte ratification des traités d'intégration.

43. Des accords préliminaires ont été conclus pour quelques branches de l'industrie et il a été résolu de créer un comité permanent de l'entreprise privée afin que cette dernière reste en contact avec le secrétariat de la CEPAL et participe aux activités du programme d'intégration économique. Il a aussi été décidé de créer des commissions nationales mixtes qui donnent des avis aux gouvernements. On a proposé de fonder une banque industrielle privée et de demander à la BIRD d'étudier ce projet en collaboration avec le secrétariat de la CEPAL. A la suite de cette demande, la BIRD a fait savoir qu'elle était prête à entreprendre l'étude en question.

44. Tous les participants ont été d'avis que la création d'une société centro-américaine de développement répondrait à un besoin urgent. Les activités de cet organisme pourraient être complétées par celles de la banque privée industrielle envisagée.

Sous-Comité centro-américain de l'électrification

45. La première session du Sous-Comité de l'électrification⁹ a groupé les représentants des organismes officiels chargés d'encourager et de développer l'électrification dans les cinq pays d'Amérique centrale et au Panama, ainsi que des observateurs envoyés par le Mexique et Porto-Rico.

⁸ Le rapport de cette réunion a été publié sous la cote E/CN.12/CCE/206.

⁹ Le rapport de cette réunion a été publié sous la cote E/CN.12/CCE/207.

46. Le Sous-Comité a pour principal objectif l'utilisation des ressources disponibles aux fins de l'électrification dans le cadre de la coopération centro-américaine, et la coordination des programmes nationaux d'électrification. Les conclusions et les recommandations adoptées à la première session permettront de mieux comprendre et d'uniformiser davantage les critères applicables à des questions aussi importantes que les ressources, les statistiques de l'électricité et la normalisation technique. Les organismes et les sociétés qui s'occupent de l'électrification en Amérique centrale ont eu, au cours de cette réunion, une occasion nouvelle et précieuse d'échanger des idées et de se faire part de leurs expériences respectives quant à l'état actuel du programme d'électrification des différents pays, aux problèmes de financement international et aux aspects les plus importants de la question des tarifs.

B. — Autres activités

47. La présente section est consacrée aux activités du secrétariat de la CEPAL qui n'ont pas un rapport direct avec les travaux des organes subsidiaires mentionnés dans la section précédente.

DIVISION DES ANALYSES ÉCONOMIQUES

Étude économique annuelle

48. L'étude pour 1959 sera la première dont le contenu soit conforme aux nouvelles tendances indiquées dans le rapport relatif aux préparatifs pour l'évaluation du programme de 1959-1964¹⁰. L'étude comprendra trois parties : premièrement, un exposé général sur la situation actuelle et les tendances de l'économie latino-américaine; deuxièmement, une brève étude comparative des taux de croissance économique des différents pays d'Amérique latine et une analyse des raisons fondamentales qui expliquent les différences constatées; troisièmement, une étude spéciale sur l'inflation.

49. Le taux d'accroissement de la production brute en Amérique latine — estimé à 2,8 pour 100 d'après des calculs préliminaires — semble s'être relevé de façon notable en 1959 par rapport à l'année précédente où le chiffre enregistré était de 2,4 pour 100. Il ne faut pas oublier cependant que le taux d'accroissement de la population en Amérique latine est au minimum de 2,5 pour 100 par an et que la production par habitant n'a augmenté que de 0,3 pour 100 en 1959. Le grave ralentissement de la croissance économique que l'on observe depuis 1955 et qui a été interrompu seulement de façon provisoire en 1957 par les effets de la crise de Suez se poursuit donc. Le taux cumulatif annuel de la production interne brute par habitant, qui avait été de 2,7 pour 100 entre 1950 et 1955, a été de 1,2 pour 100 entre 1955 et 1959.

50. Bien que l'amélioration constatée en 1959 soit légère, elle est d'autant plus remarquable qu'elle s'est manifestée en dépit de la persistance de divers facteurs défavorables d'origine externe aussi bien qu'interne. La détérioration des termes de l'échange s'est aggravée

et le flux des capitaux extérieurs a de nouveau diminué. Bien qu'on les ait combattues dans certains cas avec plus d'énergie qu'auparavant, les tendances inflationnistes ont continué à exercer une pression sur l'économie interne de nombreux pays d'Amérique latine, et le taux par habitant de la production agricole destinée à la consommation interne a diminué d'environ 1 pour 100.

Facteurs externes

51. Étant donné que les prix des importations de l'Amérique latine ne semblent pas avoir varié de façon notable, la détérioration des termes de l'échange est due à une nouvelle contraction de la valeur unitaire des exportations. Si l'on considère la moyenne pondérée, les prix des 17 principaux produits qu'exporte l'Amérique latine ont subi une nouvelle baisse de 8,4 pour 100, égale à la baisse enregistrée l'année précédente. Mais l'économie mondiale se présentait alors sous un jour bien différent. En 1958, la baisse des prix des produits primaires pouvait s'expliquer, en partie du moins, par la récession temporaire de l'économie nord-américaine et par le ralentissement de l'expansion économique en Europe occidentale. Cette année, au contraire, la dépression du marché coïncide avec une reprise vigoureuse de l'activité industrielle, tant aux États-Unis d'Amérique qu'en Europe, et avec une augmentation de la demande d'importations. Cependant cette augmentation de la demande ne s'est pas traduite — sauf dans quelques cas — par des prix plus élevés, ce qui confirme la tendance, déjà analysée dans l'*Estudio Económico de América Latina, 1958*, à un fléchissement chronique des marchés des produits primaires.

52. C'est le Chili qui a le plus bénéficié de l'amélioration du marché de certaines matières premières, le prix du cuivre ayant augmenté de près de 20 pour 100 au moment où les investissements effectués il y a quelques années permettaient d'augmenter dans des proportions égales le volume des exportations. En Argentine, la vente de stocks de laine a largement compensé la baisse du prix unitaire, mais la réduction des quantités de viande disponibles pour l'exportation n'a pas permis de profiter pleinement des prix plus élevés. En Colombie, une forte augmentation des exportations de café a permis de compenser à peu près le fléchissement des prix. Au Brésil, une nouvelle augmentation des ventes de café a déterminé une hausse de la valeur totale des exportations par rapport à l'année précédente. De même, grâce à l'accroissement du volume des ventes, le Mexique, le Pérou et le Venezuela ont réussi à compenser largement la baisse des prix. Seuls les pays d'Amérique centrale et des Antilles ont enregistré une réduction générale des exportations. Dans l'ensemble et contrairement à ce que l'on avait observé en 1958, l'Amérique latine a pu éviter une nouvelle réduction de la valeur des exportations. La baisse des prix ayant été compensée par une augmentation du volume, la valeur des exportations a pu se maintenir et les chiffres préliminaires accusent une légère augmentation — 1 pour 100 environ — ce qui n'est évidemment pas suffisant pour rétablir la capacité d'importation, équilibrer la balance des paiements et préserver les réserves internationales.

53. En 1959, l'apport net de capitaux ne s'est pas relevé après la chute enregistrée en 1958. Au contraire,

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (E/3246/Rev.2), annexe VII, par. 28 et 29.

les données dont on dispose jusqu'ici indiquent une nouvelle réduction des prêts officiels. Les chiffres préliminaires font ressortir une diminution de plus de 100 millions de dollars dans le montant annuel net des capitaux prêtés aux pays d'Amérique latine par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et par le Fonds monétaire international, ainsi qu'une baisse de l'ordre de 175 millions de dollars dans le montant net des prêts consentis par des organismes officiels des États-Unis d'Amérique. A l'exception de l'Argentine, tous les pays d'Amérique latine qui ont recours à ce type d'emprunt ont enregistré en 1959 un chiffre inférieur à celui de 1958. Les investissements privés nouveaux en provenance des États-Unis d'Amérique ont aussi notablement diminué par rapport aux trois années précédentes. Des renseignements partiels semblent indiquer un accroissement des investissements privés européens en Amérique latine, mais cette augmentation n'a probablement pu compenser que pour une faible part les réductions qui viennent d'être signalées.

54. Du fait de cette évolution des exportations et des mouvements de capitaux, les pays d'Amérique latine ont dû, pour équilibrer leur balance des paiements ou tout au moins pour en réduire le déficit, maintenir ou même renforcer les restrictions à l'importation. En raison d'une nouvelle réduction de 750 millions de dollars environ par rapport à 1958, les importations latino-américaines ont diminué au total de 18 pour 100 depuis 1957, année où elles avaient atteint le niveau le plus élevé. Cette tendance à la restriction des importations s'est manifestée dans tous les pays, à l'exception du Brésil et de l'Uruguay, mais elle a été principalement marquée en Argentine, à Cuba, en Haïti, au Honduras et au Venezuela.

55. La diminution sensible des importations s'est traduite par un relèvement appréciable des réserves internationales de divers pays, notamment l'Argentine, la Colombie, le Chili et le Pérou. Si l'on examine la situation pour l'ensemble de l'Amérique latine, à l'exception toutefois du Venezuela, on constate que les réserves internationales ont augmenté de près de 200 millions de dollars en 1959, ce qui représente 60 pour 100 environ des pertes subies l'année précédente. En raison principalement d'investissements de type spéculatif à l'étranger, les réserves du Venezuela ont subi une forte diminution : près de 400 millions de dollars par an en 1958 et en 1959. Malgré cela, les réserves vénézuéliennes dépassent encore 600 millions de dollars et constituent à elles seules près du quart des réserves totales latino-américaines. Mis à dure épreuve par les inondations de l'automne dernier, l'Uruguay a vu également ses réserves baisser, dans des proportions moindres toutefois qu'en 1958. C'est seulement à Cuba, en République Dominicaine et au Paraguay qu'une détérioration marquée a eu lieu.

Facteurs internes

56. L'évolution du secteur extérieur a eu des répercussions sensibles sur les économies des différents pays. D'une part, la demande monétaire a été stimulée par la légère augmentation de la valeur des exportations jointe à la réduction considérable des importations. De l'autre, la diminution du volume des importations et l'accroissement de celui des exportations — accroissement stimulé

par la baisse des prix — a eu pour effet de réduire le quantum des biens disponibles, neutralisant la très légère augmentation de la production nationale par habitant. L'aggravation des pressions inflationnistes qui en résulte est évidente.

57. L'insuffisance du développement de la production agricole en 1959 a été également un facteur défavorable. L'indice global de la production agricole fait apparaître un accroissement de 1,6 pour 100 seulement, c'est-à-dire une diminution de près de 1 pour 100 de la production par habitant. Il convient de préciser que cette diminution est due essentiellement au fléchissement enregistré pour l'élevage en Argentine et au Brésil. Sauf dans des cas isolés — Colombie, Mexique — la production agricole destinée à la consommation interne n'a pas sensiblement augmenté. Pour l'ensemble de l'Amérique latine, la réduction de 1 pour 100 de la production par habitant affecte également la part de la production destinée à l'exportation et celle qui est destinée à la consommation nationale.

58. Exception faite de l'Argentine où se sont produits de nombreux conflits du travail, la production industrielle a tendu à augmenter, dépassant très largement dans certains cas — au Mexique et en Colombie par exemple — les niveaux précédemment atteints, ou reprenant en flèche, comme au Chili. La nécessité croissante de remplacer les importations a contribué à élargir la demande de produits nationaux et à accélérer la diversification de l'industrie. En ce qui concerne la production minière, les progrès ont été remarquables dans certains secteurs, par exemple pour le cuivre au Chili et pour le fer au Brésil, au Chili, au Pérou et au Venezuela. Il en a été de même pour le pétrole en Argentine, au Brésil, au Chili et au Mexique. Malgré un marché international peu favorable, le Venezuela a réussi à accroître dans des proportions notables (7 pour 100) sa production pétrolière et le volume de ses exportations de pétrole.

59. Bien que les circonstances aient été plutôt défavorables dans l'ensemble, l'Amérique latine a poursuivi en 1959 ses efforts pour lutter contre l'inflation et elle a obtenu dans de nombreux cas des résultats concrets, encore qu'incomplets. Les prix ont encore continué à monter nettement dans plusieurs pays, mais dans ceux où le mouvement avait été le plus accentué au premier semestre (Argentine, Chili et Pérou), une stabilisation relative est intervenue au cours des derniers mois. Seul le Brésil accusait à la fin de l'année une tendance persistante à l'accélération de la hausse. D'autre part, la stabilisation relative des prix déjà réalisée en Colombie à la fin de 1958 a pu être maintenue grâce principalement aux mesures destinées à encourager la production agricole pour la consommation interne. Dans les autres pays, au Chili en particulier, la lenteur du développement agricole, jointe aux insuffisances du marché, a constitué un obstacle sérieux à la politique de stabilisation. Il convient de souligner qu'en 1959 cette politique a été étendue au domaine des finances publiques. Dans plusieurs pays, le déficit budgétaire a diminué, par suite soit d'une réduction des dépenses, soit d'une augmentation des impôts; de même, les autorités ont supprimé ou tout au moins réduit les subventions qui encourageaient une consommation exagérée, ce qui a provoqué une diminution du déficit des

entreprises de l'État. Dans l'*Estudio Económico de América Latina, 1959*, on s'efforce pour la première fois d'analyser de façon systématique cet important facteur de l'évolution latino-américaine.

60. S'il est vrai qu'en 1959 la politique économique a tendu dans presque tous les pays d'Amérique latine à parvenir à une plus grande stabilité, cela ne signifie pas que ces pays ont renoncé aux mesures destinées à stimuler le développement. En ce qui concerne la politique commerciale, par exemple, le contrôle et la limitation des importations, ainsi que la réforme des tarifs douaniers, se sont souvent accompagnés de mesures destinées à encourager la production nationale de remplacement. Cependant, les efforts visant à équilibrer les budgets gouvernementaux ont parfois entraîné une réduction du volume des investissements publics. Il en a été ainsi en Équateur, par exemple, et, pour des périodes plus courtes, au Chili, au Mexique et au Pérou. La diminution des prêts officiels d'origine extérieure a également contribué à réduire les investissements publics, alors qu'il aurait été particulièrement souhaitable de les accroître pour appuyer la politique anti-inflationniste. Quoi qu'il en soit, si l'on veut dresser un bilan objectif pour 1959, il faut tenir compte des perspectives à court terme, étant donné que le volume des investissements réalisés au cours d'une année dépend principalement des programmes économiques, techniques et financiers établis l'année précédente. A cet égard, on peut considérer que l'année 1959 a été relativement favorable. En effet, plusieurs pays — par exemple l'Argentine, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et l'Uruguay — ont déjà réalisé les conditions préalables de planification et de financement qui leur permettront d'intensifier les investissements officiels en 1960. On note dans le secteur privé une tendance parallèle à un développement plus rapide, en raison non seulement des possibilités du marché, mais aussi des progrès réalisés en matière de stabilisation monétaire et de stabilisation des prix.

Bulletin économique de l'Amérique latine

61. Le numéro 2 du volume IV du *Boletín Económico de América Latina* a paru en octobre 1959. En plus du supplément statistique habituel, il contient des articles sur les perspectives de la production et de la demande de produits sidérurgiques laminés en Amérique latine, sur l'évaluation et les perspectives du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale et sur le développement économique du Panama.

62. Le numéro 1 du volume V, actuellement sous presse, comprendra — outre le supplément statistique — des articles sur l'utilisation de la matrice intersecteurs aux fins des analyses et des projections intéressant l'économie argentine, sur la zone de libre-échange et le Traité de Montevideo, sur le développement économique du Venezuela pendant les années 1950-1960 et sur l'industrie lourde et le marché commun latino-américain; ce dernier article est dû au professeur J. Tinbergen, directeur de l'Institut économique des Pays-Bas.

63. Les suppléments statistiques des derniers numéros ont suscité un vif intérêt. Étant donné, d'autre part, qu'entre le bulletin de février et celui de septembre sub-

sistent certaines lacunes à combler, il a été décidé de publier désormais vers le milieu de l'année un numéro spécial consacré entièrement aux statistiques.

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Groupes consultatifs pour la programmation du développement économique

64. Afin de répondre aux besoins d'assistance technique des gouvernements latino-américains en matière de programmation du développement économique et d'utiliser au maximum les ressources des Nations Unies, la CEPAL a, en coopération avec la DOAT, établi une liste d'économistes appelés à constituer des « groupes consultatifs pour la programmation du développement économique » qui interviennent sur la demande expresse des gouvernements.

65. La décision de créer des groupes consultatifs a été prise par la résolution 137 (VII) de la Commission et ratifiée par la résolution 155 (VIII). Depuis la huitième session, la Division du développement économique s'est principalement occupée de deux groupes qui ont commencé à travailler en 1959, l'un en Colombie, l'autre à Cuba. Ces deux pays ont demandé que les groupes consultatifs continuent de prêter leur concours en 1960. La Bolivie, l'Équateur, l'Uruguay et le Venezuela ont présenté des demandes mais, comme dans les conditions actuelles il n'est pas possible d'avoir plus de trois groupes par an, il a été décidé de maintenir en fonctions ceux de Colombie et de Cuba et d'en envoyer un troisième en Bolivie.

Colombie

66. Le groupe consultatif CEPAL/DOAT, qui a pris ses fonctions en Colombie en mai 1959, se propose essentiellement d'aider à mettre au point un appareil gouvernemental de programmation. Il faut pour cela définir les objectifs de la politique officielle, créer des rouages pour l'élaboration et la coordination des mesures économiques et améliorer la qualité du personnel.

67. A ces fins, le groupe a : a) aidé le Département administratif de planification — auquel les experts ont été attachés — à identifier les principaux problèmes généraux de développement et à établir un ordre de priorité pour les résoudre; b) donné des conseils aux Ministères des travaux publics et de l'agriculture et aux organismes gouvernementaux chargés des divers secteurs de l'économie pour leur permettre de faire de même, chacun dans le domaine de sa compétence; c) étudié les méthodes propres à assurer le respect d'un ordre de priorité dans chaque secteur; d) conseillé les autorités compétentes touchant une modification des processus budgétaires en rapport avec le système de priorité; e) contribué à élever le niveau du personnel en choisissant un groupe de fonctionnaires qui ont travaillé sous la direction des experts; f) organisé des cours de formation intensive (voir par. 86 ci-après).

68. Tout en se consacrant particulièrement à tel ou tel aspect du programme, chacun des experts a participé à la définition des objectifs, à la modification des processus et à la formation de personnel. Le Gouvernement

colombien a exprimé sa satisfaction de la bonne marche des travaux et, comme on l'a dit plus haut, a demandé que le groupe reste en fonctions en 1960.

Cuba

69. Le groupe consultatif qui a commencé à travailler à Cuba en 1959 est attaché au Ministère de l'économie, mais les experts collaborent avec divers ministères et services gouvernementaux. Au début, on s'est heurté à certaines difficultés, en raison surtout du manque de statistiques de base et de personnel qualifié. Ces difficultés ont été surmontées — grâce en partie à un cours de formation intensive qui a eu lieu du 17 septembre au 22 décembre 1959 (voir par. 87 ci-après) — et il a été possible de maintenir les objectifs initiaux qui sont les mêmes que dans le cas de la Colombie. Les travaux n'ayant pu se terminer à la fin de 1959 comme on l'avait prévu à l'origine, le Gouvernement cubain a demandé que le groupe poursuive ses activités en 1960.

Bolivie

70. Étant donné l'intérêt manifesté par le Gouvernement bolivien en août 1959, le Commissaire à l'assistance technique et le Sous-Directeur de la CEPAL se sont rendus à La Paz pour prendre les arrangements nécessaires à l'envoi d'un groupe consultatif dans le pays. Depuis, on a préparé la tâche du groupe qui entrera en fonctions au début d'avril 1960. La FAO a participé activement aux travaux préparatoires.

Expérience acquise et problèmes qui se posent

71. Le fait que les Gouvernements colombien et cubain aient demandé que les groupes poursuivent leurs activités confirme l'impression recueillie par les experts, qui est que l'assistance rendue a été satisfaisante. Cette opinion est partagée par de hauts fonctionnaires des pays intéressés et il est, d'autre part, certain que l'action des groupes s'est déjà traduite par une meilleure coordination de la politique économique.

72. Comme exemples concrets de réalisations, il suffit de citer la rédaction d'une loi organique pour le Service national de statistique de Cuba, la réforme des processus budgétaires en Colombie et l'élaboration de nouveaux programmes de travaux publics dans les deux pays.

73. Étant donné, toutefois, que les groupes consultatifs de Colombie et de Cuba se sont heurtés à des obstacles assez analogues, il y a lieu de supposer que des difficultés comparables se rencontreront dans les autres pays d'Amérique latine où l'on tentera de créer des appareils indépendants de programmation.

Activités diverses

74. La Division a préparé une étude comparative des taux de croissance économique pour la publication *Estudio Económico de América Latina, 1959*.

75. Elle a achevé la revision technique du texte de l'étude en trois volumes consacrée au développement économique de l'Argentine (E/CN.12/429/Rev.1¹¹). Elle

¹¹ *El desarrollo económico de la Argentina* (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.3, vol. I à III).

a en outre révisé deux autres études relatives au développement économique du Panama (E/CN.12/494) et du Salvador (E/CN.12/495) qui paraîtront prochainement.

76. Le secrétariat a collaboré avec l'Université du Costa Rica à la mise au point d'une étude sur le développement économique de ce pays; il travaille actuellement à une étude sur le Honduras et a commencé à en préparer une autre concernant le Nicaragua (voir ci-dessus par. 36, al. h).

Programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique

77. L'exécution du programme ordinaire de 1959 a commencé à Santiago du Chili le 6 juillet; elle s'est terminée le 27 février 1960. On a compté 18 participants, dont 9 bénéficiaires de bourses CEPAL/DOAT (2 venant du Chili et 1 de chacun des pays suivants : Argentine, Colombie, Cuba, Équateur, Guatemala, Mexique et Venezuela), 2 boursiers des Nations Unies (venant du Salvador et de la Yougoslavie) et 7 étudiants dont les frais étaient couverts par leurs gouvernements respectifs (1 venant du Brésil, 2 de Cuba et 4 du Venezuela).

78. On a bénéficié en 1959 du concours de M. Jan Tinbergen, professeur à l'Université technique de Rotterdam et directeur de l'Institut économique des Pays-Bas, qui a donné une série de conférences sur les modèles de politique économique à court terme et a dirigé divers cycles d'étude.

79. En outre, en octobre 1959, M. Hans Linnemann, de l'Institut économique des Pays-Bas, expert de la DOAT, a fait un cours et dirigé un cycle d'étude sur la programmation du développement économique en Équateur.

80. A l'occasion de leur séjour au Chili, M. Mayer (Services d'études économiques et financières du Ministère des finances de France) et M. Lessourne (directeur de la Société française de mathématiques appliquées) ont été invités à donner une courte série de conférences sur la coordination des investissements en France et sur d'autres questions touchant la détermination des objectifs généraux à moyen terme dans une économie planifiée.

81. Comme les années précédentes, chaque boursier a été chargé d'un travail de recherche sur lequel il a présenté un rapport à la fin du stage. D'autre part, le professeur Tinbergen a dirigé une enquête spéciale sur la construction d'un modèle économétrique à court terme pour un cas d'inflation dans un pays donné.

82. En plus des cours normaux, il y a eu des conférences sur la comptabilité sociale, la théorie des prix, la programmation de l'énergie, la politique monétaire, les problèmes démographiques, les problèmes de transport, l'industrie chimique, l'élevage, la politique financière, les statistiques et la programmation agricole; la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture a participé à l'organisation de cette dernière conférence.

Cours de formation intensive

83. Il y a eu en 1959 quatre stages de formation intensive, en Argentine, au Brésil, en Colombie et à Cuba. Dans les deux derniers pays, les cours ont été organisés

en liaison avec les activités des groupes consultatifs CEPAL/DOAT, qui ont fourni la majorité des professeurs (voir par. 67 et 69 ci-dessus).

84. Le stage d'Argentine (septembre-décembre) s'est déroulé sous les auspices de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires. Vingt-quatre boursiers et 47 auditeurs libres, appartenant à diverses branches d'activité des secteurs public et privé, ont suivi des cours sur la comptabilité sociale, la théorie et la programmation du développement économique, la préparation et l'évaluation des projets, la programmation linéaire, l'administration et les finances publiques. En outre, d'éminents professeurs argentins ont prêté leur concours et donné des conférences sur divers aspects du développement économique de leur pays. Les cours de base ont été complétés par plusieurs cycles d'étude.

85. Le stage du Brésil a eu lieu à Recife de septembre à novembre 1959; il a été suivi par 59 boursiers et 11 auditeurs libres. Les cours de base ont été les mêmes qu'en Argentine et des conférences ont été faites par des spécialistes brésiliens qui ont parlé spécialement des problèmes du Nord-Est et du développement économique général de leur pays.

86. Le stage de Colombie (juin-septembre 1959), suivi par 33 boursiers et 45 auditeurs libres, s'est tenu sous les auspices du Département administratif de la planification et des services techniques. Les membres du groupe consultatif CEPAL/DOAT ont assuré des cours de base sur la théorie et la programmation du développement économique, l'évaluation des projets, la comptabilité sociale, le financement du développement économique, l'administration publique, les problèmes agricoles, les problèmes industriels et le diagnostic et la programmation du développement économique en Colombie. En outre, d'éminentes personnalités ont été invitées à faire des conférences sur des questions économiques d'actualité.

87. Le stage de Cuba (septembre-décembre 1959) a été, lui aussi, organisé en liaison avec les activités du groupe consultatif CEPAL/DOAT en mission dans le pays; il a été suivi par 32 boursiers et 30 auditeurs libres, tant fonctionnaires que représentants d'entreprises privées. En plus des cours de base, analogues à ceux des autres pays, des économistes cubains ont fait des conférences sur des problèmes particuliers au pays. Le Directeur du Service national de statistique a fait un cours sur la programmation linéaire.

Groupe d'étude de la classification des comptes publics et de l'administration budgétaire en Amérique du Sud

88. Le secrétariat de la CEPAL a pris une part active à l'organisation de ce groupe d'étude qui s'est réuni au siège de la CEPAL du 27 mai au 5 juin 1959 sous les auspices de la DOAT, de la CEPAL, de la Direction des affaires économiques et du Service de l'administration publique de l'ONU. Il s'agissait de la quatrième d'une série de réunions analogues, la première groupant des représentants de pays d'Amérique du Sud. Des trois précédentes, deux s'étaient tenues dans la région de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), l'autre avait intéressé l'Amérique centrale, la zone des Caraïbes et le Mexique. Ont participé aux

travaux 19 hauts fonctionnaires des services budgétaires de 10 pays sud-américains et un représentant de l'Espagne.

89. Les questions suivantes ont été étudiées : rôle du gouvernement et place des comptes du secteur public, classification économique et fonctionnelle des opérations de l'État, budget par programme et budget par activité, méthodes de reclassification des dépenses et recettes publiques, situation actuelle de la comptabilité nationale et rapports avec les comptes du secteur public.

90. Des six documents de base, quatre avaient été préparés par le Service des études fiscales et financières de l'ONU et deux par la CEPAL. Le rapport définitif du groupe d'étude a été publié par la DOAT; le texte provisoire en avait été approuvé à la séance de clôture.

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Industrie chimique

91. Les premiers mois de 1960 ont vu l'achèvement d'une étude pilote effectuée en collaboration avec la Société de développement de la production (CORFO) du Chili. D'un commun accord, il a été décidé de ne pas la publier et de l'utiliser comme texte de référence pour l'étude générale de l'industrie chimique latino-américaine. Un programme de travail précis a été mis au point et l'étude préliminaire fait actuellement l'objet d'une révision du point de vue méthodologique et technique; elle sera notablement augmentée par l'adjonction d'une liste supplémentaire de produits et d'analyses concernant d'autres pays.

92. Cependant que s'élabore la liste définitive de produits, on travaille sur une liste provisoire qui en comprend près de 90. Des progrès ont été réalisés dans trois domaines principaux : étude de la demande, problèmes techniques, et rassemblement de certaines données de base. Pour l'étude de la demande, il a fallu établir une classification spéciale qui facilite l'uniformisation des données relatives aux divers pays. On dresse des tableaux indiquant pour chacun d'eux le volume physique des importations de la période 1955-1957 (de celles de 1958 aussi pour quelques pays).

93. En ce qui concerne les recherches méthodologiques, on a poursuivi l'enquête sur les composants nationaux et importés des investissements requis par les diverses manufactures chimiques et on prépare un échantillon approprié pour l'étude des possibilités de remplacement des importations d'équipement. D'autre part, de nouveaux renseignements ont été recueillis touchant les prix du gaz naturel sur les marchés internationaux et les coûts de transport, les économies d'échelle, la répartition des investissements, etc., dans les divers pays d'Amérique latine.

Matériel ferroviaire

94. A la demande de la réunion d'industriels, de fonctionnaires et de dirigeants de chemins de fer qui s'est tenue à Córdoba (Argentine) du 2 au 5 mars 1959 et dont le rapport a été présenté à la Commission à sa huitième session¹², on prépare une étude destinée aux industries productrices de matériel ferroviaire d'Argentine, du

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément n° 4 (E/3246/Rev.2), par. 75.

Brésil, du Chili et du Mexique. En juillet et août, des enquêtes ont été menées en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Paraguay, au Pérou, en Uruguay et au Venezuela pour déterminer les besoins immédiats de matériel ferroviaire aux fins de la rénovation et de l'extension des services, ainsi que les possibilités de les satisfaire. On a en outre étudié les droits de douane et autres taxes, de même que les règlements concernant les changes et les règlements administratifs en vigueur touchant les importations de matériel ferroviaire. Ces données ont été mises à jour en ce qui concerne l'Argentine et le Brésil.

Industrie sidérurgique

95. Le secrétariat de la CEPAL a préparé un rapport sur le marché des produits sidérurgiques laminés pour la réunion qui s'est tenue à Santiago du Chili du 28 septembre au 3 octobre 1959 sur l'invitation de l'Institut chilien de l'acier. A cette réunion, il a été décidé de créer l'Institut latino-américain de l'acier.

96. Le secrétariat avait participé activement aux préparatifs de cette réunion et il s'y est fait représenter. Le texte susmentionné — qui a été revu après la session et dont beaucoup de données ont été mises à jour — a été publié dans le *Boletín Económico de América Latina*¹³. On y passe en revue les moyens dont l'Amérique latine dispose actuellement pour satisfaire sa demande de produits laminés et on récapitule les résultats de diverses estimations touchant le total des besoins de divers pays latino-américains en 1965 comparé aux plans actuels de production.

97. Le Groupe latino-américain d'experts en matière de sidérurgie et d'industries de transformation du fer et de l'acier avait demandé [São Paulo (Brésil), 15-28 octobre 1956] que le secrétariat de la CEPAL s'intéresse aux problèmes de normalisation et de classification type des produits sidérurgiques en Amérique latine. Il n'a pas été possible de prendre des mesures concrètes dans ce domaine, mais l'Institut latino-américain de l'acier ayant manifesté un vif intérêt pour la question, des techniciens du secrétariat se sont rendus récemment en Argentine, au Brésil et en Uruguay et ont pris contact avec les organismes compétents d'autres pays latino-américains afin d'analyser la situation actuelle. Un rapport sur les résultats de ces enquêtes sera présenté à la première réunion de travail du Conseil de l'Institut latino-américain de l'acier (Mar del Plata [Argentine], 2-4 février 1960)¹⁴.

PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES

Énergie

Préparation d'un cycle d'étude sur l'énergie électrique

98. Ce cycle d'étude, initialement prévu pour 1958, doit maintenant être organisé en janvier 1961 avec la

¹³ « Las perspectivas de la producción y la demanda de productos siderúrgicos laminados en América Latina », *op. cit.*, vol. IV, n° 2, p. 1 et suiv.

¹⁴ « La normalización de productos siderúrgicos » (E/CN.12/R.1), document qui jusqu'ici n'a été distribué qu'à la réunion susmentionnée.

collaboration de la DOAT. Une réunion préparatoire a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies en septembre 1959 pour discuter de quelques-uns des problèmes qui se posent en matière de production d'électricité en Amérique latine, étudier le programme éventuel et voir quels documents pourraient être présentés au cycle d'étude.

99. A cette réunion préparatoire ont assisté des fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales et de la DOAT, deux fonctionnaires de la CEPAL, des représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que trois éminents spécialistes latino-américains des problèmes de l'énergie électrique. Ces experts ont décrit les problèmes fondamentaux que pose le développement de l'énergie électrique en Amérique latine. Le programme adopté à la suite des délibérations est le suivant :

a) Exposé général des problèmes et tendances du développement de l'énergie électrique;

b) Problèmes fondamentaux du développement de l'énergie électrique, y compris celui qui consiste à déterminer les besoins et à prévoir la demande; évaluation économique des ressources primaires autochtones pour la production d'électricité; étude du développement des divers réseaux et usines et détermination des besoins d'investissement et des moyens de financement;

c) Problèmes fonctionnels et institutionnels, notamment : causes de la variation des coûts par kWh (à l'intérieur d'un même réseau et entre réseaux), réglementation et politique des prix et son influence sur le développement de l'énergie électrique, principales caractéristiques du régime institutionnel et juridique;

d) Indications sur des points spéciaux et discussion.

100. Le secrétariat compte présenter au cycle d'étude trois documents concernant respectivement l'étude des projections de la demande d'électricité en Amérique latine et des installations et investissements nécessaires pour y répondre, les tendances récentes et l'état actuel de la production d'énergie électrique en Amérique latine, et l'évaluation des conditions et de l'utilisation.

Collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

101. On a procédé au début de 1959 au rassemblement et à l'exploitation des statistiques sur l'énergie électrique demandées par l'AIEA pour ses études périodiques. Les travaux effectués ont comporté la récapitulation et le classement de données antérieures et l'analyse des coûts d'installation et de fonctionnement de centrales hydro-électriques et thermiques dans quelques pays d'Amérique latine.

Ressources hydrauliques

102. L'étude intitulée « Los recursos hidráulicos de Chile y su aprovechamiento » (E/CN.12/501 et Add. 1) sera publiée dans le courant de 1960. S'inspirant des conclusions qui y sont énoncées, le Gouvernement chilien a demandé au Fonds spécial des Nations Unies, qui a consenti à prêter son concours, de participer au

développement du réseau de stations météorologiques et hydrologiques du pays. Les auteurs du rapport ont, d'autre part, souligné la nécessité urgente de s'intéresser tout particulièrement à l'étude de taux rationnels d'irrigation pour mettre fin aux pertes d'eau dues à l'insuffisance des installations et aux pratiques en vigueur, ainsi qu'à l'étude et à la planification de l'emploi des eaux souterraines dans certains bassins.

103. L'étude sur l'Équateur a été achevée. Dans ce cas encore, le rapport préliminaire a provoqué la présentation au Fonds spécial d'une demande relative à l'hydrologie; le projet a été approuvé.

104. La mission d'études hydrauliques envoyée au Venezuela a commencé ses travaux en octobre 1959. Les enquêtes hydrométéorologiques sont en grande partie terminées; on a commencé à rassembler les données hydrologiques et à étudier les problèmes d'irrigation et d'adduction d'eau potable. En outre, des contacts ont été pris avec les organismes qui s'intéressent aux questions hydrauliques en vue d'évaluer les possibilités de la mission et de mettre au point son programme de travail.

DIVISION MIXTE CEPAL/FAO DE L'AGRICULTURE

105. Peu après la huitième session, des négociations ont été entreprises avec la FAO en vue d'arrêter le programme de travail de la nouvelle Division¹⁵ pour les mois restants de 1959 et pour 1960. Au deuxième semestre, les deux institutions sont parvenues à un accord complet sur le programme de travail : la Division participera notamment à la préparation des publications suivantes : *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1959* de la FAO et *Estudio Económico de América Latina, 1959* de la CEPAL. Pour le rassemblement des renseignements, les deux institutions se sont partagé la tâche afin d'éviter tout double emploi.

Collaboration à la conférence FAO/OEA

106. La Division présentera deux rapports à la conférence FAO/OEA qui sera organisée au Mexique en août 1960 avec la coopération de la CEPAL. L'un d'eux aura trait aux problèmes relatifs aux taux de croissance économique, l'autre aux problèmes de politique agricole que soulèvent les projets de création en Amérique latine d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange.

Étude sur le café

107. Une grande partie des enquêtes locales sur le café au Brésil étant terminée, on a préparé un rapport préliminaire que la FAO étudie actuellement. Les statistiques sont à peu près prêtes et un résumé des conclusions est en cours de rédaction. Le rapport s'adresse au grand public; les analyses économiques, statistiques et méthodologiques sur lesquelles il se fonde seront publiées sous forme d'annexes à l'intention des spécialistes désireux de connaître dans le détail les travaux préparatoires.

Place des produits agricoles dans le marché commun envisagé

108. Les études sur la laine, la viande, le coton et les fruits ont été revisées et transmises à la FAO pour examen. En accord avec la Division des pêcheries de cette organisation, un consultant a été chargé de préparer une étude sur les produits de la pêche et le marché commun. Il doit principalement étudier le commerce inter-régional des produits de la pêche, les courants commerciaux et les obstacles aux échanges, ainsi que les possibilités de développement du commerce de ces produits en Amérique latine. Les travaux s'effectuent en collaboration étroite avec la FAO par l'intermédiaire du représentant régional pour les pêcheries et de la Direction des pêcheries à Rome.

Étude sur l'élevage

109. La première série de recherches a pris fin en décembre 1959. Des enquêtes ont été menées en Colombie, à Cuba, au Mexique, au Pérou et au Venezuela; on a recueilli des renseignements sur la production animale, l'abattage et la commercialisation des produits ainsi que sur les ressources potentielles de l'élevage. Les travaux se poursuivent au premier trimestre de 1960 par des enquêtes en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay.

Développement de l'agriculture au cours des dix dernières années

110. La Division prépare en collaboration avec la Division du développement économique une étude spéciale sur l'évolution de l'agriculture de 1948 à 1958, qui sera incluse dans *l'Estudio Económico de América Latina, 1960*. Elle tendra à dégager les facteurs qui ont influé sur le développement de l'agriculture, et surtout les obstacles techniques et économiques qui ont empêché une croissance plus accélérée.

Mission consultative spéciale en Équateur

111. Au début de 1959, le Gouvernement équatorien a demandé une assistance de la CEPAL pour son programme de développement agricole. Une vaste enquête a été menée dans tout le pays touchant les investissements et autres apports dans l'agriculture; elle pourra servir de base à l'élaboration du programme du Conseil national de planification dans ce domaine. Les données rassemblées ont été exploitées et le rapport est en cours de rédaction.

112. On a envoyé des missions techniques dans tout le pays pour effectuer des études et des recherches et rassembler des données sur le coût de diverses améliorations du sol, l'emploi de la main-d'œuvre, la valeur du cheptel et la durée de divers investissements. En outre, les enquêteurs se sont adressés à plusieurs cultivateurs pour obtenir des renseignements de première main sur les caractéristiques du sol et des méthodes de travail employées. Les indications recueillies ont aidé à interpréter correctement les statistiques.

¹⁵ A ce sujet, voir par. 127 ci-après.

*Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier
et de la cellulose*

113. Au cours des derniers mois, le groupe a terminé ses rapports sur l'Équateur, le Mexique, le Pérou et le Venezuela; il les a envoyés aux gouvernements intéressés par l'intermédiaire des représentants résidents du Bureau de l'assistance technique (BAT). Le Gouvernement équatorien a autorisé la publication et la distribution du rapport sur son pays.

114. De même, on a achevé la rédaction de rapports préliminaires sur la Colombie et le Surinam qui ont été envoyés à la FAO pour étude et observations. Un rapport sur Cuba est en cours d'élaboration; quelques-unes des conclusions provisoires ont fait l'objet de discussions avec le groupe consultatif CEPAL/DOAT en mission dans ce pays. Le Gouvernement cubain a demandé un rapport plus complet et plus détaillé.

115. On prépare une première version d'une étude régionale sur la cellulose et les produits papetiers : production, approvisionnement et commerce en Amérique latine.

SECTION DES TRANSPORTS

116. Les travaux ont été en majeure partie liés aux activités des groupes consultatifs CEPAL/DOAT, et notamment de celui qui se trouve en Colombie. En outre, des études ont été consacrées à des problèmes de transport relatifs aux échanges latino-américains, en particulier en ce qui concerne les consultations de politique commerciale entre la Colombie, l'Équateur et le Venezuela.

117. Pour le groupe consultatif de Colombie, on a poursuivi des travaux visant à établir un ordre de priorité et à coordonner les investissements en matière de transports. Après avoir coordonné les projets existants, on a déterminé les recherches nécessaires pour établir un ordre de priorité touchant les investissements publics et arrêter la politique future dans ce domaine. La Section a d'autre part collaboré avec le Département administratif de la planification et des services techniques à la préparation d'une étude générale sur l'aviation civile en Colombie.

118. La CEPAL était représentée à une réunion de délégués des gouvernements et des principales compagnies aériennes du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Panama et du Pérou, qui s'est tenue à Panama en novembre 1959 et au cours de laquelle a été recommandée la création d'une nouvelle compagnie qui assurerait les services internationaux de transports aériens dans les pays susmentionnés.

DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES

119. Au cours des premiers mois de 1959, la Division des affaires sociales a travaillé à la préparation du cycle d'étude sur les problèmes d'urbanisation en Amérique latine qui s'est tenu au siège de la CEPAL du 6 au 18 juillet sous les auspices de l'UNESCO, de la Direction des affaires sociales de l'ONU et de la CEPAL avec la coopération de l'OIT et de l'OEA. Ont participé aux travaux 38 experts nommés par les Gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie,

de Cuba, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, du Salvador, de l'Uruguay et du Venezuela, 4 désignés par l'ONU, 6 désignés par l'UNESCO, des représentants de l'OIT, de la FAO, de l'OMS et de l'OEA et divers observateurs.

120. De nombreux documents de travail avaient été préparés pour le cycle d'étude par des experts et des institutions de divers pays. Pour sa part, le secrétariat de la CEPAL a présenté une monographie intitulée « Creación de oportunidades de empleo en relación con la mano de obra disponible » (E/CN.12/URB/19 — UNESCO/SS/URB/LA/19).

121. Les débats du cycle d'étude ont porté sur les questions suivantes : notions générales; situation démographique, urbanisation et développement économique; main-d'œuvre urbaine; problèmes d'urbanisme; effets sur la structure sociale; aspects administratifs; conclusions et plan d'action.

122. Le cycle d'étude a demandé que son rapport (E/CN.12/URB/26/Rev.1 — UNESCO/SS/URB/LA/26/Rev.1) soit soumis à la Commission à la septième session de son Comité plénier.

123. Vers le milieu de l'année ont eu lieu au secrétariat des conversations touchant la création, sous les auspices de l'UNESCO, de la Division des affaires sociales et de la CEPAL, d'un groupe de travail qui étudierait les aspects sociaux du développement économique. Au début de décembre, l'UNESCO a convoqué à Paris une réunion pour parvenir à un accord touchant la date et le lieu de réunion du groupe de travail, l'ordre du jour et les participants possibles. Il a été décidé qu'une petite équipe d'une douzaine d'experts se réunirait à Mexico en décembre 1960 pour procéder à un échange de vues et tenter de parvenir à une synthèse. On a suggéré l'ordre du jour ci-après :

a) Conséquences sociales du développement économique (structure et croissance démographique et économique de l'Amérique latine);

b) Conditions indispensables du point de vue de l'économie et de la sociologie pour un développement économique et social rapide;

c) Rapports entre la programmation sociale et économique, y compris les enquêtes touchant l'éducation; technologie et structure sociale; besoins généraux en matière d'enseignement; besoins de main-d'œuvre; ressources et utilisation, et valeurs et conflits;

d) Problèmes d'administration publique et problèmes de programmation; données de base nécessaires pour prendre les décisions et répartir les ressources; conflits de valeurs et conséquences imprévues des mesures prises.

124. D'autre part, le secrétariat a aidé à préparer le cycle d'étude sur l'évaluation et l'utilisation des résultats des recensements de population en Amérique latine (Santiago du Chili, 30 novembre-18 décembre 1959) organisé par le Centre latino-américain de démographie. La Division des affaires sociales a présenté des rapports touchant l'utilisation et l'évaluation des résultats des recensements de population en Équateur (ST/SOA/SER/R/2) et au Guatemala (ST/SOA/SER.R/3).

125. Depuis la réorganisation marquée par la création de la Direction des opérations d'assistance technique et la suppression du bureau régional pour l'Amérique latine installé à Santiago du Chili, des contacts étroits ont été maintenus avec la Direction touchant les questions d'assistance technique. Conformément au nouveau système, la coopération se limite maintenant aux projets régionaux et en particulier au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, aux groupes consultatifs CEPAL/DOAT, au programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique, au groupe d'études hydrauliques (projet commun CEPAL/DOAT/OMM) et au groupe consultatif CEPAL/FAO/DOAT du papier et de la cellulose. C'est-à-dire qu'il n'incombe plus comme auparavant au secrétariat de la CEPAL de préparer des descriptions d'emploi pour les experts ni de fournir des renseignements à ceux qui ne participent pas directement aux projets mentionnés. D'autre part, il n'a plus à donner d'avis sur leurs rapports.

126. Les projets communs mentionnés étant décrits dans les passages pertinents du présent rapport, il suffira de signaler ici que ces activités — surtout les groupes consultatifs et le programme de formation — absorbent une proportion croissante des ressources du secrétariat, et que la coopération avec la DOAT est extrêmement étroite et fructueuse. D'autre part, le Bureau de l'assistance technique a fait rapport au Comité plénier de la Commission touchant l'assistance prêtée aux pays latino-américains en 1959 en vertu des programmes ordinaire et élargi (E/CN.12/AC.45/5).

C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations

127. Comme par le passé, le secrétariat de la CEPAL a entretenu les rapports les plus étroits avec les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations pour tout ce qui concernait les activités d'intérêt commun. En 1959 a été conclu avec la FAO un nouvel accord en vertu duquel, en remplacement du programme conjoint CEPAL/FAO, a été créée la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture.

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

128. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, le secrétariat a coopéré très activement avec les institutions spécialisées pour les divers aspects et phases des travaux relatifs au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale. Il convient en outre de signaler que l'OIT, la FAO, l'OACI, la BIRD et le FMI ont envoyé des représentants à la sixième session du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (San José, Costa Rica, 26 août-2 septembre 1959).

129. Conformément à la résolution 149 (VIII) de la CEPAL, le secrétariat a continué de coopérer avec les institutions spécialisées qui s'intéressent directement à l'étude des problèmes de la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine. Un groupe de travail mixte sur la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine a tenu à

Genève, en juillet 1959, une première réunion suivie de deux autres (septembre et novembre); à ces réunions, convoquées par l'OIT, ont assisté des représentants de l'ONU — et notamment de la CEPAL — de l'UNESCO et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Ce groupe de travail doit étudier les problèmes qui se posent et formuler des propositions concrètes en conséquence. Ses conclusions pourraient être discutées au cours d'une nouvelle réunion qui se tiendrait en 1960 au siège de la CEPAL et à laquelle, conformément à la résolution susmentionnée, l'OEA serait invitée à participer.

130. A propos de la FAO, il convient de signaler que des représentants de cette institution ont conféré avec des fonctionnaires de la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture et de la Section de statistique de la CEPAL, touchant divers problèmes de statistiques agricoles en Amérique latine. Cette question a été étudiée plus à fond à la réunion spéciale d'experts statisticiens qui s'est tenue à Rome (7-18 décembre 1959) et à laquelle le secrétariat était représenté.

131. Des négociations ont également eu lieu avec la FAO touchant : a) la préparation, conformément à la résolution 159 (VIII) de la CEPAL, d'une étude sur la production et la consommation du bois en Amérique latine, étude qui a été entreprise dans les premiers mois de 1960; b) les groupes consultatifs CEPAL/DOAT, projet pour lequel on envisage une coopération et une participation de la FAO.

132. En plus de la coopération directe susmentionnée et du concours prêté aux fins de la conférence régionale FAO/OEA qui se tiendra à Mexico en août 1960, le secrétariat a envoyé un observateur au deuxième cycle d'étude latino-américain sur les problèmes de la terre organisé par la FAO à Montevideo (Uruguay) en novembre 1959, et a pris une part active aux délibérations de l'un de ses groupes de travail.

133. Le cycle d'étude sur les problèmes d'urbanisation en Amérique latine s'est tenu sous les auspices de la CEPAL, de la Direction des affaires sociales de l'ONU, et de l'UNESCO. On projette, d'autre part, d'organiser en collaboration avec cette dernière institution un groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique. Enfin, le secrétariat de la CEPAL a envoyé un représentant à la réunion préparatoire organisée par l'UNESCO à Rio de Janeiro (26-30 octobre 1959) pour examiner le projet de conférence interaméricaine de l'éducation et du développement économique et social. Ce projet a été de nouveau examiné à Paris en décembre dernier.

134. En ce qui concerne la BIRD, il convient de signaler qu'elle s'est fait représenter à une réunion préparatoire au cycle d'étude sur l'énergie électrique envisagé par le secrétariat de la CEPAL. De plus, le secrétariat et la BIRD collaborent au sujet d'une demande du Gouvernement argentin, qui souhaite obtenir une assistance du Fonds spécial des Nations Unies pour un projet de transports.

135. Des conversations ont eu lieu avec le FMI à propos de la réunion de représentants des banques centrales demandée par la Conférence intergouver-

nementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine.

136. Enfin, le Groupe d'études hydrauliques de la CEPAL a continué à bénéficier de la collaboration active de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui lui a fourni les services d'un expert en hydrométéorologie. Par ailleurs, la FAO a prêté son concours à la mission dudit Groupe qui se trouve actuellement au Venezuela.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

137. Le secrétariat de la CEPAL a collaboré avec l'AIEA au rassemblement de renseignements sur les centrales hydro-électriques et thermiques. De plus, l'AIEA a participé à certains des travaux préparatoires au cycle d'étude CEPAL/DOAT sur l'énergie électrique et a offert de rédiger quelques-uns des documents de travail. Pour sa part, le secrétariat a été invité à participer à une mission de l'AIEA qui s'est rendue dans divers pays latino-américains mais il n'a pu envoyer de représentants qu'au Brésil.

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA)

138. Le secrétariat de la CEPAL a continué à coordonner ses activités avec celles du secrétariat du Conseil économique et social interaméricain (CESI); le Comité plénier de la CEPAL, par le document E/CN.12/AC.45/8, a été tenu au courant de cette coopération. Des conversations à l'échelon des secrétariats ont eu lieu à Santiago et à Washington au sujet du programme de travail

des deux institutions et du marché commun latino-américain envisagé.

139. A la suite de négociations touchant une étude CEPAL/OEA sur l'influence de la politique gouvernementale sur les investissements étrangers dans le cadre d'un marché commun, on a constitué un groupe mixte spécial de consultants qui a commencé ses travaux en janvier 1960.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

140. L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a détaché auprès du secrétariat de la CEPAL un de ses hauts fonctionnaires pour aider à préparer une réunion de représentants gouvernementaux des banques centrales organisée par la CEPAL à la demande de la première Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine.

141. Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a envoyé un représentant au groupe de travail mixte sur la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine et a exprimé le désir de participer à la nouvelle réunion envisagée (voir par. 129 ci-dessus).

142. L'Organisation des États d'Amérique centrale (ODECA) a coopéré à diverses reprises avec le secrétariat aux fins du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale; elle a notamment patronné avec la CEPAL la première réunion d'investisseurs centro-américains qui s'est tenue à San Salvador (Salvador), du 27 au 31 octobre 1959.

Deuxième partie

SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ PLÉNIER

A. — Participants et organisation des travaux

PARTICIPANTS

OUVERTURE ET CLÔTURE DE LA SESSION

143. La septième session du Comité plénier s'est tenue au siège, à Santiago du Chili, les 28 et 29 mars 1960. A la séance d'ouverture, M. Enrique Ortúzar Escobar, ministre des relations extérieures du Chili, a prononcé une allocution. Le général Juan B. Córdoba, ambassadeur de Colombie, a pris la parole au nom des délégations présentes. M. Raúl Prebisch, secrétaire exécutif de la CEPAL a fait un exposé (E/CN.12/AC.45/14).

144. A la séance de clôture, qui a eu lieu le 29 mars 1960, M. José Mixco Fishnaler, représentant du Salvador, et M. Luis Marty, sous-secrétaire aux affaires économiques du Chili et président du Comité, ont fait de brèves déclarations.

145. Le Comité a approuvé à l'unanimité le présent rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social, qui contient le programme de travail et l'ordre de priorité.

146. Les pays membres de la Commission qui sont énumérés ci-après se sont fait représenter à la session : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Uruguay et Venezuela. En outre, un représentant des Indes occidentales, nouveau membre associé de la Commission, a participé aux travaux. La liste complète des représentants figure à l'annexe I du présent rapport.

147. Conformément au paragraphe 6 du mandat de la Commission, des représentants des pays ci-après, qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies mais non de la Commission, ont participé à la session à titre consultatif : Autriche, Canada, Hongrie, Japon et Yougoslavie. La République fédérale d'Allemagne a envoyé un observateur, en conformité de la résolution 632 (XXII) du Conseil économique et social (voir annexe I).

POUVOIRS

148. Conformément à l'article 14 du règlement intérieur de la Commission, le Comité de vérification des pouvoirs a fait savoir, à la séance du 29 mars, qu'il avait examiné les pouvoirs des représentants à la septième session du Comité plénier tels qu'ils avaient été présentés au Secrétaire exécutif, et les avait trouvés en bonne et due forme.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Élection du Bureau

149. A sa première séance, le 28 mars 1960, le Comité plénier a élu le Bureau suivant :

Président : M. Luis Marty (Chili);

Premier Vice-Président : le général Juan B. Córdoba (Colombie);

Deuxième Vice-Président : M. I. T. M. Pink (Royaume-Uni);

Rapporteur : M. Ramiro Cabañas Pineda (Honduras).

B. — Ordre du jour

150. A sa première séance, le 28 mars 1960, le Comité plénier a examiné l'ordre du jour provisoire (E/CN.12/AC.45/1/Rev.1) dont il était saisi; sur la proposition de la délégation du Royaume-Uni, il a adopté à la majorité un amendement consistant à ajouter au point 5 (Demande d'admission des Indes occidentales comme membre associé de la Commission) un nouvel alinéa concernant l'admission de la Guyane britannique au même titre. Il a aussi approuvé une autre proposition de la délégation du Royaume-Uni tendant à examiner le point 5 en premier lieu. En conséquence, le Comité a adopté l'ordre du jour définitif suivant :

1. Discours d'ouverture.
2. Élection du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Demandes d'admission au statut de membre associé de la Commission :
 - a) des Indes occidentales;
 - b) de la Guyane britannique.

Documentation :

Solicitud presentada por la Federación de las Indias Occidentales para ingresar como miembro asociado de la Comisión Económica para América Latina (E/CN.12/AC.45/7).

5. Rapport d'activité du Secrétaire exécutif.

Documentation :

Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état des travaux (E/CN.12/AC.45/2).

Documents de référence :

Boletín Económico de América Latina, vol. IV, n° 2, Santiago du Chili, octobre 1959;

Informe provisional del Seminario sobre problemas de urbanización en América Latina (E/CN.12/URB.26/Rev.1 — UNESCO/SS/URB/LA/26/Rev.1);

Groupe d'étude de la classification des comptes publics et de l'administration budgétaire en Amérique du Sud (ST/TAO/SER.C/39 — E/CN.12/538).

6. Marché commun et paiements régionaux.

Documentation :

Informe de la Secretaría Ejecutiva sobre la marcha del programa del mercado común (E/CN.12/AC.45/3).

Document de référence :

El mercado común latinoamericano (E/CN.12/531), publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.4.

7. Développement économique et intégration de l'Amérique centrale.

Documentation :

Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano (E/CN.12/533), publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.5;

Rapport du secrétariat sur le programme d'intégration économique en Amérique centrale (E/CN.12/AC.45/4).

8. Assistance technique pour le développement économique.

Documentation :

Documento informativo acerca de la asistencia técnica prestada a los países de América Latina en virtud de los programas ordinario y ampliado. Document préparé par le secrétariat du Bureau de l'assistance technique (E/CN.12/AC.45/5).

9. Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili.

Documentation :

Edificio de las Naciones Unidas en Santiago de Chile. Rapport du secrétariat (E/CN.12/AC.45/6).

10. Coordination avec le Conseil économique et social inter-américain (CESI).

Documentation :

Informe sobre la coordinación entre la Comisión Económica para América Latina y el Consejo Interamericano Económico y Social (E/CN.12/AC.45/8).

11. Programme de travail et ordre de priorité :

- a) Programme de travail pour 1959-1960;
- b) Contrôle et limitation de la documentation.

Documentation :

Programa de trabajo y orden de prelación 1959-1960 (E/CN.12/AC.45/9);

Nota de la Secretaría acerca de las resoluciones de la Asamblea General y el Consejo Económico y Social que interesan a la Comisión (E/CN.12/AC.45/10);

Resoluciones de la Asamblea General acerca de la situación de la enseñanza en los territorios no autónomos (E/CN.12/AC.45/10/Add.1);

Nota de la Secretaría Ejecutiva sobre cooperación con la Comisión Económica para África (E/CN.12/AC.45/12);

Control y reducción de la documentación. Note du secrétariat (E/CN.12/AC.45/11).

Documents de référence :

Commission économique pour l'Amérique latine. — Rapport annuel au Conseil économique et social (9 avril 1958-23 mai 1959) [E/3246/Rev.2 — E/CN.12/530/Rev.2].

12. Examen et adoption du rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social.

C. — Résumé des débats

SÉANCE D'OUVERTURE

151. Dans son discours d'ouverture, le Ministre des relations extérieures du Chili a souligné l'importance

particulière que revêtait la septième session du Comité plénier; il a insisté sur l'idée moderne de solidarité interaméricaine dont s'inspirent les méthodes employées pour résoudre les grands problèmes qui se posent en Amérique par la création de nouvelles institutions et de nouveaux rouages : Banque interaméricaine pour le développement et Association latino-américaine de libre-échange par exemple.

152. Après avoir rappelé les objectifs de la Banque interaméricaine pour le développement, M. Ortúzar Escobar a noté que l'établissement de l'Association latino-américaine de libre-échange marquait le début d'une étape importante de l'évolution économique de l'Amérique. En dépit des craintes qui s'étaient encore manifestées à Panama de ne pouvoir atteindre le but visé, on avait fait à Montevideo le premier pas vers la constitution du marché commun grâce aux négociations menées et aux travaux effectués sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine.

153. Le Ministre chilien a fait observer que la participation du Mexique revêtait une signification particulière parce qu'elle prouvait qu'à la base du Traité signé en Uruguay, il y avait non seulement la proximité géographique, mais aussi les avantages réciproques. Il s'est déclaré certain que ce traité, auquel peuvent adhérer tous les autres pays d'Amérique latine, permettra une évolution progressive vers un système intéressant l'ensemble de la région.

154. Après avoir mentionné les progrès les plus récents enregistrés dans le domaine des relations entre pays d'Amérique latine, M. Ortúzar Escobar a exprimé la conviction que la prospérité de la région est indivisible, ce pourquoi il faut développer les initiatives et les projets communs.

155. Il a rappelé que le Gouvernement chilien est partisan de mettre fin à la course aux armements en les limitant et en les équilibrant et souhaite que les organes interaméricains s'occupent par priorité de cette question en vue de réduire les investissements dans ce secteur au strict minimum nécessaire pour garantir la sécurité du continent et la souveraineté de chaque pays, et d'être en mesure d'utiliser l'épargne nationale aux fins de l'expansion économique. En conséquence, le Gouvernement chilien a proposé à l'Organisation des États américains (OEA) de constituer un groupe de travail chargé d'effectuer les études techniques que suppose l'organisation d'une conférence sur la limitation et l'équilibre des armements.

156. M. Ortúzar Escobar a déclaré pour conclure que l'aide extérieure demeurerait nécessaire mais que les économies des pays d'Amérique latine devaient reposer sur l'épargne nationale que pourraient venir grossir les ressources supplémentaires provenant de la réduction des dépenses d'armement.

157. Au nom des délégations participant à la septième session du Comité plénier, le représentant de la Colombie a félicité le Chili de ses progrès économiques; il a, d'autre part, loué l'efficacité avec laquelle le secrétariat de la Commission exécute le programme de travail.

158. A ce sujet, il a insisté en particulier sur les activités de programmation et a fait l'éloge du groupe consultatif

CEPAL/DOAT envoyé en Colombie dont l'action a donné d'excellents résultats, qu'il s'agisse des conseils et de la recherche ou de l'organisation de cours sur le développement économique.

159. La séance d'ouverture s'est terminée par l'exposé du Secrétaire exécutif qui a été publié sous la cote E/CN.12/AC.45/14.

ADMISSION DE MEMBRES ASSOCIÉS DE LA COMMISSION

160. Sur la proposition d'une délégation, le Comité plénier a examiné la demande d'admission en qualité de membre associé de la Commission présentée par les Indes occidentales. Après un bref échange de vues au cours duquel les délégations ont fait connaître leur opinion, et après avoir entendu le Premier Ministre adjoint des Indes occidentales, le Comité a adopté la résolution 170 (AC.45) par laquelle il a décidé d'accueillir favorablement la demande et d'admettre le nouveau membre associé. Le Premier Ministre adjoint a alors exposé les problèmes économiques et sociaux que connaissent les Indes occidentales et a exprimé l'espoir que la CEPAL coopérerait à leur solution.

161. Le Comité plénier a été saisi d'une demande d'admission en qualité de membre associé présentée par la Guyane britannique; étant donné que cette demande n'avait pas été communiquée aux États membres dans le délai requis, l'article 11 du règlement intérieur était applicable. Les trois quarts des membres du Comité ayant insisté pour que le point soit discuté, il a été procédé à son examen. Lors du vote sur la résolution pertinente [171 (AC.45)], quatre délégations se sont abstenues parce qu'elles n'avaient pas d'instructions de leur gouvernement; les autres délégations ayant voté pour la résolution, la Guyane britannique est devenue membre associé de la Commission.

RAPPORT SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX

162. Le Comité plénier a examiné le rapport sur l'état des travaux (E/CN.12/AC.45/2) dont il était saisi. Avant l'ouverture du débat, le secrétariat a exprimé l'espoir que le Comité, se conformant à la règle de conduite antérieurement suivie, examinerait avec un soin tout particulier les nouveaux projets de résolution de nature à entraîner des tâches supplémentaires pour le secrétariat, car celui-ci ne pourrait pas les mener à bien sans compromettre l'exécution du programme en cours (E/CN.12/AC.45/14).

163. Lors de la discussion générale, deux questions ont retenu spécialement l'attention : d'une part, le projet de marché commun et le traité établissant la zone de libre-échange; d'autre part, les travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT.

164. Pour ce qui est de la première question, avant que le Comité ne l'étudie dans le détail (voir ci-après par. 173 et suiv.), diverses délégations ont dit que le secrétariat devait poursuivre activement les travaux relatifs à la constitution d'un marché commun latino-américain.

165. On a aussi souligné l'intérêt qu'il y a à continuer à diffuser dans toutes les classes sociales, et en particulier dans les classes laborieuses, des renseignements et des

éléments d'appréciation touchant le marché commun afin d'assurer l'appui de tous aux projets d'intégration mis en œuvre par les gouvernements.

166. Au sujet des travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT, on a mentionné les résultats que commence à donner cette entreprise du secrétariat et signalé l'utilité des cours de formation intensive qui, dans certains cas — comme celui de la Colombie — complètent les travaux de recherche et les conseils fournis.

167. On a noté que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait participé à la création de ces groupes consultatifs et coopérait avec eux, ce qui avait permis d'intégrer les questions agricoles dans le cadre général de la programmation du développement économique, compte tenu des relations intersecteurs.

168. Parmi les autres questions abordées par le Comité plénier lors de l'examen du rapport sur l'état des travaux, il convient de citer celle de l'obstacle au développement économique que constitue le manque de main-d'œuvre qualifiée dû au bas niveau d'instruction élémentaire et technique.

169. A ce propos, le secrétariat a appelé l'attention sur le fait qu'il existe encore en Amérique latine 40 pour 100 d'illettrés, et que la durée moyenne de la scolarité n'y est que d'un an.

170. Le représentant d'une institution spécialisée a signalé que les taux élevés de déperdition d'effectifs et d'absentéisme scolaire rendent plus aigu le problème de l'enseignement et ont un effet préjudiciable sur la formation de la main-d'œuvre qualifiée sans laquelle il est difficile d'élever le niveau de vie en Amérique latine et de faire en sorte que l'économie se développe à un rythme satisfaisant.

171. Le Comité plénier a pris note du désir de l'UNESCO d'élargir sa coopération avec la CEPAL pour étudier de manière plus approfondie les rapports entre le développement économique et l'enseignement ainsi que l'évolution des sciences sociales en Amérique latine (voir ci-après par. 201 à 203).

172. Le Comité a entendu un exposé sur la participation de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à l'exécution de divers projets de la CEPAL pour lesquels elle a envoyé des experts dans les pays ou octroyé des bourses de perfectionnement. On a souligné aussi le concours prêté par cette institution au groupe CEPAL/DOAT des ressources hydrauliques qui a effectué des études dans divers pays d'Amérique latine et se trouve actuellement au Venezuela.

MARCHÉ COMMUN LATINO-AMÉRICAIN

173. Comme il a été indiqué au paragraphe 163, le Comité plénier s'est vivement intéressé aux problèmes touchant le marché commun latino-américain envisagé. On a notamment rappelé, en en faisant l'éloge, l'action menée par le secrétariat de la CEPAL pour préparer les négociations relatives au Traité de Montevideo qui a créé l'Association latino-américaine de libre-échange.

174. Les délégations ont examiné le rapport du secrétariat sur l'état des travaux dans ce domaine (E/CN.12/

AC.45/3) et se sont accordées à reconnaître que ceux-ci devraient être poursuivis activement.

175. Le Comité plénier a noté avec satisfaction que l'Assemblée générale avait, à sa quatorzième session, loué l'œuvre que la CEPAL accomplit en vue de l'établissement d'un marché commun latino-américain et recommandé d'attribuer une priorité élevée aux activités entreprises à cette fin.

176. Diverses délégations ont souligné l'importance du Traité de Montevideo et insisté sur la signification que revêt la participation du Mexique à l'Association latino-américaine de libre-échange. Elles ont été d'avis que, en raison précisément de l'éloignement de ce pays, les craintes que l'on avait pu avoir à une certaine époque touchant le caractère subrégional éventuel de l'Association étaient dissipées et que la valeur relative des objectifs permanents du Traité se trouvait accrue.

177. Une délégation a précisé que l'intégration de l'ensemble de la région latino-américaine demeurerait, à son sens, la solution la plus propre à favoriser le développement économique de l'Amérique latine; elle notait donc avec satisfaction que le Traité de Montevideo laissait aux autres pays d'Amérique latine la possibilité d'adhérer à la zone de libre-échange. Elle a ajouté que son pays était résolument partisan du marché commun qu'il considérait comme un facteur efficace d'accélération du développement économique national, incitant à produire des biens intermédiaires et des biens d'équipement pour lesquels, autrement, on ne trouverait pas assez de débouchés sur le marché intérieur.

178. La même délégation a prié instamment la Commission de déployer le maximum d'efforts pour que le plus grand nombre possible de pays adhèrent au Traité de Montevideo, étant donné en particulier que, dans certaines régions du monde, des groupements économiques accordaient un traitement préférentiel à des produits en provenance d'autres continents, ce qui avait un effet préjudiciable sur les exportations de l'Amérique latine.

179. Un observateur s'est déclaré convaincu que le marché commun ne constituait pas un moyen satisfaisant d'assurer le développement économique de l'Amérique latine et qu'il léserait les intérêts des classes laborieuses. Une délégation s'est élevée contre cette opinion et a dit que le marché commun envisagé permettrait précisément d'accélérer le développement économique et par suite d'élever le niveau de vie des peuples. Une autre délégation a souligné les avantages que le marché commun présenterait pour l'industrialisation des divers pays en élargissant les possibilités d'échanges.

180. Les délégations des pays n'appartenant pas à l'Amérique latine ont été unanimes à manifester leur intérêt pour les travaux d'intégration régionale et ont déclaré que le Traité de Montevideo représentait un progrès réel vers l'élévation des niveaux de vie en Amérique latine.

181. Une de ces délégations, parlant des activités de la CEPAL relatives au marché régional, a estimé que la tâche la plus importante désormais était peut-être d'organiser la réunion d'experts gouvernementaux que le Comité du commerce a, dans sa résolution 6 (II), recommandé

de convoquer pour étudier un avant-projet de marché commun.

182. Une autre délégation a exprimé l'espoir que ces initiatives entraîneraient un accroissement des échanges sur le plan mondial. Une troisième délégation a exprimé le même espoir et a souligné qu'à son avis les systèmes d'intégration ne devraient pas viser uniquement à opérer des substitutions parmi les sources d'importations. Enfin, une autre délégation non latino-américaine a, en tant que membre du GATT, souhaité que les progrès vers l'intégration économique se fassent dans un esprit de libéralisme et n'impliquent pas l'établissement de restrictions.

183. Le Comité plénier a noté avec satisfaction que les pays signataires du Traité de Montevideo avaient demandé au secrétariat de la CEPAL un concours technique pour les organes de l'Association latino-américaine de libre-échange; il a remercié l'Assemblée générale des Nations Unies de la position qu'elle a prise à cet égard et a recommandé au secrétariat de pousser au maximum les travaux relatifs au marché commun latino-américain et de leur donner la plus haute priorité [voir, 3^e partie ci-après, résolution 172 (AC.45)].

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

184. Le Comité plénier a examiné le rapport annuel du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (E/CN.12/533 — E/CN.12/CCE/184)¹⁶ mis à jour par les renseignements complémentaires publiés par le secrétariat de la CEPAL sous la cote E/CN.12/AC.45/4.

185. Une des délégations centro-américaines, se faisant l'interprète des aspirations communes des pays de la zone, a remercié le secrétariat de sa participation permanente et efficace aux activités tendant au développement intégré de l'Amérique centrale.

186. Elle a souligné qu'il s'agissait de la zone d'Amérique où l'on était allé le plus loin dans la voie de l'intégration économique; cette intégration subrégionale n'était pas incompatible avec celle de l'ensemble de l'Amérique latine et, en outre, permettrait, le moment venu, aux pays centro-américains d'adhérer en bloc à un marché commun latino-américain. En Amérique centrale, on voyait d'un œil favorable les progrès réalisés par les pays du sud du continent vers la création de ce marché commun.

187. La même délégation a donné au Comité plénier des renseignements sur la conclusion récente par le Guatemala, le Honduras et le Salvador d'un accord d'association économique qui, une fois entré en vigueur, rendra entièrement libres sur les territoires de ces trois pays les échanges de presque tous les produits primaires et manufacturés, quelle qu'en soit la provenance. Il tend également à faire disparaître les restrictions relatives aux paiements internationaux et au mouvement des capitaux et des personnes.

¹⁶ Publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.5; en espagnol seulement.

188. Cette délégation a précisé que ledit accord n'était nullement incompatible avec le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale et que d'autres pays de la zone pouvaient y adhérer. Elle a ajouté que le traité multilatéral centro-américain de libre-échange et d'intégration économique pourrait être élargi dans toute la mesure où les pays en cause le désireraient.

189. Le Comité, prenant note avec satisfaction des indications fournies par le secrétariat sur les travaux relatifs au programme d'intégration, a souligné l'intérêt que présentait la signature de l'Accord centro-américain sur l'uniformisation des droits à l'importation et a estimé que c'était là un événement d'une grande importance pour l'économie de la zone et pour celle de chacun des pays qui en font partie.

190. Après avoir remercié les institutions spécialisées de leur coopération au programme d'intégration économique, le Comité plénier a prié le secrétariat de continuer à travailler activement à son exécution et a souligné qu'il convenait, en établissant les plans généraux d'assistance technique pour l'Amérique centrale, de tenir compte des exigences de ce programme [voir, 3^e partie ci-après, résolution 173 (AC.45)].

ASSISTANCE TECHNIQUE

191. Le Comité plénier a examiné le rapport du Bureau de l'assistance technique (BAT) [E/CN.12/AC.45/5] sur l'assistance technique fournie aux pays d'Amérique latine au titre des programmes ordinaire et élargi et a pris note avec satisfaction de ce rapport et des activités menées dans ce domaine [voir, 3^e partie ci-après, résolution 174 (AC.45)].

192. Une délégation a dit combien elle appréciait l'importance accordée dans son pays aux questions sociales par le BAT.

193. Une délégation non latino-américaine a fait observer que le rapport du BAT pourrait être amélioré si l'on y mentionnait la nécessité d'harmoniser l'assistance technique bilatérale avec l'assistance multilatérale; elle a cité un intéressant exemple de coopération bilatérale entre son pays et une république sud-américaine.

194. Le Comité a pris connaissance de renseignements complémentaires relatifs aux activités d'assistance technique de la FAO et à divers programmes entrepris dans certains pays d'Amérique latine et comportant des colloques et cycles d'étude internationaux.

195. Le Comité a aussi été informé, par d'autres documents dus au secrétariat, de la fructueuse coopération que la DOAT prête à la CEPAL pour un grand nombre de projets et il en a exprimé sa satisfaction.

IMMEUBLE DES NATIONS UNIES A SANTIAGO DU CHILI

196. Le Comité plénier a examiné le rapport du secrétariat sur l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili (E/CN.12/AC.45/6); il a noté la décision prise par l'Assemblée générale d'augmenter les crédits destinés à la construction et a résolu de remercier l'Assemblée de l'intérêt ainsi manifesté [voir, 3^e partie ci-après, résolution 175 (AC.45)].

197. La délégation du Chili a informé le Comité de l'état d'avancement des travaux que son gouvernement fait exécuter pour mettre en état le terrain offert à l'Organisation des Nations Unies pour y construire l'immeuble; elle a précisé que les aménagements de viabilité étaient très avancés. Elle a ajouté que son gouvernement et l'Organisation des Nations Unies négociaient un accord sur les conditions dans lesquelles s'effectuerait le transfert du terrain et sur les privilèges et immunités qui seraient reconnus.

COORDINATION AVEC LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INTERAMÉRICAIN

198. Le Comité a examiné le rapport du secrétariat de la CEPAL et du CESI sur la coordination entre les deux organismes (E/CN.12/AC.45/8); il a pris note avec satisfaction des progrès accomplis dans l'exécution des projets communs.

199. Le Comité a entendu un exposé du représentant du CESI dans lequel celui-ci a souligné que la coordination entre cet organisme et la CEPAL se caractérisait actuellement par un parallélisme excluant tout double emploi. Après avoir fait brièvement l'historique de cette coordination depuis 1949, il a rappelé les modifications positives que l'on y avait apportées l'année précédente en raison des besoins dynamiques découlant de l'évolution récente des relations interaméricaines.

200. Le représentant du CESI s'est félicité de ce que les deux organismes coopèrent à l'intégration latino-américaine et a insisté sur la nécessité de resserrer encore davantage les liens existant entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains.

L'ENSEIGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

201. A sa dernière séance, le Comité plénier a examiné une proposition du secrétariat de la CEPAL tendant à coopérer avec l'UNESCO à la préparation d'une conférence sur l'enseignement et le développement économique et social (voir programme de travail et ordre de priorité, projet 10, i), qui se tiendrait en Amérique latine. Le représentant de l'UNESCO a précisé les objectifs de cette conférence et un fonctionnaire du secrétariat a fait un bref exposé touchant la participation de la CEPAL à l'entreprise.

202. Le Comité plénier a pris note du vœu exprimé par l'Organisation des États américains de participer à cette conférence parce que ce projet figure dans son propre programme de travail.

203. On s'est accordé à reconnaître qu'un des facteurs qui freinent le plus le développement économique est le niveau d'instruction extrêmement bas des habitants de nombreux pays d'Amérique latine. C'est pourquoi il est nécessaire non seulement de développer les moyens d'éducation, notamment en ce qui concerne l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel, mais aussi d'adapter l'enseignement aux exigences de l'évolution sociale et d'un développement économique accéléré. A cet égard, il faut élucider plusieurs questions mettant en jeu diverses inconnues : par exemple, le montant des

investissements dans l'enseignement qui répondrait aux moyens économiques et aux besoins des divers pays, compte tenu de la possibilité de réduire le coût unitaire grâce à l'emploi de méthodes plus efficaces, l'adaptation des programmes d'enseignement du niveau élémentaire aux exigences du progrès technique agricole et de l'industrialisation, l'intégration des programmes d'enseignement aux plans généraux de développement économique et social.

204. Il a été décidé que le secrétariat de la CEPAL devrait s'occuper tout particulièrement des rapports entre l'évolution structurelle de l'économie, d'une part, les facteurs intervenant dans le domaine de l'enseignement et les besoins qui s'y font sentir, de l'autre, ainsi que des problèmes de programmation de l'enseignement.

205. Le Comité plénier a adopté la résolution 176 (AC.45) [voir 3^e partie ci-après], dans laquelle il approuve sans réserve la participation de la CEPAL aux travaux relatifs à la conférence patronnée par l'UNESCO.

PROBLÈMES D'URBANISATION

206. Le représentant de l'UNESCO a attiré l'attention sur le fait qu'à propos du projet 3, iv, « Étude des facteurs sociaux qui influent sur le développement économique », on mentionnait le cycle d'étude sur les problèmes d'urbanisation en Amérique latine qui s'est tenu à Santiago du Chili en 1959; il tenait à signaler au Comité que son organisation approuvait les recommandations du cycle d'étude.

207. Il a rappelé que, pleinement conscient de l'importance qu'on ne devait cesser d'accorder aux graves conséquences entraînées dans les domaines économique, social et humain par le rythme accéléré d'accroissement de la population urbaine en Amérique latine, le cycle d'étude avait recommandé de poursuivre les études relatives au problème de l'urbanisation. Le représentant de l'UNESCO présumait que l'inclusion de ce projet dans le programme de travail signifiait que la CEPAL et son secrétariat continueraient à prêter attention au problème, conformément aux recommandations du cycle d'étude.

COOPÉRATION AVEC LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

208. Le Comité plénier a pris note de la résolution 16 (II) de la Commission économique pour l'Afrique, par laquelle celle-ci a prié les commissions économiques régionales de l'ONU de coopérer à la formation d'économistes et de statisticiens africains; il a décidé de demander au secrétariat de prêter la coopération nécessaire, dans les limites des ressources disponibles [voir, 3^e partie ci-après, résolution 177 (AC.45)].

RELATIONS AVEC LE CONSEIL INTERAMÉRICAIN DU COMMERCE ET DE LA PRODUCTION

209. Une délégation a mentionné le précieux concours que le Conseil interaméricain du commerce et de la production a prêté au secrétariat de la CEPAL, notamment en ce qui concerne les travaux relatifs au projet de marché

commun. Elle a ajouté qu'une liaison appropriée entre la CEPAL et le Conseil interaméricain permettrait de s'assurer la coopération des entreprises privées les plus représentatives de l'économie latino-américaine.

210. Le Comité plénier a exprimé le désir de voir se renforcer l'étroite coopération qui existe déjà entre les deux organismes. A cette fin, il a décidé d'inviter spécialement le Conseil interaméricain du commerce et de la production à participer à toutes les réunions publiques de la Commission, et il a recommandé au secrétariat de demander l'avis de cet organisme sur les points du programme de travail de la CEPAL qui présentent un intérêt commun [voir, 3^e partie ci-après, résolution 178 (AC.45)].

TRANSPORTS INTERRÉGIONAUX

211. Le Comité plénier a noté que divers pays s'intéressaient à l'organisation d'un cycle d'étude d'experts en matière de transports, étant donné l'importance de cette question pour le développement approprié des échanges. On a fait observer que l'expansion du commerce résultant de la création de la zone de libre-échange nécessitait une étude attentive des problèmes ayant trait aux transports maritimes, aériens et terrestres. Cette étude devrait porter également sur les ports maritimes et fluviaux.

212. Deux délégations ont présenté à ce sujet un projet de résolution où étaient signalés les problèmes de transports qui se posent en Amérique latine, notamment en ce qui concerne la zone de libre-échange récemment créée. La rédaction du projet a donné lieu à une brève discussion, à l'issue de laquelle on a constitué un groupe de travail chargé de mettre au point un texte acceptable pour toutes les délégations.

213. Le projet soumis au Comité a été adopté avec une seule abstention. Dans sa résolution 179 (AC.45) [voir 3^e partie ci-après], le Comité déclare notamment que, pour atteindre les buts visés par l'Association latino-américaine de libre-échange, il est indispensable de résoudre le problème des transports entre les membres de cette association, entre les pays d'Amérique latine

et entre ceux-ci et le reste du monde. En conséquence, le Comité recommande au secrétariat de la CEPAL d'organiser, dans les limites des ressources disponibles, un cycle d'étude d'experts pour étudier les problèmes de transports interrégionaux, avec la coopération des États membres de la Commission et des organismes internationaux et organisations non gouvernementales compétents en la matière.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ

214. Avant d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorité, le Comité plénier a consacré à diverses questions connexes les débats résumés ci-après.

215. Une délégation sud-américaine a demandé au secrétariat si les travaux relatifs aux problèmes douaniers comprendraient une étude comparative de la législation et de la réglementation douanières des divers pays. Le secrétariat ayant répondu que cette étude était effectivement prévue aux fins de la coordination et de la simplification futures de la réglementation et des procédures douanières, il a été décidé de préciser dans le rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social que les travaux du secrétariat dans ce domaine comprendraient nécessairement une étude comparative des législations nationales pertinentes.

216. Une délégation non latino-américaine a manifesté un vif intérêt pour les études sur le papier et la cellulose et a félicité le secrétariat de celle qu'il a effectuée au Surinam. Elle a indiqué, d'autre part, que l'on avait appris avec satisfaction au Surinam qu'un cycle d'étude sur l'énergie électrique serait organisé en 1960.

217. Une autre délégation a déclaré approuver le programme de travail tout en formulant des réserves quant à ses incidences financières.

218. Enfin, sur la proposition formelle d'une délégation d'un pays d'Amérique centrale, le Comité plénier a décidé à l'unanimité d'exprimer sa confiance et sa reconnaissance au secrétariat et a demandé qu'il soit fait état de cette décision dans le rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social.

Troisième partie

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE COMITÉ PLÉNIER A SA SEPTIÈME SESSION

170 (AC.45). Admission de la Fédération des Indes occidentales en qualité de membre associé de la Commission

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant la demande d'admission en qualité de membre associé de la Commission, présentée au nom de la Fédération des Indes occidentales par la délégation du Royaume-Uni,

Ayant examiné le document du secrétariat de la Commission (E/CN.12/AC.45/7) par lequel cette demande est communiquée aux gouvernements membres de la Commission,

Décide :

1. D'accueillir favorablement la demande présentée par le Royaume-Uni;

2. D'admettre la Fédération des Indes occidentales en qualité de membre associé de la Commission, conformément au point 3 de son mandat.

28 mars 1960.

171 (AC.45). Admission de la Guyane britannique en qualité de membre associé de la Commission

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant la demande d'admission en qualité de

membre associé de la Commission, présentée au nom de la Guyane britannique par la délégation du Royaume-Uni,

Décide :

1. D'accueillir favorablement la demande présentée par le Royaume-Uni;

2. D'admettre la Guyane britannique en qualité de membre associé de la Commission, conformément au point 3 de son mandat.

28 mars 1960.

172 (AC.45). Marché commun latino-américain

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le rapport présenté par le secrétariat de la Commission sur le déroulement du programme du marché commun latino-américain (E/CN.12/AC.45/3),

Considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, à sa quatorzième session, la résolution 1430 (XIV) par laquelle elle exprime sa satisfaction de l'œuvre que la Commission a accomplie en ce qui concerne la préparation des plans pour la création d'un marché commun latino-américain, et recommande à la Commission de « continuer d'attribuer une priorité élevée aux travaux qu'elle poursuit dans ce domaine »,

Considérant que les pays signataires du Traité de Montevideo, par lequel a été établie l'Association latino-américaine de libre-échange, ont demandé au secrétariat une aide de caractère technique (art. 44 et Protocole n° 3),

Décide :

1. De remercier l'Assemblée générale des Nations Unies d'avoir, par la résolution qu'elle a adoptée à sa quatorzième session, encouragé la Commission dans la poursuite de ses travaux;

2. De prendre note avec satisfaction des travaux du secrétariat relatifs au marché commun latino-américain;

3. D'exprimer sa satisfaction de la demande que les pays signataires du Traité de Montevideo ont adressée au secrétariat afin qu'il fournisse, dans le cadre de ses travaux relatifs au programme du marché commun latino-américain, une assistance technique aux organes de l'Association latino-américaine de libre-échange en vue d'aider cette association à poursuivre ses activités et à coopérer avec les autres organismes internationaux;

4. De recommander au secrétariat de continuer d'encourager, dans toute la mesure possible, les travaux relatifs au marché commun latino-américain, et de leur attribuer la priorité la plus élevée.

28 mars 1960.

173 (AC.45). Intégration économique de l'Amérique centrale

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a présenté en temps opportun

un rapport d'activités (E/CN.12/533—E/CN.12/CCE/184) portant sur la période allant de juin 1958 à septembre 1959, et que le secrétariat de la Commission a rendu compte des travaux depuis lors (E/CN.12/AC.45/4),

Considérant que les Gouvernements du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador ont, le 2 septembre 1959, signé la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation, ainsi que le Protocole à cette convention,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du rapport présenté par le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et du document E/CN.12/AC.45/4 qui le complète;

2. D'exprimer au Comité, et aux gouvernements qui en sont membres, sa satisfaction de la signature de la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation, événement d'une importance capitale pour l'économie de l'Amérique centrale et de chacun des pays de cette région;

3. D'exprimer l'intérêt qu'il attache à la poursuite et à l'intensification des travaux que le Comité effectue en collaboration avec le secrétariat de la CEPAL en vue d'assurer l'intégration économique de l'Amérique centrale;

4. De remercier les autorités responsables du programme d'assistance technique et, en particulier, la DOAT, la FAO, ainsi que les autres institutions spécialisées des Nations Unies et l'Organisation des États américains, de la contribution qu'ils ont apportée, tant d'une manière générale que dans des domaines précis, aux travaux du Comité de coopération économique;

5. De demander au secrétariat et aux organismes qui participent au programme d'intégration économique de continuer à collaborer très activement à la poursuite de ces travaux et de tenir compte, dans toute la mesure possible, des besoins du programme d'intégration lorsqu'ils prépareront leurs programmes généraux d'assistance technique à l'intention de l'Amérique centrale.

28 mars 1960.

174 (AC.45). Assistance technique

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le document d'information sur l'assistance technique fournie aux pays d'Amérique latine en vertu des programmes ordinaire et élargi (E/CN.12/AC.45/5), établi par le Bureau de l'assistance technique,

Décide de prendre note avec satisfaction du document d'information présenté par le Bureau de l'assistance technique et des activités de celui-ci.

28 mars 1960.

175 (AC.45). Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'Assemblée générale, à sa quator-

zième session, a adopté la résolution 1407 (XIV) par laquelle elle a augmenté sensiblement les crédits alloués, dans le budget ordinaire des Nations Unies, à la construction d'un immeuble destiné à abriter les services des Nations Unies installés à Santiago du Chili,

Ayant examiné le rapport qui lui a été soumis à ce sujet par le secrétariat de la Commission (E/CN.12/AC.45/6),

Décide de remercier l'Assemblée générale de l'intérêt dont elle a fait preuve à cet égard et de la décision qu'elle a prise d'allouer les ressources financières nécessaires à la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili.

28 mars 1960.

176 (AC.45). Proposition de L'UNESCO tendant à convoquer une conférence interaméricaine sur l'enseignement et le développement économique et social

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant pris note de l'initiative prise par l'UNESCO de convoquer une conférence sur l'enseignement et le développement social et économique, entérinant ainsi les résolutions et recommandations du cycle d'étude interaméricain sur la planification d'ensemble de l'enseignement (Washington, juin 1958), de la réunion préparatoire de ladite conférence (Rio de Janeiro, octobre 1959) et, finalement, de la réunion tenue à Paris en décembre 1959 avec la participation de représentants de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de la CEPAL,

Rappelant que la Commission, dans sa résolution 150 (VIII), a donné tout son appui aux initiatives de l'UNESCO dans le domaine de l'enseignement en Amérique latine, et conscient des motifs pour lesquels cette résolution a été adoptée,

Rappelant en particulier que la Commission a souligné l'importance qu'il faut accorder à l'enseignement en tant que préalable à la formation de cadres suffisants de main-d'œuvre qualifiée, et a exprimé, dans ses résolutions 83 (VI) et 149 (VIII), sa préoccupation en ce qui concerne le problème de la force ouvrière comme facteur important du développement économique,

Reconnaissant la nécessité d'accorder la plus grande attention, étant donné leur importance, aux différents aspects des rapports entre l'enseignement et le développement économique et social,

Décide :

1. D'exprimer sa satisfaction de l'initiative de l'UNESCO et d'appuyer le point de vue de cette organisation selon lequel il serait très souhaitable de convoquer une conférence interaméricaine sur l'enseignement et le développement économique et social;

2. De patronner cette initiative, conjointement avec l'UNESCO;

3. De demander au secrétariat de la Commission de coopérer pleinement à la préparation de cette conférence, en lui assurant la participation des États membres de la Commission.

29 mars 1960.

177 (AC.45). Coopération avec la Commission économique pour l'Afrique

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, dans sa résolution 16 (II), la Commission économique pour l'Afrique a sollicité le concours des commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies en vue de la formation d'économistes et de statisticiens africains,

Ayant examiné la note établie par le secrétariat à ce sujet (E/CN.12/AC.45/12),

Décide :

1. De prendre acte de la résolution 16 (II) de la Commission économique pour l'Afrique;

2. De demander au secrétariat de la Commission de prêter son concours, dans la limite des ressources dont il dispose, à la Commission économique pour l'Afrique, en vue de la formation d'économistes et de statisticiens.

29 mars 1960.

178 (AC.45). Relations avec le Conseil interaméricain du commerce et de la production

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que la Commission a toujours bénéficié de la précieuse collaboration du Conseil interaméricain du commerce et de la production, surtout en ce qui concerne ses activités relatives au projet de création du marché commun latino-américain,

Tenant compte du fait que cette collaboration contribue à faciliter des relations satisfaisantes avec les organismes privés représentatifs de l'économie latino-américaine,

Décide :

1. D'inviter spécialement le Conseil interaméricain du commerce et de la production à participer à toutes les réunions publiques de la Commission;

2. De recommander au secrétariat de la Commission de continuer à maintenir une collaboration étroite avec le Conseil interaméricain du commerce et de la production et de demander l'avis de ce dernier sur tous les points de son programme de travail qui intéressent les deux organisations.

29 mars 1960.

179 (AC.45). Cycle d'étude d'experts des transports

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le secrétariat de la Commission a soumis au Comité du commerce de la CEPAL à sa deuxième session un rapport intitulé « Los problemas del mercado común en América Latina. Posibles estudios en función del mercado común » (E/CN.12/C.1/14), qui a attiré l'attention sur ces problèmes,

Considérant que, pour atteindre les buts que se propose l'Association latino-américaine de libre-échange, il est indispensable d'apporter une solution aux problèmes des transports entre les pays membres de la zone de

libre-échange, entre les pays d'Amérique latine et entre ces derniers et le reste du monde,

Considérant que ces problèmes exigent des études spécialisées et coordonnées,

Décide de recommander au secrétariat de la Commission, dans la limite des ressources dont il dispose, d'orga-

niser un cycle d'étude groupant des experts chargés d'étudier les problèmes des transports interrégionaux, avec la collaboration des gouvernements membres de la Commission, des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales compétentes.

29 mars 1960.

Quatrième partie

PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine, relatif à la période du 24 mai 1959 au 29 mars 1960 (E/3333/Rev.1), ainsi que des résolutions et recommandations contenues dans le résumé des débats de la septième session du Comité plénier, et approuve le programme de travail et l'ordre de priorité présentés dans ce rapport.

Cinquième partie

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1959-1960

PRINCIPES FONDAMENTAUX

219. Pour préparer le programme de travail et l'ordre de priorité, les organes subsidiaires de la Commission et le Secrétaire exécutif ont tenu compte, comme par le passé, d'une série de principes fondamentaux et des décisions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, ainsi que des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, concernant les programmes et les priorités dans les domaines économique et social, la concentration et la coordination des efforts et des ressources, le contrôle et la limitation de la documentation, le calendrier des conférences et d'autres questions connexes. Ils ont accordé une attention toute spéciale aux recommandations figurant dans les résolutions 324 (XI), 362 B (XII), 402 B (XIII), 451 A (XIV), 497 C (XVI), 553 (XVIII), 557 (XVIII), 590 (XX), 597 (XXI), 604 (XXI), 630 (XXII), 664 (XXIV), 693 (XXVI), 694 (XXVI), 709 (XXVII), 710 B (XXVII), 724 A (XXVIII), 731 B (XXVIII) et 742 (XXVIII) du Conseil économique et social.

CONCENTRATION ET COORDINATION

220. Dans la résolution 693 (XXVI) qu'il a adoptée à sa vingt-sixième session, le Conseil économique et social a noté avec satisfaction que les commissions économiques régionales et leurs secrétariats s'étaient efforcés, en préparant leur programme de travail, de concentrer et de coordonner les efforts et les ressources, et il s'est félicité des progrès qui avaient été accomplis à cet égard. D'autre part, le Conseil a souligné que le Secrétaire général et les organes subsidiaires du Conseil ne devaient pas perdre de vue qu'il était parfois préfé-

rable de laisser à certains organismes — institutions nationales, publiques ou privées, universités et organisations non gouvernementales — le soin d'entreprendre certains travaux, afin de permettre au secrétariat de tirer un meilleur parti de ses propres ressources. Le Conseil a exprimé l'espoir que les commissions économiques régionales s'inspireraient de cette suggestion dans toute la mesure du possible. L'année dernière, divers projets ont été exécutés en conformité de la politique susmentionnée, ce qui a permis au secrétariat d'utiliser ses ressources de la manière la plus efficace. Parmi ces projets figurent les suivants :

Projet 3, i. — L'étude sur le développement économique du Honduras se poursuit en étroite collaboration avec un groupe de travail national. Au Costa Rica, l'Université nationale prépare actuellement une étude sur le développement économique du pays, à laquelle le secrétariat de la CEPAL a collaboré.

Projet 3, v. — Les groupes consultatifs désignés pour Cuba et la Colombie travaillent en contact étroit avec les organes de planification et de développement de ces pays.

Projet 4, viii. — L'École supérieure d'administration publique pour l'Amérique centrale prépare un cycle d'étude sur l'application de la législation relative au développement industriel, et prévoit, pour le mois de novembre, un autre cycle d'étude sur l'administration des douanes. Le secrétariat de la CEPAL collabore étroitement à ces travaux.

Projet 12. — Les travaux relatifs à l'étude sur le café au Brésil ont été facilités par le Ministère de l'agriculture de ce pays qui a fourni des techniciens pour les études

sur le terrain, et par l'Institut brésilien du café qui a fourni des techniciens et des crédits.

Projet 18. — On procède actuellement aux travaux préliminaires d'inventaire et d'analyse de l'industrie latino-américaine, avec la collaboration de nombreux organismes publics et privés.

Projet 19. — Au Chili, la Société de développement de la production (CORFO) a fourni du personnel qui collabore à la préparation de l'étude pilote sur les industries chimiques. De même, la Société vénézuélienne de développement a collaboré aux travaux entrepris au Venezuela. Dans d'autres pays d'Amérique latine, on procède à des travaux de même nature avec l'assistance des diverses organisations publiques et privées.

Projet 20. — Le groupe consultatif CEPAL/FAO/DOAT du papier et de la cellulose a bénéficié, au cours de toutes ses missions, d'une aide précieuse de la part des industriels locaux et des sociétés de développement.

Projet 21. — Après avoir participé à la création de l'Institut sidérurgique latino-américain, le secrétariat de la CEPAL continue et continuera à collaborer avec cet organisme.

Projet 24. — Le groupe CEPAL/DOAT/OMM sur les ressources hydrauliques a bénéficié, au cours de son travail au Venezuela, du concours de la Société vénézuélienne de développement et d'autres institutions et services de ce pays.

CALENDRIER DES CONFÉRENCES

221. Conformément à la résolution 693 (XXVI) du Conseil économique et social et à la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire exécutif s'est efforcé de réduire autant que possible le nombre et la durée des sessions des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux de la Commission.

PROJETS RÉGIONAUX EXÉCUTÉS EN COOPÉRATION AVEC LA DIRECTION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ONU (DOAT)

222. On espère que la DOAT et le secrétariat de la CEPAL continueront de collaborer comme par le passé à l'exécution de divers projets. La majorité de ces projets, notamment ceux qui ont trait à la formation d'économistes, à la création de groupes consultatifs, à l'organisation de cycles d'étude et à la réunion de groupes de travail d'experts, seront exécutés conformément aux procédures et aux règlements déjà appliqués en la matière.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1959-1960

223. Le Comité plénier a décidé d'apporter les modifications suivantes au programme de travail :

Projets nouveaux

Projet 4, viii. — *Incorporation du Panama au programme d'Amérique centrale* : résolution 80 (CCE) du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

Projet 10, i. — *Enseignement et développement économique* : résolutions 150 (VIII) de la Commission et 176 (AC.45) du Comité plénier.

Projet 31, ix. — *Travaux relatifs à l'Association latino-américaine de libre-échange* : à la demande des gouvernements signataires du Traité de Montevideo (art. 44 et Protocole n° 3) — résolutions 6 (II) du Comité du commerce, 168 (VIII) de la Commission et 172 (AC.45) du Comité plénier.

Projets abandonnés

224. Le Comité plénier n'a abandonné aucun des projets approuvés au cours de la huitième session de la Commission; les modifications apportées à certaines parties du programme ont seulement trait à la présentation et ont été imposées par la nécessité de mettre à jour les activités du secrétariat.

EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

225. La Commission avait autorisé précédemment le Secrétaire exécutif, en vue de mener à bien certains projets, à convoquer, compte tenu des ressources disponibles, les conférences, les réunions de groupes d'experts et les réunions de spécialistes qu'il jugerait nécessaires, sous réserve d'obtenir l'approbation préalable des gouvernements intéressés et de consulter les institutions spécialisées compétentes. Le Comité plénier souhaite que le Secrétaire exécutif continue d'agir de la sorte.

226. Bien qu'il soit souhaitable de modifier aussi peu que possible le programme de travail, il se peut que des circonstances imprévues exigent la modification ou l'abandon de certains projets, ou un remaniement de l'ordre de priorité. En conséquence, le Comité plénier laisse comme par le passé toute latitude au Secrétaire exécutif pour modifier ou ajourner certains projets s'il le juge nécessaire et pour remanier l'ordre de priorité dans tous les cas où les circonstances l'exigeraient.

NOTES EXPLICATIVES

227. Le programme de travail a été divisé en cinq sections principales, à savoir :

Section I. — Situation économique actuelle;

Section II. — Développement économique et technique de programmation;

Section III. — Problèmes économiques de l'agriculture (en collaboration avec la FAO);

Section IV. — Industrie, mines et énergie;

Section V. — Commerce international.

228. Le dernier projet, intitulé « Coopération au programme d'assistance technique », concerne plusieurs domaines d'activités; il a donc été inscrit séparément à la fin du programme, après les grandes sections.

229. On n'a jugé ni faisable ni utile d'essayer d'établir un ordre de priorité entre les grandes sections.

230. A l'intérieur de chaque section, les projets sont énumérés sous trois grandes rubriques, conformément

à la résolution 402 B (XIII) du Conseil économique et social, à savoir :

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

231. Ce groupe comprend les études et les travaux pour lesquels la responsabilité de la Commission et de son secrétariat est de caractère continu, en vertu du mandat et des résolutions de la Commission. Les études et les rapports qui y sont envisagés doivent être présentés périodiquement. Chaque étude pourra différer des précédentes et les compléter quant à la portée (pays étudiés), au fond (différents aspects des principaux problèmes) et à la période envisagée (évolution au cours d'une période donnée).

Groupe 2. — Projets spéciaux de haute priorité

232. Ce groupe comprend les travaux non continus dont on peut estimer approximativement la durée, notamment ceux qui n'ont pas la portée des travaux du groupe 1, et les études occasionnelles entreprises dans le cadre de ces travaux.

Groupe 3. — Autres projets

233. Ce groupe comprend les travaux qui, en raison du manque de crédits et de personnel, doivent être ajournés pour le moment et ne pourront probablement pas être entrepris en 1960.

234. Pour répartir les projets entre les trois groupes qui précèdent, on a tenu compte, d'une part, de l'importance fondamentale de chaque projet et, d'autre part, de la manière la plus efficace d'utiliser les ressources disponibles. On n'a établi aucun ordre de priorité entre les projets figurant dans les groupes 1 et 2, et l'on considère que ces deux groupes devraient avoir la même priorité.

LISTE ANNOTÉE DE PROJETS

Les projets sont énumérés les uns à la suite des autres et leur titre est précédé d'un chiffre arabe. Les différents aspects des projets principaux sont indiqués par des rubriques précédées de chiffres romains : i, ii, iii, etc. Les notes concernant chaque projet visent à en donner une idée, mais pour en connaître exactement la portée il convient de se référer aux résolutions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

Les résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine sont désignées par un chiffre arabe, qui indique le numéro dans la série, suivi d'un chiffre romain entre parenthèses, qui indique la session à laquelle elles ont été adoptées.

Les résolutions du Comité plénier sont désignées par un chiffre arabe qui indique le numéro dans la série, suivi, entre parenthèses, de la cote attribuée au Comité.

Les résolutions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale sont désignées par un chiffre arabe, suivi des lettres CCE entre parenthèses.

Les résolutions du Comité du commerce sont désignées par un chiffre arabe, suivi d'un chiffre romain entre parenthèses, qui indique la session à laquelle elles ont été adoptées.

SECTION I. — SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

1. *Étude sur la situation économique de l'Amérique latine* : résolution 44 (V) et 79 (VI) [publication annuelle]

2. *Bulletin économique de l'Amérique latine* : résolution 32 (IV) et 79 (VI) [publication semestrielle]

**SECTION II. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET TECHNIQUE DE PROGRAMMATION**

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

3. *Problèmes généraux du développement économique et technique de programmation* : résolutions 48 (V), 81 (VI), 132 (VII), 137 (VII), 147 (VIII), 148 (VIII) et 155 (VIII)

- i) *Analyse et projections du développement économique dans les pays pris séparément* : résolution 48 (V)

À l'heure actuelle, le secrétariat de la CEPAL ne prépare aucune nouvelle monographie, sauf dans l'Amérique centrale. Les études sur l'Argentine (E/CN.12/429/Rev.1, 3 vols.), le Panama (E/CN.12/494), le Pérou (E/CN.12/493) et le Salvador (E/CN.12/495) ont déjà été publiées. L'Université du Costa Rica prépare actuellement une étude sur l'économie du pays, à laquelle le secrétariat a collaboré sur divers points. On poursuit l'analyse et les projections du développement économique du Honduras, et on envisage d'entreprendre des études analogues sur le Guatemala et le Nicaragua; une étude d'ensemble sur l'Amérique centrale sera faite ultérieurement.

Le *Boletín Económico de América Latina* (vol. V, n° 1) contient un exposé complet des méthodes suivies pour les projections et les analyses concernant l'Argentine.

- ii) *Analyses et projections du développement économique pour l'ensemble de l'Amérique latine, compte tenu des possibilités de rendre complémentaire le développement économique des différents pays* : résolution 81 (VI)

On a préparé, à l'occasion des travaux sur le marché commun, une étude préliminaire sur les perspectives du développement économique de l'Amérique latine (E/CN.12/C.1/13). Cette étude, ainsi que d'autres sur le même sujet, ont été publiées dans le volume *El mercado común latinoamericano* (E/CN.12/531). Le secrétariat espère publier dans son *Estudio económico de América Latina* un exposé sur les tendances du développement économique qui se sont manifestées dans l'ensemble de l'Amérique latine pendant les dernières années.

- iii) *Étude de la politique monétaire et fiscale en vue du développement économique* : résolutions 81 (VI) et 148 (VIII)

L'*Estudio económico de América Latina*, publie tous les ans, donne des indications d'ensemble sur les tendances inflationnistes dans les divers pays. Le secrétariat de la CEPAL prépare une analyse de l'inflation et de ses relations avec l'expansion économique dans l'Amérique latine; il se propose d'en expliquer les causes et l'évolution, ainsi que les effets sur le développement. Ce rapport sera publié dans l'*Estudio económico de América Latina*, 1959.

Il a été impossible au secrétariat de poursuivre ses études sur les problèmes fiscaux que pose le développement économique et les normes à appliquer dans ce domaine, sauf en ce qui concerne les travaux dont sont chargés actuellement les groupes consultatifs.

Le secrétariat a organisé, en coopération avec la Direction des opérations d'assistance technique (DOAT), le Service des études fiscales et financières du Département des affaires économiques et sociales et la Division de l'administration publique, un groupe d'étude sur le budget qui s'est tenu au siège de la CEPAL du 27 mai au 5 juin 1959. Le rapport de ce groupe d'étude a paru sous la cote ST/TAO/SER.C/39-E/CN.12/538.

Conformément à la résolution 148 (VIII) de la Commission, le secrétariat s'efforcera d'aider les gouvernements à adapter à la situation particulière de l'Amérique latine les meilleurs systèmes budgétaires actuels; il examinera en outre la possibilité d'organiser des cours de formation budgétaire à l'intention des fonctionnaires des administrations.

iv) *Étude des facteurs sociaux qui influent sur le développement économique* : résolutions 82 (VI), 124 (VII), 150 (VIII) et 176 (AC.45).

Dans ses résolutions 82 (VI) et 124 (VII), la Commission a recommandé de poursuivre les travaux sur les aspects sociaux du développement économique et a demandé également au secrétariat d'aider les gouvernements à mettre au point les principes directeurs et à préparer les projets d'études nécessaires dans ce domaine. Faute de moyens, on n'a pas pu donner suite à ces recommandations pendant ces deux dernières années. Cependant, le secrétariat, en liaison avec l'UNESCO et la Direction des affaires sociales de l'ONU a organisé un cycle d'étude sur les problèmes d'urbanisation qui s'est tenu à Santiago du Chili du 6 au 18 juillet 1959. Le rapport complet de ce cycle d'étude est contenu dans le document E/CN.12/URB/26/ Rev.1 — UNESCO/SS/URB/LA/26/Rev.1.

Conformément à la résolution 176 (AC.45), une conférence inter-américaine sur l'enseignement et le développement économique et social aura lieu sous les auspices du secrétariat et de l'UNESCO. Une réunion préparatoire se tiendra à Mexico vers la fin de 1960.

v) *Conseils et assistance à fournir aux gouvernements pour la programmation du développement économique* : résolutions 137 (VII) et 155 (VIII).

Le document E/CN.12/518 expose les buts du projet et les moyens de le mener à bien. Conformément à la résolution 137 (VII), le secrétariat, en collaboration avec la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU, prête son concours aux Gouvernements bolivien, colombien et cubain, qui en ont fait la demande.

Le secrétariat examine également la structure, les objectifs et les méthodes des organismes chargés de la programmation et contribuera, sur demande, à établir des relations, une coopération et une coordination efficaces entre les organismes des divers pays.

4. *Intégration économique de l'Amérique centrale* : résolutions 24 (IV), 55 (V), 84 (VI), 27 (CCE), 123 (VII), 140 (AC.40), 152 (VIII) et 173 (AC.45)

Les activités du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et de ses organes subsidiaires se poursuivent conformément aux résolutions du Comité et de la Commission. Une impulsion puissante a été donnée à ces activités par la signature, à San José (Costa Rica), au cours de la sixième session du Comité, de la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation et du Protocole y annexé. Aux termes de cette convention, les États de cette région se consentent mutuellement une réduction de 20 pour 100 sur les droits dont sont frappés les produits primaires de leurs territoires ou les articles qui y sont manufacturés.

La septième session ordinaire du Comité aura lieu pendant le dernier trimestre de 1960. Se réuniront aussi cette année les Sous-Comités du commerce, des transports, de la statistique, du logement et du développement de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que des groupes de travail pour les différentes industries. D'autre part, des réunions seront consacrées à l'étude de produits tels que le coton, la viande et les céréales.

i) *Commerce de l'Amérique centrale* : résolutions 9 (AC.17), 18 (AC.17), 19 (AC.17), 4 (CCE), 7 (CCE), 11 (CCE), 22 (CCE), 24 (CCE), 37 (CCE), 56 (CCE), 58 (CCE), 81 (CCE), 82 (CCE) et 83 (CCE)

Conformément aux résolutions adoptées par le Comité à sa sixième session, de nouveaux travaux seront entrepris afin de permettre au Sous-Comité du commerce centro-américain d'étendre à un plus grand nombre de produits l'application de la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation. Le Sous-Comité siège maintenant de façon permanente afin d'établir un tarif à l'importation commun aux cinq pays. Un expert de la DOAT participe à ces travaux.

ii) *Développement de l'industrie* : résolutions 2 (AC.17), 2 (CCE), 8 (CCE), 25 (CCE), 26 (CCE), 27 (CCE), 38 (CCE), 39 (CCE), 40 (CCE), 41 (CCE), 57 (CCE), 59 (CCE), 60 (CCE), 70 (CCE), 71 (CCE), 75 (CCE), 84 (CCE), 85 (CCE) et 88 (CCE)

Conformément à la résolution 84 (CCE), un groupe de travail spécial sera formé en avril 1960 pour étudier les problèmes que suscitera l'application du régime des industries d'Amérique centrale susceptibles d'intégration, mettre au point les mesures qui permettront d'y parvenir et étudier les divers projets d'intégration possible en vue de déterminer les secteurs de l'industrie auxquels il y aurait, semble-t-il, intérêt à l'appliquer, ainsi que de stimuler la préparation de projets et d'y collaborer, plus particulièrement dans les pays moins avancés dans ce domaine. Le secrétariat rédigera les études et documents requis et aidera à organiser cette réunion.

Un groupe d'experts et de fonctionnaires d'Amérique centrale se réunira également en avril afin d'étudier l'élaboration d'une législation uniforme prévoyant des avantages fiscaux susceptibles de stimuler le développement industriel, en se fondant sur un rapport établi par un expert des Nations Unies. Cette réunion sera convoquée conformément à la résolution 85 (CCE) et se tiendra en même temps que celle qui est mentionnée à l'alinéa précédent.

Un projet visant à créer un organisme centro-américain de financement et de développement économique sera mis au point avec le concours d'un expert de la DOAT et en consultation avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, les banques centrales et les organismes financiers des pays de l'Amérique centrale.

On évaluera les entrées probables de matières premières en prévision de l'installation des industries intéressant le programme d'intégration et l'on établira la projection de l'offre de ces matières en Amérique centrale.

iii) *Développement de l'agriculture et de l'élevage* : résolutions 1 (CCE), 14 (CCE), 20 (CCE), 48 (CCE), 49 (CCE), 62 (CCE), 63 (CCE), 76 (CCE), 89 (CCE), 90 (CCE) et 91 (CCE)

Les études préparatoires se poursuivent en vue de la première réunion, en 1960, du Sous-Comité du développement de l'agriculture et de l'élevage créé par le Comité à sa sixième session. Ces travaux se font avec la coopération de la FAO et permettront au Sous-Comité d'établir son programme de travail pour plusieurs années. Les questions traitées comprennent les ressources de l'agriculture et de l'élevage dans les pays de l'Amérique centrale, la structure de la consommation dans ce domaine, les produits de remplacement des importations et l'organisation des échanges, entre États de l'Amérique centrale, de produits très demandés, tels que les céréales, les produits laitiers et la viande.

D'autre part, le Sous-Comité s'occupera aussi des questions suivantes : élaboration d'un projet de convention visant à établir une association d'organisations chargées du développement de la production; avis donnés aux gouvernements au sujet de l'application de systèmes approuvés par le Comité pour le classement de céréales et l'échange d'informations; possibilités de coordonner la politique des pays centro-américains en matière d'exportation de coton; rassemblement et analyse des données nécessaires aux pays de la région qui s'efforceront en 1961, pour la première fois, d'élaborer ensemble une politique propre à développer la production des céréales. Ces travaux se poursuivront également en collaboration étroite avec la FAO.

iv) *Transports* : résolutions 4 (AC.17), 21 (AC.17), 18 (CCE), 19 (CCE), 42 (CCE), 43 (CCE), 44 (CCE), 45 (CCE), 46 (CCE), 64 (CCE), 65 (CCE), 67 (CCE) et 92 (CCE)

Les études économiques sur les problèmes des transports en Amérique centrale se poursuivront : on commencera par analyser, du point de vue des conditions et des coûts, les services actuels de transport automobile dans l'ensemble de la région, ainsi que dans chaque pays. Des groupes ont été constitués dans les divers pays afin d'étudier le projet de code maritime uniforme centro-américain.

Leurs observations, déjà communiquées, serviront de base à l'étude du projet par le Sous-Comité des transports, qui rédigera un texte définitif dont le Comité sera saisi à sa septième session.

Un programme routier centro-américain, et un projet d'accord à ce sujet, seront élaborés avec la coopération d'un expert de la DOAT. Au cours du troisième trimestre de 1960, à sa deuxième session de l'année, le Sous-Comité examinera ce programme, de même que le projet de règlement portuaire rédigé par un autre expert de la DOAT. La nécessité, pour chaque pays, de soumettre à une autorité centrale toutes les questions relatives aux transports sera traitée dans un autre rapport.

v) *Électrification* : résolutions 3 (AC.17), 25 (CCE) et 59 (CCE)

Le secrétariat participera, en collaboration avec un expert de la DOAT, à l'étude sur l'électrification en Amérique centrale et plus particulièrement sur l'interconnexion des réseaux, qui se poursuit en 1959-1960, et il s'occupera de divers autres aspects de la coordination dans ce domaine. La deuxième session du Sous-Comité centro-américain de l'électrification se tiendra en 1960.

vi) *Statistiques* : résolutions 20 (AC.17), 3 (CCE), 21 (CCE), 47 (CCE) et 69 (CCE)

La cinquième session du Sous-Comité de coordination statistique se tiendra au cours du premier semestre de 1960. La rédaction des documents nécessaires se poursuit : ils ont trait à la coordination en matière de statistiques agricoles, industrielles et de transport, et aux mesures nécessaires pour obtenir de meilleurs résultats lors des recensements de la population, de l'agriculture et du logement de 1960. On rédigera, en collaboration avec le service des statistiques du Guatemala et l'Institut interaméricain de statistique, un supplément au Compendium des statistiques de l'Amérique centrale.

vii) *Problèmes socio-économiques* : résolutions 27 (CCE), 51 (CCE), 73 (CCE), 93 (CCE) et 94 (CCE)

Avec la collaboration de l'OIT, de la FAO, de la DOAT, du Conseil supérieur universitaire d'Amérique centrale et du Centre latino-américain de recherches sociales de Rio de Janeiro, des travaux préparatoires seront entrepris en vue d'une vaste étude sur la structure des régimes fonciers et la situation de la main-d'œuvre agricole en Amérique centrale, ainsi que sur les relations entre ces facteurs et le programme d'intégration économique. Parmi les autres études socio-économiques prévues figurent des rapports sur la main-d'œuvre, la classe moyenne, l'intégration des programmes de logement et les aspects socio-économiques de la distribution du revenu. Les experts de la DOAT participeront à quelques-unes de ces études.

viii) *Incorporation du Panama au programme d'Amérique centrale* : résolution 80 (CCE)

On procédera à une étude préliminaire des effets que l'application intégrale au Panama du programme d'Amérique centrale aurait sur : a) l'économie du Panama ; b) l'économie de l'Amérique centrale ; et c) les rouages et les institutions du programme.

ix) *Instituts de recherche et de formation* : résolutions 6 (AC.17), 23 (AC.17), 5 (CCE), 6 (CCE), 31 (CCE), 52 (CCE), 53 (CCE), 72 (CCE), 95 (CCE) et 98 (CCE)

Des relations étroites seront maintenues avec l'École supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale (ESAPAC) et l'Institut de recherches et de technologie industrielle de l'Amérique centrale au sujet de celles de leurs activités qui intéressent le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale. Un cycle d'étude sur l'application de la législation relative au développement industriel aura lieu sous les auspices de l'ESAPAC en vue d'enseigner aux fonctionnaires des divers pays les méthodes propres à résoudre les problèmes que pose l'application de lois de ce genre. Au mois de novembre, l'ESAPAC organisera également un cycle d'étude sur l'administration douanière : des fonctionnaires des

services douaniers des divers pays y apprendront à appliquer la législation douanière adoptée en vertu des règles juridiques régissant l'intégration des échanges entre les pays de l'Amérique centrale.

5. *Programme commun CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique* : résolutions 4 (IV), 48 (V), 85 (VI), 153 (VIII) et 157 (VIII)

En plus des cours donnés à Santiago du Chili du 6 juillet 1959 au 27 février 1960, dans le cadre du programme ordinaire, et qui ont été suivis par 18 participants, quatre cours intensifs ont été organisés en 1959 : en Argentine, au Brésil, en Colombie et à Cuba. La série de cours donnés à Santiago a été suspendue en 1960 pour que l'on puisse remanier le programme et préparer les nombreux cours intensifs organisés cette année. Le programme de Santiago reprendra sur une base plus large en 1961. Les cours intensifs de 1960 se donneront en Bolivie, au Brésil, en Colombie, à Cuba, au Mexique et en Uruguay.

6. *Études sur les problèmes de transports* : résolutions 38 (AC.16), 68 (V), 120 (VII) et 179 (AC.45)

Les travaux effectués dans ce domaine l'ont été surtout par les groupes consultatifs CEPAL/DOAT, particulièrement en Colombie. Entre autres matières, une étude générale sur l'aviation civile a été préparée dans ce pays.

Les études sur les transports se sont poursuivies activement dans le cadre du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale (voir le projet 4, iv). L'étude spéciale sur les transports en Argentine (E/CN.12/491) est maintenant terminée. On trouvera un résumé dans le volume III de l'étude sur le développement économique de l'Argentine (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.3).

Au cours de ses travaux sur le marché commun, le secrétariat de la CEPAL a dirigé un bref document sur les problèmes que posent actuellement les transports dans la région (E/CN.12/C.1/14), en indiquant le genre d'études qu'il faudrait entreprendre. En outre, des recherches ont été entreprises sur les consultations en matière de politique commerciale entre la Colombie, l'Équateur et le Venezuela. Conformément à la résolution 179 (AC.45), le secrétariat convoquera en temps voulu et dans la mesure de ses possibilités un cycle d'étude d'experts chargés d'étudier les problèmes des transports interrégionaux avec la collaboration des États membres, des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales compétentes en la matière. Ce travail est en relation avec les activités résultant de la création récente de l'Association latino-américaine de libre-échange.

7. *Préparation d'un programme minimum d'information statistique* : résolution 154 (VIII)

On entreprendra en 1960 l'étude des problèmes régionaux de statistique. Le secrétariat organisera, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU, l'Institut interaméricain de statistique et d'autres organismes spécialisés intéressés, la réunion d'un groupe de travail composé de spécialistes des statistiques industrielles des divers pays qui procéderont à une étude détaillée et à des échanges de vues sur les mesures à prendre en vue des recensements industriels et autres enquêtes connexes. A mesure que l'on disposera des ressources nécessaires et que le besoin s'en fera sentir, on organisera d'autres groupes de travail pour s'occuper des questions de statistique importantes pour le développement économique.

Groupe 3. — Autres projets

8. *Études sur l'accroissement démographique et les besoins de main-d'œuvre dans leurs rapports avec le développement économique* : résolutions 83 (VI) et 149 (VIII)

Le secrétariat de la CEPAL coopère avec le Centre de formation et de recherche démographique pour l'Amérique latine, particu-

lièrement en ce qui concerne certains projets de recherche qui pourraient lui être utiles pour ses analyses économiques.

Conformément à la résolution 149 (VIII), le secrétariat a pris part, à Genève, aux réunions du groupe de travail composé des représentants de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OEA et du CIME, et chargé de préparer un programme commun d'évaluation des besoins de main-d'œuvre qualifiée et des services de formation existants. Le groupe de travail se réunira sous peu à Santiago de Chili en vue de décider du programme de travail dans ce domaine pour 1960-1961.

9. *Réunion d'experts pour l'étude des problèmes relatifs au développement économique et à la technique de programmation* : résolution 48 (V)

Il s'agit de réunir des économistes latino-américains qui examineront les principaux problèmes posés par le développement économique et la possibilité de mettre au point et de diffuser une meilleure technique de programmation du développement économique. Les experts ne représenteront pas leur gouvernement, mais agiront à titre individuel.

10. *Études sur l'enseignement, la recherche technique et la formation des techniciens en Amérique latine* : résolutions 13 (IV), 53 (V) et 150 (VIII)

i) *Enseignement et développement économique* : résolution 150 (VIII)

Le secrétariat a été invité par l'UNESCO à prendre part à une conférence sur le rôle de l'enseignement en fonction du développement économique et social en Amérique latine (voir ci-dessus section II, projet 1, iv).

ii) *Recherche technique et formation des techniciens en Amérique latine* : résolutions 13 (IV) et 53 (V)

Faute de crédits, le secrétariat de la CEPAL n'a pas pu commencer ses travaux sur ce projet.

SECTION III. — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE
(PROJETS ENTREPRIS EN COLLABORATION AVEC LA FAO)

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

11. *Développement agricole, programmation par pays et technique de programmation agricole* : résolutions 63 (V), 89 (VI) et 158 (VIII)

Ce projet constitue l'une des activités continues les plus importantes entreprises dans le cadre du programme commun CEPAL/FAO. Les travaux effectués serviront également, pour partie, à la préparation de l'*Estudio económico de América Latina* établi par la CEPAL, et à celle sur la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, établie par la FAO, qui paraissent tous les ans. La FAO participe aux travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT par l'intermédiaire de la Division mixte CEPAL/FAO récemment constituée. Les travaux de préparation du manuel de programmation agricole seront intensifiés en 1960. Au cours de cette même année, on entreprendra des études sur les facteurs institutionnels qui freinent ou accélèrent le développement agricole, ainsi que sur les possibilités d'expansion de l'offre de produits alimentaires et de produits primaires de l'agriculture et de l'élevage dans la région.

12. *Étude de la productivité et du coût de production du café dans leurs rapports avec le développement économique* : résolutions 63 (V), 90 (VI) et 136 (VII)

Les études sur le café ont, depuis plusieurs années, absorbé une grande partie des ressources du programme commun CEPAL/FAO. On a publié les études sur la Colombie et sur le Salvador (E/CN.12/490); une autre étude, concernant l'État de São Paulo (Brésil), sera achevée au cours du second semestre de 1960.

13. *Étude des facteurs qui affectent le développement de l'élevage en Amérique latine* : résolution 91 (VI)

Les résultats de la première phase des travaux sont consignés dans l'un des chapitres de l'étude sur le rôle des produits agricoles dans le futur marché commun latino-américain (E/CN.12/499). Ces travaux préliminaires ont été suivis de nouvelles études destinées à déterminer les facteurs qui entravent ou favorisent le développement de l'élevage en Amérique latine et les perspectives d'augmentation de la production dans ce secteur.

Les recherches portant sur la Colombie, le Mexique et le Venezuela sont terminées, et les chapitres correspondants ont été rédigés provisoirement. Les travaux à effectuer sur place en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay seront entrepris cette année. Le rapport définitif sera publié au cours du premier semestre de 1961.

14. *Rôle des produits agricoles dans le futur marché commun latino-américain* : résolution 158 (VIII)

On a présenté à la huitième session une note générale et des études sur trois groupes de produits : blé et farine, produits lactés, et graisses et huiles (E/CN.12/499). Les recherches sur le coton, les fruits, la viande et la laine ont été terminées.

Du fait de la récente création d'une zone de libre-échange, ce point du programme mérite une attention particulière. Au cours de 1960, on entreprendra des études sur les disponibilités, par saison et par région, en produits nouveaux ou traditionnels dans les échanges entre pays de l'Amérique latine. Ces études pourraient fournir la base de négociations futures. En outre, des études particulières seront consacrées à la qualité, à l'emballage, ainsi qu'aux usages et aux pratiques du marché.

Groupe 2. — Projets spéciaux de haute priorité

15. *Étude des tendances et perspectives de la production et de la consommation du bois en Amérique latine* : résolutions 133 (VII) et 159 (VIII)

Pour mener à bien cette étude, il faudrait procéder à un inventaire général des ressources forestières et faire une analyse des possibilités économiques de mise en valeur de ces ressources en insistant spécialement sur la question de l'approvisionnement des industries du bois. Les travaux ont commencé et l'on compte les terminer d'ici la fin de 1961.

Groupe 3. — Autres projets

16. *Étude des possibilités d'accroître les investissements dans l'agriculture* : résolution 92 (VI)

Malgré l'importance considérable de ce projet, les secrétariats de la CEPAL et de la FAO n'ont pas encore pu l'entreprendre faute de crédits.

17. *Étude de la productivité du travail et du capital dans la production agricole* : résolutions 87 (VI) et 134 (VII)

On pense pouvoir mettre en train ce projet vers la fin de 1960, dès que les études sur le café seront terminées.

SECTION IV. — INDUSTRIE, MINES ET ÉNERGIE

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

18. *Inventaire et analyse des industries existantes et des plans de développement les concernant* : résolutions 2 (I) du Comité du commerce et 116 (VII) de la Commission

Jusqu'ici, on s'est surtout attaché, dans ce domaine, à mettre en tableaux les statistiques des importations et à établir, pour chaque entreprise, des cartes contenant des données essentielles. On élargit maintenant ce travail de recherche par l'exécution d'un programme prévoyant des contacts directs avec les fabricants,

les distributeurs et les consommateurs de produits manufacturés qui présentent un intérêt pour les échanges entre pays d'Amérique latine.

19. *Étude des industries chimiques* : résolutions 59 (V), 97 (VI) et 162 (VIII)

On a entrepris, avec la Société de développement de la production (CORFO) du Chili, une étude pilote sur les industries chimiques, en prêtant une attention particulière à ce pays. Un rapport d'activité a été présenté à la huitième session (E/CN.12/525). Par la suite un groupe d'experts en la matière a été constitué. Il a continué les études qui seront bientôt complétées par des recherches effectuées sur place dans plusieurs pays de l'Amérique latine. Une version préliminaire de cette étude sera publiée au début de 1961 et pourra être soumise à une réunion spéciale d'experts.

20. *Groupe consultatif FAO/SGAT/CEPAL chargé d'aider les pays à développer l'industrie du papier et de la cellulose* : résolutions 58 (V), 98 (VI), 128 (VII) et 163 (VIII)

Le groupe consultatif a terminé les études sur l'Équateur, le Mexique, le Pérou et le Venezuela et entrepris des études sur la Colombie et Surinam, qui seront publiées sous peu; les recherches de base sur Cuba se poursuivent. Le groupe va maintenant examiner la possibilité de développer le commerce des produits en question dans la zone de libre-échange.

21. *Industrie sidérurgique* : résolutions 10 (IV), 57 (V), 96 (VI), 127 (VII) et 162 (VIII)

Conformément aux résolutions ci-dessus et à la résolution 116 (VII) relative à l'établissement d'un marché commun en Amérique latine, le secrétariat a fait une série d'études sur l'industrie sidérurgique. Une étude sur la demande de produits sidérurgiques a été publiée dans un récent numéro du *Boletín Económico de América Latina*. Le secrétariat a coopéré activement à l'établissement de l'Institut sidérurgique latino-américain et continuera à l'aider dans ses travaux.

22. *Industries mécaniques* : résolutions 57 (V), 96 (VI), 127 (VII) et 161 (VIII)

Le secrétariat avait entrepris une étude sur les possibilités de développement de l'industrie automobile en Amérique latine. Toutefois il n'a pas pu poursuivre ses travaux faute de crédits. En outre, le secrétariat a étudié la possibilité de créer des industries complémentaires pour la fabrication de matériel ferroviaire; il a présenté à la huitième session un rapport concernant la première réunion sur le matériel ferroviaire, qui s'est tenue à Córdoba (Argentine) en mars 1959 (E/CN.12/508).

23. *Développement des ressources énergétiques* : résolutions 99 (VI), 100 (VI), 130 (VII), 164 (VIII) et 165 (VIII)

Au cours du deuxième semestre de 1959, on a entrepris les travaux préparatoires au cycle d'étude sur l'énergie électrique en Amérique latine auquel sera soumise une documentation constituant une mise à jour de la partie consacrée à l'électricité dans le document *La energía en América Latina* (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.II.G.2), publié en 1957.

Conformément à la résolution 130 (VII), le secrétariat a travaillé en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

24. *Étude préliminaire, d'après les renseignements existants, de l'utilisation à des fins multiples des ressources hydrauliques en Amérique latine* : résolutions 99 (VI) et 166 (VIII)

En application de la première de ces deux résolutions, il a été créé un groupe mixte CEPAL/DOAT/OMM pour l'étude des ressources hydrauliques. Ce groupe a terminé les études sur le Chili, l'Équateur et le nord de la Patagonie (Argentine). L'étude sur le Chili sera imprimée en 1960. En 1959, le groupe a entrepris une étude analogue au Venezuela. On espère pouvoir commencer en 1960 les travaux sur la Bolivie.

Groupe 2. — Projets spéciaux de haute priorité

25. *Réunion d'experts des problèmes du développement énergétique* : résolution 99 (VI)

Les travaux préparatoires ont commencé en 1959 par une réunion tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle assistaient trois experts d'Amérique latine, des représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et des fonctionnaires du secrétariat de la CEPAL. Un ordre du jour provisoire a été établi, et un échange de vues a eu lieu sur les arrangements à prendre pour la réunion et sur la nature et l'importance de la documentation. Cette réunion est prévue pour 1961.

Groupe 3. — Autres projets

26. *Réunion spéciale sur l'industrie minière* : résolution 129 (VII)

Faute de crédits, il n'a pas été possible de faire progresser ce projet.

27. *Étude des facteurs institutionnels qui influent sur le développement industriel* : résolution 160 (VIII)

Faute de crédits, il n'a pas été possible de faire progresser ce projet.

28. *Centre latino-américain pour la planification de l'exploitation des ressources hydro-électriques* : résolution 166 (VIII)

Faute de crédits, l'exécution de ce projet n'a pu être entreprise.

29. *Utilisation des cours d'eau et lacs internationaux* : résolution 131 (VII)

Une brève étude des aspects juridiques de l'utilisation des cours d'eau et lacs internationaux a été présentée à la huitième session (E/CN.12/511). Il n'a pas été possible de faire davantage.

30. *Industrie textile* : résolution 11 (IV)

Le secrétariat continue de suivre l'évolution dans cette industrie à l'occasion des études qu'il effectue sur les divers pays, de même que pour pouvoir publier chaque année les données pertinentes dans l'*Estudio económico de América Latina*.

SECTION V. — COMMERCE INTERNATIONAL

Groupe 1. — Études et travaux continus de haute priorité

31. *Marché commun et paiements* : résolutions 69 (V), 101 (VI), 115 (VII) à 122 (VII) et 168 (VIII) de la Commission, 172 (AC.45) du Comité plénier, et résolutions 1 (I) à 4 (I) et 6 (II) à 10 (II) du Comité du commerce

i) *Réunion d'un groupe d'experts*. — Les experts seront désignés par les gouvernements et chargés de préparer un avant-projet d'accord pour la formation du marché commun latino-américain. Après consultation des gouvernements, il a été décidé de reporter cette réunion à une date ultérieure.

ii) *Étude des régimes et tarifs douaniers*. — Le secrétariat a entrepris les travaux suivants :

a) Analyse détaillée par pays des répercussions des droits de douane (position par position) en ce qui concerne les diverses catégories de produits énumérés dans le rapport du groupe de travail (E/CN.12/C.1/9).

b) Établissement de principes directeurs et de méthodes pour le remplacement des contingentements et des restrictions d'ordre administratif par des droits de douane qui auraient les mêmes effets.

c) Étude des systèmes d'administration des douanes.

d) Établissement de principes directeurs et de méthodes pour l'adoption d'une nomenclature douanière uniforme.

e) Cycles d'étude ou réunions d'experts sur les problèmes douaniers.

iii) *Étude comparative des systèmes de contrôle des changes et des autres restrictions administratives, notamment du point de vue de*

leurs effets sur la création et le fonctionnement d'un marché commun. — Il n'a pas été possible, provisoirement, d'entreprendre cette étude.

iv) *Étude comparative des moyens de stimuler l'investissement de nouveaux capitaux, nationaux et étrangers, surtout dans le secteur industriel, ainsi que des différences qui peuvent exister et risquent de déséquilibrer le marché commun.* — Cette étude devant tenir compte des conditions particulières et de la politique industrielle de chaque pays, elle exigera la coopération active des gouvernements et des associations industrielles. Cette étude, faite en coopération avec le CESI, est en bonne voie et un rapport sera publié en août 1960.

v) *Facteurs qui influent sur la productivité; leurs conséquences sur la situation des divers pays et des différentes industries du point de vue de la concurrence.* — Cette question n'a pu être abordée.

vi) *Étude du problème des transports sous tous ses aspects, du point de vue de la création d'un marché commun.* — Des travaux préparatoires sur cette question ont été entrepris.

vii) *Réunions d'experts gouvernementaux sur la politique commerciale des divers groupes de pays latino-américains.* — Des consultations ont été engagées et se poursuivent avec plusieurs pays. Les études spéciales nécessaires sont en préparation.

viii) *Diffusion de renseignements sur les avantages qu'aurait le développement des échanges commerciaux et sur les objectifs du marché commun.* — Le document intitulé *El mercado común latino-americano* (E/CN.12/531) a été publié et fournit une documentation sur la matière. Des conférences ont été faites et de nombreux communiqués de presse ont été publiés.

ix) *Travaux relatifs à l'Association latino-américaine de libre-échange.* — Les activités que le secrétariat de la CEPAL a exercées en prévision des deux réunions de la conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine ont facilité la conclusion du Traité de Montevideo. Comme suite à la demande adressée au secrétariat dans le Traité, les travaux suivants seront entrepris :

a) Conseils techniques à l'Association latino-américaine de libre-échange;

b) Organisation de réunions officielles d'experts gouvernementaux des banques centrales des parties contractantes, avec les conseils et l'assistance technique du secrétariat.

x) *Travaux préparatoires en vue de la troisième réunion du Groupe de travail des banques centrales de tous les pays d'Amérique latine*

xi) *Travaux préparatoires en vue de la troisième session du Comité du commerce*

32. *Commerce des produits traditionnels* : résolutions 4 (I) du Comité du commerce et 119 (VII) de la Commission

L'étude de cette question fait partie du programme ordinaire du secrétariat; elle fait l'objet de publications périodiques dans l'*Estudio Económico de América Latina* ou dans le *Boletín económico de América Latina*.

33. *Échanges commerciaux entre l'Amérique latine et le reste du monde* : résolutions 45 (V), 102 (VI) et 121 (VII)

i) *Possibilités d'accroître la production des produits d'exportation de l'Amérique latine* : résolution 45 (V)

ii) *Étude des tendances futures de la demande des produits d'exportation de l'Amérique latine* : résolutions 102 (VI) et 121 (VII)

Ces deux questions sont périodiquement examinées dans l'étude économique annuelle et dans le bulletin économique.

34. *Étude des changements intervenus dans la composition des importations latino-américaines en provenance des pays industrialisés* : résolution 45 (V)

Cette question a été traitée dans la première partie de l'*Estudio*

económico de América Latina, 1958 récemment publié (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.1).

35. *Étude des termes de l'échange et de leur influence sur le rythme de développement économique* : résolution 46 (V)

Cette question est examinée périodiquement dans l'*Estudio económico de América Latina*.

36. *Coopération au programme d'assistance technique* : résolutions 921 (X) de l'Assemblée générale et 110 (AC.34) du Comité plénier

Le secrétariat de la CEPAL continue à collaborer à l'exécution de projets déterminés dans le cadre du Programme d'assistance technique comme l'indique le présent programme de travail.

ÉTAT PROVISOIRE DES INCIDENCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE TRAVAIL : DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

235. Conformément à l'article 26 du règlement intérieur, le Secrétaire exécutif a fait la déclaration ci-après avant que le Comité plénier n'approuve le programme de travail.

236. Le secrétariat attire l'attention du Comité plénier sur les incidences financières des décisions prises à la huitième session de la Commission, tenue à Panama en mai 1959, telles qu'elles sont exposées aux paragraphes 234 à 241 du rapport annuel présenté par la Commission au Conseil économique et social lors de sa vingt-huitième session (E/3246/Rev.2). Bien qu'il fût évidemment difficile, au moment de la réunion du Comité plénier, de préciser quels seraient les besoins financiers supplémentaires résultant des activités à entreprendre pour le Comité exécutif permanent de l'Association latino-américaine de libre-échange, comme suite à la demande exprimée dans le Traité de Montevideo, le secrétariat estime toutefois que la création des postes suivants est absolument nécessaire :

Un administrateur hors classe (P-5) qui suppléera le représentant de la CEPAL au Comité exécutif permanent de l'Association latino-américaine de libre-échange;

Un administrateur de première classe (P-4), économiste, qui sera chef adjoint à la Division de la politique commerciale. Ce poste est indispensable étant donné le surcroît de travail confié au chef de cette division;

Deux administrateurs de deuxième classe (P-3), économistes, qui collaboreront à l'analyse de la production et du commerce des produits sur lesquels portent les négociations visant à réduire les tarifs dans la zone de libre-échange;

Un administrateur adjoint (P-2), économiste, spécialiste de l'étude des produits, qui collaborera à ce travail.

237. D'autre part, il y aura lieu de recruter, pour six mois, au niveau d'administrateur de première classe (P-4), un consultant qui participera aux travaux préparatoires de la conférence sur l'enseignement et le développement économique et social.

238. Le coût de cette augmentation des effectifs permanents en 1961, s'ajoutant aux incidences financières des décisions prises à la huitième session, est de 45.000 à 50.000 dollars, somme à laquelle il convient d'ajouter 5.000 dollars pour les services auxiliaires.

ANNEXES

Annexe I

LISTE DES DÉLÉGATIONS

REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMISSION

Argentine

Représentant : M. Carlos Santiago Vailati.

Bolivie

Représentant : M. Renán Castrillo, ambassadeur au Chili.

Brésil

Représentant : M. Othon Guimaraes.

Chili

Représentant : M. Luis Marty, sous-secrétaire aux affaires économiques;

Suppléants : MM. Ramón Rodríguez, Luis Mackenna, Sergio Molina, Fernando Cisterna, Humberto Díaz.

Colombie

Représentant : M. Juan B. Córdoba, ambassadeur au Chili.

Costa Rica

Représentant : M. Hernán Bolaños Ulloa, ambassadeur au Chili.

Cuba

Représentant : M. Juan José Díaz del Real, ambassadeur au Chili.

Équateur

Représentant : M. Jaime Cifuentes.

États-Unis d'Amérique

Représentant : M. Thomas R. Favell;

Suppléants : MM. Herbert F. Propps, Joseph B. Tisinger.

France

Représentant : M. Robert d'Aurelle de Paladines, chargé d'affaires au Chili;

Suppléant : M. René Letondot.

Guatemala

Représentant : M. Manuel Orellana Cardona, ambassadeur au Chili.

Haïti

Représentant : M. André Fareau, chargé d'affaires au Chili.

Honduras

Représentant : M. Ramiro Cabañas Pineda, sous-secrétaire d'État au Département des affaires économiques et des finances.

Mexique

Représentant : M. Sergio Luis Cano;

Suppléants : MM. José P. González Blanco, Mario Espinosa de los Reyes.

Pays-Bas

Représentant : M. R. A. C. Henriquez;

Suppléants : MM. H. Radhakishun, E. O. van Suchtelen.

Panama

Représentant : M. Enrique Gerardo Abrahama, ambassadeur au Chili.

Paraguay

Représentant : M. Hugo Conchonal.

Pérou

Représentant : M. Alberto Wagner de Reina;

Suppléant : M. Eduardo Gildemeister.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant : M. I. T. M. Pink, ambassadeur au Chili;

Suppléant : M. G. G. Simpson.

République Dominicaine

Représentant : M. Enriquillo Rojas Abreu, chargé d'affaires au Chili.

Salvador

Représentant : M. José Mixco Fischnaler, chargé d'affaires au Chili.

Uruguay

Représentant : M. Alvao Vásquez, ambassadeur au Chili.

Venezuela

Représentant : M. Abel Cifuentes Spinetti.

REPRÉSENTANTS D'UN MEMBRE ASSOCIÉ DE LA COMMISSION

Indes occidentales

Représentant : M. C. G. D. La Corbinière, premier ministre adjoint et ministre du commerce et de l'industrie;

Suppléant : M. M. W. Todman.

REPRÉSENTANTS D'ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NON MEMBRES DE LA COMMISSION, PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF

Autriche : M. Paul Zedtwitz, ambassadeur au Chili.

Canada : M. Harold Morton Maddick.

Hongrie : MM. Dénes Viczenik, István Soós.

Japon : MM. Ryuichi Ando, Hisashi Kunihiro.

Yougoslavie : M. Stjepan Tranpuz.

REPRÉSENTANT D'UN ÉTAT NON MEMBRE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES, PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF

République fédérale d'Allemagne : M. Josef Engels.

REPRÉSENTANTS D'INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Organisation internationale du Travail (OIT) : M. P. Cassan.

*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
(FAO)* : MM. Hernán Santa Cruz, Francisco Aquino.

*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la
culture (UNESCO)* : M. G. Zakrzewski.

Fonds monétaire international (FMI) : M. Edgar Jones.

Organisation mondiale de la santé (OMS) : le Dr Emilio Budnik.

Organisation météorologique mondiale (OMM) : M. Rudolf
Schroeder.

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Conseil économique et social interaméricain (CESI) : M. Raúl
Rey Álvarez.

Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) :
M. Renzo Faraoni.

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

CATÉGORIE A

Chambre de commerce internationale : MM. Julio Ruiz Bourgeois,
Tomás Sepúlveda Whittle.

Confédération internationale des syndicats libres : M. Rodolfo
Echenique.

Confédération internationale des syndicats chrétiens : M. José
Goldsack Donoso.

Fédération syndicale mondiale : M. Domiciano Soto.

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies :
M. Eduardo Varas.

CATÉGORIE B

Union catholique internationale de service social : M^{lle} Adriana
Izquierdo.

Annexe II

TRAITÉ INSTITUANT UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ET PORTANT CRÉATION DE L'ASSOCIATION LATINO-AMÉRICAIN DE LIBRE-ÉCHANGE (TRAITÉ DE MONTEVIDEO) ET PROTOCOLES ET RÉSOLUTIONS Y RELATIFS

Les gouvernements représentés à la Conférence intergouvernementale réunie en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine,

Persuadés que les pays d'Amérique latine ne pourront accélérer leur développement économique pour assurer à leurs peuples un niveau de vie plus élevé que s'ils élargissent leurs marchés nationaux en éliminant progressivement les obstacles au commerce intra-régional,

Reconnaissant que le développement économique nécessite l'utilisation optimum des facteurs de production et la coordination la plus étroite des programmes relatifs aux différents secteurs de production dans le cadre de règles qui prennent dûment en considération les intérêts de chacun et tiennent compte, par des mesures appropriées, de la situation spéciale des pays relativement moins développés du point de vue économique,

Convaincus que le renforcement des économies nationales contribuera à intensifier les échanges des pays d'Amérique latine entre eux et avec le reste du monde,

Assurés qu'il est possible, grâce à des formules appropriées, de créer des conditions permettant d'adapter graduellement et sans difficulté l'activité productrice actuelle à la structure nouvelle des échanges réciproques, ce qui dégagera d'autres éléments favorables à son amélioration et son expansion,

Certains que toute action entreprise en vue d'atteindre ces objectifs doit tenir compte des obligations découlant des instruments internationaux qui régissent leurs échanges,

Déterminés à poursuivre leurs efforts en vue d'établir d'une façon graduelle et progressive un marché commun entre les pays d'Amérique latine et, par conséquent, à continuer de collaborer avec l'ensemble des gouvernements d'Amérique latine aux travaux déjà engagés à cette fin,

Résolus à unir leurs efforts pour arriver progressivement à intégrer leurs économies et leur donner un caractère complémentaire sur la base d'avantages vraiment réciproques,

Ont décidé d'instituer une zone de libre-échange et de conclure à cet effet un traité portant création de l'Association latino-améri-

caine de libre-échange et, à cette fin, ont désigné leurs plénipotentiaires, lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I

LA ZONE ET L'ASSOCIATION

Article premier

Par le présent Traité, les Parties contractantes instituent une zone de libre-échange et créent l'Association latino-américaine de libre-échange (ci-après dénommée « l'Association »), dont le siège est fixé à Montevideo (République orientale de l'Uruguay).

Le terme « zone » employé dans le présent Traité désigne l'ensemble des territoires des Parties contractantes.

CHAPITRE II

LE PROGRAMME DE LIBÉRATION DES ÉCHANGES

Article 2

La zone de libre-échange instituée par le présent Traité est établie au cours d'une période de 12 ans au maximum à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 3

Au cours de la période indiquée à l'article 2, les Parties contractantes éliminent progressivement pour l'essentiel des échanges entre elles les impositions et restrictions de tout ordre applicables à l'importation de produits originaires du territoire de l'une quelconque des Parties contractantes.

Aux fins d'application du présent Traité, le terme « impositions » désigne les droits de douane et autres taxes d'effet équivalent (à caractère fiscal, monétaire ou cambial) qui frappent les importations.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux redevances ou perceptions analogues qui correspondent au coût des services rendus.

Article 4

L'objectif énoncé à l'article 3 est atteint par voie de négociations périodiques entre les Parties contractantes visant à établir :

- a) Des listes concernant chaque Partie contractante et indiquant les réductions annuelles des impositions et des restrictions qu'elle accorde aux autres Parties contractantes conformément aux dispositions de l'article 5;
- b) Une liste commune des produits pour lesquels les Parties contractantes s'engagent collectivement à supprimer en totalité les impositions et autres restrictions aux échanges intrarégionaux au cours de la période mentionnée à l'article 2 en appliquant les pourcentages minimums fixés à l'article 7 et la procédure de réduction progressive prévue à l'article 5.

Article 5

En ce qui concerne les listes nationales visées à l'alinéa a de l'article 4, chaque Partie contractante doit accorder, chaque année, aux autres Parties contractantes des réductions d'impositions équivalant au moins à 8 pour 100 de la moyenne pondérée des impositions en vigueur à l'égard des pays tiers, jusqu'à élimination desdites impositions pour l'essentiel de ses importations en provenance de la zone, conformément aux définitions, méthodes de calcul, règles et procédures énoncées au Protocole annexé au présent Traité.

A cet effet, sont considérées comme impositions en vigueur à l'égard des pays tiers celles qui leur étaient applicables au 31 décembre précédant chaque négociation.

Lorsque le régime d'importation d'une Partie contractante comporte des restrictions qui ne permettent pas d'assurer dûment l'équivalence avec les réductions d'impositions accordées par une ou plusieurs autres Parties contractantes, la contrepartie de ces réductions est complétée par la suppression ou l'atténuation desdites restrictions.

Article 6

Les listes nationales entrent en vigueur le 1^{er} janvier de chaque année, à l'exception de celles qui sont établies à la suite des premières négociations et dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les Parties contractantes.

Article 7

La liste commune doit être composée de produits entrant dans la valeur globale des échanges entre les Parties contractantes au moins pour les pourcentages suivants, calculés conformément aux dispositions du Protocole :

- 25 pour 100 au cours de la première période de trois ans;
- 50 pour 100 au cours de la deuxième période de trois ans;
- 75 pour 100 au cours de la troisième période de trois ans;

et l'essentiel des échanges au cours de la quatrième période de trois ans.

Article 8

L'inscription de produits sur la liste commune est définitive et les concessions dont ils font l'objet sont irrévocables.

Les concessions relatives à des produits qui figurent uniquement sur les listes nationales peuvent être retirées par négociation entre les Parties contractantes et sous réserve de l'octroi d'une compensation appropriée.

Article 9

Le calcul des pourcentages indiqués aux articles 5 et 7 se fonde sur la moyenne annuelle de la valeur des échanges au cours de la période de trois ans précédant l'année pendant laquelle ont lieu les négociations.

Article 10

Les négociations prévues à l'article 4, qui se fondent sur la réciprocité des concessions, ont pour objet d'accroître et de diversifier les échanges ainsi que de contribuer à rendre progressivement complémentaires les économies des pays de la zone.

Dans lesdites négociations, il est dûment tenu compte de la situation des Parties contractantes dont les impositions et les restrictions diffèrent sensiblement, quant à leur niveau, de celles des autres Parties contractantes.

Article 11

Si les concessions accordées ont des effets dommageables graves et persistants sur les échanges, entre une Partie contractante et l'ensemble des autres Parties contractantes, de produits inclus dans le programme de libération, les Parties contractantes, à la demande de la Partie contractante lésée, examinent les moyens de remédier à ce dommage par des mesures de caractère non restrictif propres à intensifier au maximum les échanges commerciaux.

Article 12

S'il résulte de circonstances distinctes de celles qui sont prévues à l'article 11 que les échanges de produits inclus dans le programme de libération subissent des effets dommageables graves et persistants, les Parties contractantes, à la demande de la Partie contractante lésée, s'efforcent d'y remédier par tous les moyens dont elles disposent.

Article 13

La réciprocité prévue à l'article 10 se fonde sur l'expectative d'un accroissement des échanges, entre chaque Partie contractante et l'ensemble des autres Parties contractantes, des produits qui sont repris au programme de libération et de ceux qui pourront y être inclus par la suite.

CHAPITRE III

L'EXPANSION DES ÉCHANGES ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES ÉCONOMIES

Article 14

En vue d'assurer l'expansion continue et la diversification de leurs échanges mutuels, les Parties contractantes s'efforcent :

- a) De s'accorder conformément au principe de réciprocité, dès la première série de négociations, des concessions qui assurent aux importations en provenance de la zone un traitement au moins aussi favorable que celui qui leur était appliqué avant l'entrée en vigueur du présent Traité;
- b) D'inclure dans les listes nationales le plus grand nombre possible de produits qui font l'objet d'échanges entre elles;
- c) D'ajouter à ces listes un nombre croissant de produits qui n'entrent pas encore dans leurs échanges mutuels.

Article 15

En vue de garantir des conditions équitables de concurrence entre elles et de permettre à leurs économies d'atteindre plus facilement à une intégration et à une complémentarité plus poussées, en particulier dans le domaine de la production industrielle, les Parties contractantes s'efforcent dans toute la mesure du possible d'harmoniser, conformément aux objectifs de libération du présent Traité, leurs régimes d'importation et d'exportation ainsi que le traitement applicable aux capitaux, aux biens et aux services originaires de pays tiers.

Article 16

En vue de renforcer l'intégration et la complémentarité visées à l'article 15, les Parties contractantes :

- a) S'efforcent progressivement de coordonner de façon de plus en plus étroite leurs politiques d'industrialisation, apportant à cette fin leur concours en vue de la conclusion d'ententes entre les représentants des secteurs économiques intéressés;
- b) Peuvent conclure entre elles des accords pour assurer la complémentarité de certains secteurs industriels.

Article 17

Les accords de complémentarité visés à l'alinéa *b* de l'article 16 déterminent le programme de libération relatif aux produits du secteur considéré et peuvent notamment contenir des clauses visant à harmoniser les régimes applicables aux matières premières et parties qui entrent dans la fabrication desdits produits.

Toute Partie contractante qui s'intéresse aux programmes de complémentarité peut participer à la négociation de tels accords.

Les résultats desdites négociations seront consignés, à chaque fois, dans des protocoles qui entreront en vigueur dès que leur compatibilité avec les principes et les objectifs généraux du présent Traité aura été sanctionnée par une décision des Parties contractantes.

CHAPITRE IV

LE TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Article 18

Tous avantages, faveurs, franchises, immunités ou privilèges accordés par une Partie contractante pour un produit originaire ou à destination de tout autre pays, sont, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ou à destination du territoire de toutes les autres Parties contractantes.

Article 19

Le traitement de la nation la plus favorisée visé à l'article 18 ne s'applique pas aux avantages, faveurs, franchises, immunités et privilèges qui ont déjà été accordés ou qui le seront en vertu des conventions conclues entre des Parties contractantes ou entre des Parties contractantes et des pays tiers en vue de faciliter le trafic frontalier.

Article 20

Les capitaux en provenance de la zone jouissent sur le territoire de toutes les Parties contractantes d'un traitement non moins favorable que celui qui s'applique aux capitaux en provenance de tout autre pays.

CHAPITRE V

LE TRAITEMENT EN MATIÈRE D'IMPOSITIONS INTÉRIEURES

Article 21

En matière d'impôts, taxes et autres impositions intérieures, toute Partie contractante applique aux produits originaires du territoire d'une autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle applique aux produits similaires d'origine nationale.

Article 22

En ce qui concerne les produits inclus dans le programme de libération dont la production sur son territoire est nulle ou que son territoire ne produit pas en quantité substantielle, toute Partie contractante s'efforce d'éviter que les impositions ou autres mesures intérieures qui leur sont applicables n'aient pour effet d'annuler ou de compromettre une concession ou un avantage obtenu par une autre Partie contractante au cours des négociations.

Toute Partie contractante qui s'estime lésée par les mesures mentionnées au paragraphe précédent peut saisir les institutions compétentes de l'Association afin qu'elles examinent la situation et formulent des recommandations appropriées.

CHAPITRE VI

LES CLAUSES DE SAUVEGARDE

Article 23

Les Parties contractantes peuvent autoriser toute Partie contractante à instituer à titre temporaire, à la condition qu'il n'en résulte

pas une réduction de la consommation habituelle dans le pays importateur, des restrictions non discriminatoires à l'importation de produits en provenance de la zone qui sont inclus dans le programme de libération, lorsque ces produits sont importés en quantités ou à des conditions telles qu'ils portent ou menacent de porter un préjudice grave à des branches d'activité déterminées occupant une place importante dans l'économie nationale.

Article 24

Les Parties contractantes peuvent également autoriser toute Partie contractante ayant adopté des mesures destinées à remédier au déséquilibre de sa balance des paiements à étendre lesdites mesures, à titre temporaire et de façon non discriminatoire, aux échanges, à l'intérieur de la zone, de produits inclus dans le programme de libération.

Les Parties contractantes veillent à ce que les restrictions destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements n'entravent pas, à l'intérieur de la zone, les échanges de produits inclus dans le programme de libération.

Article 25

Lorsque les circonstances visées aux articles 23 et 24 exigent que des mesures soient prises immédiatement, la Partie contractante en cause peut, à titre exceptionnel et sous réserve d'en référer aux Parties contractantes, appliquer les mesures prévues auxdits articles; elle doit, dans ce cas, en informer immédiatement le Comité mentionné à l'article 33 qui, s'il le juge nécessaire, convoque la Conférence en session extraordinaire.

Article 26

Si l'application des mesures envisagées dans le présent chapitre se prolonge au-delà d'une année, le Comité propose à la Conférence mentionnée à l'article 33, de sa propre initiative ou à la demande de toute Partie contractante, d'engager immédiatement des négociations en vue de l'élimination des restrictions en vigueur.

Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de la règle fixée à l'article 8.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'AGRICULTURE

Article 27

Les Parties contractantes s'efforcent de coordonner leur politique de développement agricole et d'échange des produits de l'agriculture et de l'élevage afin de tirer le meilleur parti possible de leurs ressources naturelles, d'élever le niveau de vie de la population rurale et de garantir un approvisionnement normal aux consommateurs sans désorganiser les productions traditionnelles de chaque Partie contractante.

Article 28

Au cours de la période fixée à l'article 2, toute Partie contractante peut appliquer aux échanges des produits de l'agriculture et de l'élevage qui ont une importance considérable pour son économie et sont inclus dans le programme de libération, à la condition qu'il n'en résulte pas une diminution de sa consommation habituelle ni un accroissement des productions non rentables, des mesures non discriminatoires visant à :

- Limites les importations aux quantités nécessaires pour pallier l'insuffisance de la production nationale;
- Aligner les prix des produits importés sur ceux des produits indigènes.

Toute Partie contractante qui décide de prendre de telles mesures doit, avant de les mettre en application, les porter à la connaissance des autres Parties contractantes.

Article 29

Au cours de la période fixée à l'article 2, les Parties contractantes cherchent à favoriser l'expansion du commerce des produits de l'agriculture et de l'élevage originaires de la zone, notamment par la conclusion d'accords entre elles en vue de pallier l'insuffisance de leur production nationale.

A cette fin, les Parties contractantes donnent la priorité, dans des conditions de concurrence normale et compte tenu des courants d'échange traditionnels à l'intérieur de la zone, aux produits originaires du territoire des autres Parties contractantes.

Lorsque deux ou plusieurs Parties contractantes concluent de tels accords, elles doivent, avant de les mettre en vigueur, en informer les autres Parties contractantes.

Article 30

Les mesures prévues au présent chapitre ne peuvent être utilisées pour inclure certaines ressources dans la production de l'agriculture et de l'élevage si cette inclusion doit se traduire par un abaissement du niveau moyen auquel se situait la productivité avant l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 31

Toute Partie contractante qui s'estime lésée du fait de la diminution de ses exportations par suite d'une réduction de la consommation habituelle du pays importateur résultant des mesures indiquées à l'article 28 ou de l'accroissement des productions non rentables mentionnées à l'article précédent, peut saisir les institutions compétentes de l'Association afin qu'elles examinent la situation et, le cas échéant, recommandent l'adoption de mesures appropriées, lesquelles doivent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 12.

CHAPITRE VIII

LES MESURES EN FAVEUR DES PAYS RELATIVEMENT MOINS DÉVELOPPÉS

Article 32

Les Parties contractantes, reconnaissant que le progrès des économies des pays relativement moins développés de la zone est propice à la réalisation des objectifs du présent Traité, s'efforcent de créer des conditions favorables à ce progrès.

A cette fin, les Parties contractantes peuvent :

- a) Autoriser une Partie contractante à accorder, en cas de besoin et à titre temporaire, à une autre Partie contractante relativement moins développée des avantages dont le bénéfice ne sera pas étendu aux autres Parties contractantes et qui auront pour but d'encourager la création ou l'expansion de productions déterminées;
- b) Autoriser une Partie contractante relativement moins développée à appliquer le programme de réduction des importations et autres restrictions selon des modalités plus favorables qui seront spécialement arrêtées d'un commun accord;
- c) Autoriser une Partie contractante relativement moins développée à prendre des mesures appropriées pour remédier au déséquilibre éventuel de sa balance des paiements;
- d) Autoriser une Partie contractante relativement moins développée à appliquer en cas de besoin, à titre transitoire, de façon non discriminatoire, et à la condition qu'il n'en résulte pas une réduction de sa consommation habituelle, des mesures appropriées en vue de protéger la production nationale de produits inclus dans le programme de libération et présentant une importance capitale pour son développement économique;
- e) Intervenir collectivement en faveur d'une Partie contractante relativement moins développée en encourageant et en promouvant, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone, des mesures de caractère financier ou technique visant à faciliter le renforce-

ment de branches de production existantes ou la création de nouvelles branches, spécialement de celles qui comportent la transformation industrielle des matières premières;

- f) Promouvoir ou encourager, selon le cas, des programmes spéciaux d'assistance technique en faveur d'une ou plusieurs Parties contractantes afin de relever, dans les pays relativement moins développés de la zone, les niveaux de productivité de branches d'activité déterminées.

CHAPITRE IX

LES INSTITUTIONS DE L'ASSOCIATION

Article 33

Les institutions de l'Association sont la Conférence des Parties contractantes (dénommée « la Conférence » dans le présent Traité) et le Comité exécutif permanent (dénommé « le Comité » dans le présent Traité).

Article 34

La Conférence est l'organe suprême de l'Association. Elle prend toutes décisions sur les questions qui exigent l'action collective des Parties contractantes; elle est notamment chargée :

- a) De prendre les mesures nécessaires à l'application du présent Traité et d'examiner les résultats de cette application;
- b) De promouvoir les négociations prévues à l'article 4 et d'en évaluer les résultats;
- c) D'approuver le budget annuel des dépenses du Comité et de fixer les contributions de chaque Partie contractante;
- d) D'établir son règlement intérieur et d'approuver celui du Comité;
- e) D'élire un président et deux vice-présidents lors de chaque session;
- f) De nommer le secrétaire exécutif du Comité;
- g) De connaître de toute autre question d'intérêt commun.

Article 35

La Conférence est constituée des délégations dûment accréditées des Parties contractantes; chaque délégation dispose d'une voix.

Article 36

La Conférence se réunit : a) en session ordinaire, une fois par an; b) en session extraordinaire, lorsqu'elle est convoquée par le Comité.

Lors de chaque session, la Conférence fixe le lieu et la date de la session ordinaire suivante.

Article 37

La Conférence ne peut prendre de décision qu'à la condition que les deux tiers au moins des Parties contractantes soient présentes.

Article 38

Pendant les deux premières années de l'application du présent Traité, les décisions de la Conférence seront prises à la majorité des deux tiers des Parties contractantes sous réserve qu'aucun suffrage négatif n'ait été exprimé.

Les Parties contractantes fixeront, par décision adoptée dans les conditions sus-indiquées, les modalités de scrutin qui s'appliqueront après l'expiration de cette période.

La majorité des deux tiers des Parties contractantes est nécessaire pour :

- a) L'approbation du budget annuel des dépenses du Comité;
- b) L'élection du président et des deux vice-présidents de la Conférence ainsi que du secrétaire exécutif;
- c) La fixation de la date et du lieu des sessions de la Conférence.

Article 39

Le Comité est l'organe permanent de l'Association; il est chargé de veiller à l'application des dispositions du présent Traité; il a notamment les attributions et obligations suivantes :

- a) Convoquer la Conférence;
- b) Soumettre à l'approbation de la Conférence un programme annuel de travail ainsi qu'un projet de budget annuel des dépenses du Comité;
- c) Représenter l'Association auprès des pays tiers et des organismes ou entités internationales en vue de traiter les questions d'intérêt commun, ainsi qu'à l'occasion de la conclusion de contrats et de tous autres actes de droit public ou privé;
- d) Effectuer les études, suggérer les mesures et présenter à la Conférence les recommandations qu'il juge utiles à l'application du Traité dans les meilleures conditions;
- e) Soumettre à la session ordinaire de la Conférence un rapport annuel sur son activité et sur les résultats de l'application du présent Traité;
- f) Demander l'assistance technique et la collaboration de personnes et d'organismes nationaux ou internationaux;
- g) Exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par la Conférence;
- h) Exécuter les tâches qui lui sont confiées par la Conférence.

Article 40

Le Comité est formé par les représentants permanents des Parties contractantes; chaque Partie contractante nomme un représentant et un suppléant et dispose d'une voix.

Article 41

Le Comité est assisté par un secrétariat dirigé par un secrétaire exécutif et composé de personnel technique et administratif.

Le Secrétaire exécutif est élu par la Conférence pour une période de trois ans, son mandat est renouvelable; il participe sans droit de vote aux sessions plénières du Comité.

Le Secrétaire exécutif est secrétaire général de la Conférence; à ce titre, il est notamment chargé des fonctions suivantes :

- a) Organiser les travaux de la Conférence et du Comité;
- b) Préparer le projet de budget annuel des dépenses du Comité;
- c) Recruter et engager le personnel technique et administratif, conformément aux dispositions du règlement du Comité.

Article 42

Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Secrétaire exécutif et les membres du secrétariat ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun organisme national ou international. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

Les Parties contractantes s'engagent à respecter le caractère international des fonctions du Secrétaire exécutif et du personnel du secrétariat et à ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leur tâche.

Article 43

En vue de faciliter l'étude de problèmes déterminés, le Comité peut établir des commissions consultatives formées de représentants des diverses branches d'activité économiques de chacune des Parties contractantes.

Article 44

Le Comité demande pour les institutions de l'Association l'assistance technique du secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et du secrétariat du Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des États américains (CESI).

Article 45

Le Comité sera constitué dans un délai de 60 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité. Il aura son siège à Montevideo.

CHAPITRE X

PERSONNALITÉ JURIDIQUE, IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES

Article 46

L'Association latino-américaine de libre-échange jouit de la personnalité juridique complète et a notamment capacité pour :

- a) Contracter;
- b) Acquérir ou aliéner les biens meubles et immeubles indispensables à la réalisation de ses objectifs;
- c) Ester en justice;
- d) Détenir des fonds en toutes monnaies et effectuer les transferts nécessaires.

Article 47

Les représentants des Parties contractantes ainsi que les fonctionnaires et conseillers internationaux de l'Association jouissent dans la zone des immunités et privilèges diplomatiques et autres nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Les Parties contractantes s'engagent à conclure dans le plus bref délai un accord déterminant les modalités d'application du paragraphe précédent et définissant lesdits privilèges et immunités.

L'Association conclura avec le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay un accord aux fins de préciser les privilèges et immunités dont jouiront l'Association, ses organes et ses fonctionnaires et conseillers internationaux.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 48

Pour les produits qui ont fait l'objet de concessions à l'égard des autres Parties contractantes, les Parties contractantes ne peuvent apporter au régime des droits et taxes à l'importation aucune modification qui se traduirait par un niveau d'imposition moins favorable que celui qui était en vigueur antérieurement.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas à la conversion en valeur actuelle de la valeur forfaitaire qui sert de base à la liquidation des impositions douanières, à la condition que cette conversion corresponde exclusivement à la valeur réelle de la marchandise. Dans ce cas, la valeur ne comprend pas les impositions douanières applicables à ladite marchandise.

Article 49

Pour assurer l'application plus efficace des dispositions du présent Traité, les Parties contractantes s'efforceront, dans le délai le plus bref possible :

- a) De fixer les critères qui serviront à déterminer l'origine des marchandises ainsi que leur caractère de matières premières, de produits demi-finis ou de produits finis;
- b) De simplifier et d'uniformiser les procédures et formalités relatives aux échanges mutuels;
- c) D'établir une nomenclature tarifaire commune qui servira pour la présentation des statistiques et pour les négociations prévues dans le présent Traité;
- d) De définir le trafic frontalier pour l'application de l'article 19;
- e) De déterminer les critères qui permettront de caractériser le dumping et les autres pratiques commerciales déloyales ainsi que les procédures à suivre en la matière.

Article 50

Les produits importés en provenance de la zone par une Partie contractante ne peuvent être réexportés, sauf accord entre les Parties contractantes intéressées.

Il n'y a pas réexportation dès l'instant que le produit a été soumis dans le pays importateur à une opération de transformation industrielle ou à un complément d'ouvrage dans la mesure qui sera déterminée par le Comité.

Article 51

Les produits importés ou exportés par une Partie contractante jouiront de la liberté de transit à l'intérieur de la zone et seront exclusivement assujettis aux redevances normalement exigibles en raison de services rendus.

Article 52

Aucune Partie contractante ne peut favoriser ses exportations au moyen de subventions ou d'autres mesures qui risquent de troubler les conditions normales de concurrence à l'intérieur de la zone.

Ne constitue pas une subvention l'exonération ou le remboursement (*drawback*) en faveur d'un produit exporté des droits ou impôts qui frappent un produit ou ses composants lorsqu'il est destiné à la consommation intérieure.

Article 53

Les dispositions du présent Traité ne peuvent s'interpréter comme faisant obstacle à l'adoption et à l'application de mesures se rapportant à :

- a) La protection de la moralité publique;
- b) L'application des lois et règlements relatifs à la sécurité;
- c) La réglementation des importations ou exportations d'armes, de munitions et d'autre matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres articles militaires, sous réserve que lesdites mesures ne soient pas contraires aux dispositions de l'article 51 et aux traités concernant la liberté de transit qui lient les Parties contractantes;
- d) La protection de la vie et de la santé des personnes, des animaux et des végétaux;
- e) L'importation et l'exportation de l'or et de l'argent métal;
- f) La protection du patrimoine national ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;
- g) L'exportation, l'utilisation et la consommation de matières nucléaires, de produits radioactifs ou de toutes autres matières pouvant servir au développement ou à l'exploitation de l'énergie nucléaire.

Article 54

Les Parties contractantes s'efforcent par tous les moyens en leur pouvoir d'orienter leur politique vers la création de conditions favorables à l'établissement d'un marché commun latino-américain. A cet effet, le Comité effectuera les études et examinera les projets et plans tendant à la réalisation de cet objectif en veillant à coordonner ses travaux avec ceux des autres organismes internationaux.

CHAPITRE XII

CLAUSES FINALES

Article 55

La signature du présent Traité ne pourra être assortie d'aucune réserve; toute réserve sera également irrecevable lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 56

Le présent Traité sera ratifié par les États signataires aussi rapidement que faire se pourra.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay qui notifiera la date du dépôt de chaque instrument aux gouvernements des États signataires du Traité ou qui y auront adhéré.

Article 57

Le présent Traité entrera en vigueur, pour les trois premiers pays qui l'auront ratifié, 30 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification et, pour les autres signataires, 30 jours après la date du dépôt de leur instrument de ratification et dans l'ordre du dépôt desdits instruments.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay notifiera au gouvernement de chacun des États signataires la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 58

Après son entrée en vigueur, le présent Traité restera ouvert à l'adhésion des autres États de l'Amérique latine qui devront déposer à cette fin leur instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay. Le Traité entrera en vigueur pour l'État adhérent 30 jours après la date du dépôt de l'instrument correspondant.

Les États adhérents procéderont aux négociations visées à l'article 4 au cours de la session de la Conférence qui suivra immédiatement le dépôt de leur instrument d'adhésion.

Article 59

Toute Partie Contractante commence à bénéficier des concessions que les autres Parties contractantes se sont déjà accordées dès la mise en vigueur des réductions d'impositions et d'autres restrictions qu'elles ont négociées sur une base de réciprocité et une fois remplies les obligations minimums visées à l'article 5, telles que ces obligations s'établissent à l'issue de la période qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 60

Les Parties contractantes peuvent apporter des modifications au présent Traité; les amendements font l'objet de protocoles qui entrent en vigueur après ratification par toutes les Parties contractantes et dépôt des instruments correspondants.

Article 61

A l'expiration d'un délai de 12 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, les Parties contractantes passeront en revue les résultats de l'application du Traité, engageront les négociations collectives propres à favoriser la réalisation des objectifs du Traité et l'adapteront, le cas échéant, à une nouvelle étape d'intégration économique.

Article 62

Les droits et obligations résultant de conventions conclues par les Parties contractantes antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Traité ne sont pas affectés par les dispositions du présent Traité.

Toute Partie contractante prend cependant les mesures appropriées pour harmoniser les dispositions des conventions en vigueur avec les dispositions du présent Traité.

Article 63

Le présent Traité est conclu pour une durée illimitée.

Article 64

Toute Partie contractante qui désire dénoncer le présent Traité est tenue d'en informer les autres Parties contractantes au cours d'une session ordinaire de la Conférence et de déposer officiellement son instrument de dénonciation à la session ordinaire suivante.

Les formalités de dénonciation, une fois accomplies, les droits et obligations qui résultaient pour le gouvernement dénonçant, de sa qualité de Partie contractante, s'éteignent automatiquement, à l'exclusion de ceux qui concernent les réductions d'impositions et d'autres restrictions obtenues ou accordées conformément au programme de libération, lesquelles restent en vigueur pour une période de cinq ans à compter de la date de la dénonciation officielle du Traité.

Si les circonstances le justifient, le délai indiqué au paragraphe précédent peut être réduit par la Conférence à la demande de la Partie contractante intéressée.

Article 65

Le présent Traité sera dénommé « Traité de Montevideo ».

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont apposé leur signature au bas du présent Traité au nom de leurs gouvernements respectifs.

FAIT à Montevideo, le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi. Le présent Traité sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay qui en remettra copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Protocole n° 1 relatif aux règles et procédures de négociations

Au moment de signer le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), les représentants des Parties contractantes dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, sont convenus des dispositions ci-après :

TITRE PREMIER

CALCUL DES MOYENNES PONDÉRÉES

1. Pour l'application de l'article 5 du Traité de Montevideo, il est entendu que les négociations relatives aux listes nationales

devront avoir pour résultat d'établir entre les moyennes pondérées des impositions applicables, d'une part, aux pays tiers et, d'autre part, aux importations en provenance de la zone une différence qui ne sera pas inférieure au produit de 8 pour 100 de la moyenne pondérée des impositions applicables aux pays tiers multiplié par le nombre d'années écoulées depuis l'entrée en vigueur du Traité.

2. En conséquence, la réduction des impositions s'opérera sur la base de deux moyennes pondérées : celle des impositions applicables aux pays tiers et celle des impositions applicables aux importations en provenance de la zone.

3. Chacune de ces moyennes pondérées s'obtient en divisant le total des impositions qui frapperont l'ensemble des importations des marchandises considérées par la valeur totale desdites importations.

4. Ce calcul établira chaque moyenne pondérée sous la forme d'un pourcentage (*ad valorem*). La différence entre les deux moyennes ainsi obtenues ne devra pas être inférieure au produit du coefficient 0,08 (soit 8 pour 100) multiplié par le nombre d'années écoulées.

5. La formule mentionnée s'exprime comme suit :

$$t \leq T (1 - 0,008n), \text{ dans laquelle}$$

t = moyenne pondérée des impositions applicables aux importations en provenance de la zone;

T = moyenne pondérée des impositions applicables aux importations en provenance des pays tiers;

n = nombre d'années écoulées depuis l'entrée en vigueur du Traité.

6. Pour le calcul des moyennes pondérées dans le cas de chaque Partie contractante, seront pris en considération :

a) Les produits originaires du territoire des autres Parties contractantes et importés en provenance de la zone au cours des trois années précédentes ainsi que les nouveaux produits ajoutés à la liste nationale applicable à la suite des négociations;

b) La valeur totale des importations, sans distinction d'origine, de chacun des produits visés à l'alinéa a, qui ont été effectuées au cours des trois années antérieures à la négociation;

c) Les impositions applicables aux importations en provenance des pays tiers au 31 décembre qui précède les négociations ainsi que les droits à l'importation frappant les produits en provenance de la zone, qui seront mis en vigueur le 1^{er} janvier suivant ces négociations.

7. Les Parties contractantes pourront exclure du groupe visé à l'alinéa a certains produits de faible valeur à la condition qu'ils ne représentent pas plus de 5 pour 100 de la valeur totale des importations en provenance de la zone.

TITRE II

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

8. Les Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Comité exécutif permanent, des renseignements aussi complets que possible concernant :

a) Les statistiques d'importation et d'exportation (valeur en dollars et quantités, par pays de provenance et de destination), ainsi que les chiffres de la production et de la consommation nationales;

b) La législation et la réglementation douanières;

c) La législation, la réglementation et les pratiques cambiales, monétaires, fiscales et administratives touchant les exportations et les importations;

d) Les traités et accords internationaux de commerce dont les dispositions ont quelque rapport avec le Traité;

e) Les régimes de subvention directe ou indirecte à la production ou à l'exportation, y compris les systèmes de prix minimum;

f) Les systèmes de commerce d'État.

9. Dans la mesure du possible, ces renseignements devront être en permanence à la disposition des Parties contractantes. Ils feront l'objet d'une mise à jour spéciale en temps utile avant l'ouverture des négociations annuelles.

TITRE III

NÉGOCIATION DES LISTES NATIONALES

10. Avant le 30 juin de chaque année, les Parties contractantes se communiqueront, par le truchement du Comité exécutif permanent, la liste des produits pour lesquels elles demandent des concessions; elles se communiqueront également, avant le 15 août de chaque année (avant le 1^{er} octobre pour la première année), la liste préliminaire des articles pour lesquels elles sont disposées à accorder des concessions.

11. Le 1^{er} septembre de chaque année (avant le 1^{er} novembre pour la première année), les Parties contractantes engageront les négociations sur les concessions que chacune d'entre elles accordera à toutes les autres. L'évaluation des concessions s'effectuera sur une base multilatérale, ce qui n'empêchera pas que les négociations puissent se dérouler par groupes de deux ou plusieurs pays, selon l'intérêt qui s'attache aux divers produits.

12. Au terme de cette étape des négociations, le Comité exécutif permanent procédera aux vérifications mentionnées au titre premier du présent Protocole et indiquera aussitôt que possible à chaque Partie contractante de quel pourcentage les concessions qu'elle a accordées abaissent la moyenne pondérée des impositions applicables aux importations en provenance de la zone par rapport à la moyenne pondérée des impositions applicables aux importations en provenance de pays tiers.

13. Si les concessions négociées n'atteignent pas le niveau des engagements minimums, les Parties contractantes poursuivront les pourparlers de façon que le 1^{er} novembre de chaque année au plus tard toutes les Parties contractantes puissent publier simultanément la liste des réductions des impositions et d'autres restrictions qui seront mises en vigueur à compter du 1^{er} janvier suivant.

TITRE IV

NÉGOCIATION DE LA LISTE COMMUNE

14. Dans le courant de chaque période triennale et au plus tard le 31 mai de la troisième, sixième, neuvième et douzième année de l'application du Traité, le Comité exécutif permanent fournira aux Parties contractantes des renseignements statistiques concernant la valeur et le volume des échanges à l'intérieur de la zone durant les trois années précédentes, en indiquant pour chaque produit la proportion du commerce global qu'il représente.

15. Avant le 30 juin de la troisième, sixième et neuvième année de l'application du Traité, les Parties contractantes se communiqueront la liste des produits dont elles désirent négocier l'inclusion dans la liste commune.

16. Les Parties contractantes engageront les négociations sur une base multilatérale de façon que, avant le 30 novembre de la troisième, sixième, neuvième et douzième année, la liste commune soit constituée de produits dont les échanges atteignent une valeur correspondant aux engagements minimums visés à l'article 7 du Traité.

TITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET TRANSITOIRES

17. Dans les négociations auxquelles se rapporte le présent Protocole, il sera tenu compte des cas où l'imposition de certains produits à des niveaux différents détermine, du point de vue de la concurrence, une inégalité entre les producteurs de la zone.

18. A cet effet, il sera procédé à l'alignement préalable des tarifs douaniers ou à toute autre mesure propre à assurer la réciprocité la plus effective.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Montevideo, le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sera dépositaire du présent Protocole et en remettra copie certifiée conforme aux gouvernements des autres pays signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Protocole n° 2 relatif à la constitution d'un Comité provisoire

Au moment de signer le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), les représentants des pays signataires, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, considérant la nécessité d'adopter des mesures propres à faciliter l'entrée en vigueur du Traité et de coordonner l'application de ces mesures, sont convenus de ce qui suit :

1. Il est constitué un Comité provisoire qui est composé des représentants des États signataires. Chaque État signataire désigne un représentant et un suppléant.

Lors de sa première réunion, le Comité provisoire élira parmi ses membres un président et deux vice-présidents.

2. Le Comité provisoire est chargé :

- a) D'établir son règlement intérieur;
- b) De préparer, dans un délai de 60 jours à compter de la date de son installation, son programme de travail et son budget de dépenses et de fixer la contribution de chaque pays;
- c) De prendre toutes dispositions utiles et de préparer tous les documents nécessaires en vue de la présentation du Traité aux Parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT);
- d) De convoquer et d'organiser la première conférence des Parties contractantes;
- e) De réunir et présenter les renseignements et les statistiques nécessaires à la première série de négociations relatives à l'exécution du programme de libération prévu au Traité;

- f) D'effectuer ou promouvoir les études et les travaux ainsi que de prendre les mesures qui seraient nécessaires dans l'intérêt commun pendant la période où il fonctionnera;
- g) De préparer un avant-projet d'accord sur les privilèges et immunités visés à l'article 47 du Traité.

3. Sur les questions de caractère technique, le Comité provisoire bénéficiera du concours de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et du Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des États américains (CESI) dans les conditions fixées par le Protocole adopté à cet effet.

4. Le Comité provisoire nommera son secrétaire administratif et le personnel dont il a besoin.

5. Le Comité provisoire s'installera le 1^{er} avril 1960 et il ne pourra prendre de décision que si quatre de ses membres au moins sont présents. Jusqu'à cette date, le Bureau de la Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine continuera de fonctionner, mais sera uniquement chargé de l'installation du Comité provisoire.

6. Le Comité provisoire demeurera en fonction jusqu'à la constitution du Comité exécutif permanent prévu à l'article 33 du Traité.

7. Le Comité provisoire aura son siège à Montevideo.

8. Il est recommandé au Bureau de la Conférence précitée de demander au Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay de bien vouloir faire les avances nécessaires pour régler les traitements du personnel et les autres dépenses d'installation et de fonctionnement du Comité provisoire pendant 90 jours. Les sommes avancées seront remboursées ultérieurement par les États signataires du Traité.

9. Le Comité provisoire entreprendra auprès des gouvernements signataires les démarches nécessaires pour assurer aux représentants des Parties contractantes au Comité provisoire ainsi qu'aux fonctionnaires et conseillers internationaux de celui-ci les immunités et privilèges nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Montevideo le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi. Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sera dépositaire du présent Protocole et en remettra copie certifiée conforme aux gouvernements des autres pays signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Protocole n° 3 relatif à la collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et le Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des États américains (CESI)

Au moment de signer le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), les représentants des pays signataires, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

1. Eu égard aux dispositions de l'article 44 du Traité et étant donné que le secrétariat de la CEPAL et le secrétariat du CESI ont accepté de prêter leur concours technique aux organes de l'Association latino-américaine de libre-échange, un représentant de chacun de ces secrétariats participera aux réunions du Comité exécutif permanent de ladite Association lorsque celui-ci examinera des questions qui, de l'avis dudit Comité, ont un caractère technique.

2. Ces représentants ne seront désignés qu'après avoir obtenu l'agrément des membres du Comité.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Montevideo le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi. Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sera dépositaire du présent Protocole et en remettra copie certifiée conforme aux gouvernements des autres pays signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Protocole n° 4 relatif aux engagements d'achat et de vente de pétrole et de produits dérivés

Au moment de signer le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), les représentants des pays signataires, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

Il est déclaré que les dispositions du Traité de Montevideo, signé le 18 février 1960, ne s'appliquent pas aux engagements d'achat et de vente de pétrole et produits dérivés résultant de conventions conclues par les pays signataires du présent Protocole antérieurement à la date de signature dudit Traité.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Montevideo le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sera dépositaire du présent Protocole et en remettra copie certifiée conforme aux gouvernements des autres pays signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Protocole n° 5 relatif au régime spécial octroyé à la Bolivie et au Paraguay

Au moment de signer le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), les représentants des pays signataires, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

Il est déclaré que la Bolivie et le Paraguay se trouvent actuellement dans une situation qui les autorise à invoquer en leur faveur le régime spécial prévu dans le Traité pour les pays relativement moins développés de la zone de libre-échange.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Montevideo le dix-huit février mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique, en langue espagnole et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sera dépositaire du présent Protocole et en remettra copie certifiée conforme aux gouvernements des autres pays signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :

(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO

(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Résolution I

RÉUNIONS DE REPRÉSENTANTS GOUVERNEMENTAUX DES BANQUES CENTRALES

La Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine,

Vu le rapport soumis à la Conférence par les représentants gouvernementaux des banques centrales qui se sont réunis à Montevideo en janvier 1960,

Considérant qu'il est opportun de poursuivre les études relatives aux paiements et aux crédits propres à faciliter le financement des transactions à l'intérieur de la zone et, par conséquent, la réalisation des objectifs du Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange,

Décide :

1. De prendre acte du rapport susmentionné;

2. De charger le Comité provisoire de convoquer des réunions officielles d'experts gouvernementaux des banques centrales d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Mexique, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay, réunions qui seront organisées par le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL);

3. De charger les participants aux dites réunions de poursuivre les études relatives aux paiements et aux crédits propres à faciliter le financement des transactions à l'intérieur de la zone et par conséquent, la réalisation des objectifs du Traité;

4. De demander leur concours et leur assistance technique à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), au Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des États américains (CESI) et au Fonds monétaire international (FMI);

5. D'étendre la présente invitation aux experts des banques centrales des pays qui auront adhéré au Traité.

Montevideo, le 18 février 1960.

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :

(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :

(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :

(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

(Signé) Raúl SAPENA PASTOR

(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :

(Signé) Hernán BELLIDO

(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :
(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO
(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Pour le Gouvernement de la République Argentine :
(Signé) Diógenes TABOADA

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil :
(Signé) Horacio LAFER

Pour le Gouvernement de la République du Chili :
(Signé) Germán Vergara DONOSO

Pour le Gouvernement de la République des États-Unis du Mexique :
(Signé) Manuel TELLO

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :
(Signé) Raúl SAPENA PASTOR
(Signé) Pedro Ramón CHAMORRO

Pour le Gouvernement du Pérou :
(Signé) Hernán BELLIDO
(Signé) Gonzalo L. DE ARÁMBURU

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay :
(Signé) Horacio MARTÍNEZ MONTERO
(Signé) Mateo MAGARIÑOS DE MELO

Résolution II

DÉLAI OCTROYÉ A LA BOLIVIE POUR LA SIGNATURE DU TRAITÉ

La Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre pays d'Amérique latine,

Considérant l'esprit de collaboration élevé avec lequel la Bolivie a participé aux négociations engagées en vue de la conclusion du Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo),

Considérant les motifs exposés par la délégation de la Bolivie selon lesquels, pour des raisons de force majeure, ce pays ne peut actuellement signer le Traité,

Décide d'accorder au Gouvernement de la Bolivie un délai de quatre mois pour lui permettre de souscrire audit Traité en qualité d'État signataire.

Montevideo, le 18 février 1960.

Annexe III

LISTE DES PRINCIPAUX DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA COMMISSION DEPUIS SA HUITIÈME SESSION (PANAMA, 14-23 MAI 1959)

Cotes	Titres	Langues ^a
A. — SECRÉTARIAT		
E/CN.12/429/Add.1 à 3/ Rev. 1	<i>El desarrollo económico de la Argentina, Parte 2 : Los sectores de la producción (A. Agricultura — B. Industria — C. Energía y petróleo — D. Transporte)</i> [publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.3, vol. II et III]	E
E/CN.12/498/Rev.1	<i>Estudio económico de América Latina, 1958</i> (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.1)	A E
E/3246/Rev. 2 — E/CN.12/ 530/Rev. 2	<i>Rapport annuel (9 avril 1958-23 mai 1959)</i>	A E F
E/CN.12/531	<i>El mercado común latinoamericano ^b</i>	
E/CN.12/532	Las perspectivas de la producción y de la demanda de productos siderúrgicos laminados en América Latina	E
E/CN.12/533	<i>Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano ^c</i>	
E/CN.12/534	Estudio del papel y de la celulosa en el Ecuador	E
E/CN.12/535	La industria mexicana de papel y celulosa : situación actual y tendencias futuras	E
E/CN.12/536	La industria del papel y celulosa en Venezuela	E
E/CN.12/537	La industria peruana del papel y la celulosa : situación actual y tendencias futuras	E
E/CN.12/538	Groupe d'étude de la classification des comptes publics et de l'administration budgétaire en Amérique du Sud ^d	A E F
E/CN.12/539	Report to the Surinam Government on the prospects of the pulp and paper industry in Surinam	A

^a Les lettres A, E et F signifient respectivement anglais, espagnol et français.

^b Voir la section D de la présente annexe.

^c Voir la section C de la présente annexe.

^d Voir la section E de la présente annexe.

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Langues</i>
B. — COMITÉ PLÉNIER		
E/CN.12/AC.45/1/Rev. 2	Ordre du jour	A E F
E/CN.12/AC.45/2	Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état des travaux	A E F
E/CN.12/AC.45/3	Informe de la Secretaría Ejecutiva sobre la marcha del programa del mercado común	A E
E/CN.12/AC.45/4	Rapport du secrétariat sur le programme d'intégration économique en Amérique centrale	A E F
E/CN.12/AC.45/5	Documento informativo acerca de la asistencia técnica prestada a los países de América Latina en virtud de los programas ordinario y ampliado	A E
E/CN.12/AC.45/6	Edificio de las Naciones Unidas en Santiago de Chile	A E
E/CN.12/AC.45/7	Solicitud presentada por la Federación de las Indias Occidentales para ingresar como miembro asociado de la Comisión Económica para América Latina	A E
E/CN.12/AC.45/8	Informe sobre la coordinación entre la CEPAL y el CIES	A E
E/CN.12/AC.45/9	Exposición de la Secretaría Ejecutiva sobre el programa de trabajo y orden de prelación 1959-1960	A E
E/CN.12/AC.45/10	Nota de la Secretaría acerca de las resoluciones de la Asamblea General y el Consejo Económico y Social que interesan a la Comisión	A E
E/CN.12/AC.45/10/Add. 1	Resoluciones de la Asamblea General acerca de la situación de la enseñanza en los territorios no autónomos	A E
E/CN.12/AC.45/11	Control y reducción de la documentación	A E
E/CN.12/AC.45/12	Nota de la Secretaría Ejecutiva sobre cooperación con la Comisión Económica para África	A E
E/3333/Rev. 1 — E/CN.12/AC.45/13/Rev. 2	<i>Rapport annuel (24 mai 1959 — 29 mars 1960)</i>	A E F
C. — COMITÉ DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE		
<i>État général du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale</i>		
E/CN.12/CCE/160	Evaluación y perspectivas del Programa de Integración Económica de Centroamérica	E
E/CN.12/CCE/161	Informe general de la Secretaría sobre el Programa de Integración Económica Centroamericana	E
E/CN.12/533 — E/CN.12/CCE/184	<i>Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano (11 de junio de 1958 a 2 de septiembre de 1959)</i> [Contient le texte de l'Accord entre les pays d'Amérique centrale sur l'alignement des droits à l'importation] (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.5)	E
<i>Commerce et politique commerciale</i>		
E/CN.12/CEE/163	Informe de la sexta reunión del Subcomité de Comercio Centroamericano (Managua, Nicaragua, 16-22 de junio de 1959)	E
E/CN.12/CCE/165	Evolución del libre comercio y de la equiparación arancelaria	E
E/CN.12/CCE/SC.1/41/Rev. 1	Procedimiento de equiparación de los gravámenes a la importación en Centroamérica	E
<i>Développement industriel</i>		
E/CN.12/CCE/166	Análisis de las medidas y alternativas para poner en vigor el régimen de industrias centroamericanas de integración	E
FAO/CAIS/59/1	Proyecto para la fabricación de celulosa y papel en Centroamérica	E
<i>Développement de l'infrastructure économique</i>		
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.1	Nicaragua. Plan de electrificación nacional e investigación de los recursos hidroeléctricos	E
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.2	Estado de la electrificación en Guatemala	E
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.3	Estado actual de los planes de electrificación en Costa Rica	E
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.4	Investigación de los recursos hidroeléctricos en Guatemala	E
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.5	El Salvador. Investigaciones geotérmicas	E

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Langues</i>
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.6	Bases para el establecimiento de un sistema de uniformación estadística de la industria de energía eléctrica en Centroamérica	E
E/CN.12/CCE/SC.5/I/DT.7	Normas y legislación eléctricas en Guatemala	E
E/CN.12/CCE/207	Informe de la primera reunión del Subcomité de Electrificación	E
E/CN.12/CCE/208 — TAO/ LAT/28	Código portuario	E
<i>Développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche</i>		
E/CN.12/CCE/171	Informe de la reunión de expertos sobre clasificación de granos e intercambio de información de mercados	E
FAO/CAIS/59/4	Posibilidades de organización del mercado centroamericano de ganado y carne, y clasificación de ganado	E
FAO/CAIS/59/5	Situación actual y líneas de posible desarrollo de la industria pesquera en Centroamérica	E
FAO/CAIS/59/6	Recomendaciones sobre coordinación de la política algodonera centroamericana	E
<i>Statistiques</i>		
E/CN.12/CCE/SC.2/65	Coordinación de las estadísticas agropecuarias continuas entre las naciones del Istmo Centroamericano	E
E/CN.12/CCE/SC.2/66	Resumen de los resultados de una encuesta sobre precios recibidos por los productores agropecuarios en las naciones del Istmo Centroamericano	E
E/CN.12/CCE/SC.2/67	Estadísticas de precios recibidos por los productores agropecuarios	E
E/CN.3/L.40/Rev. 1	Modificaciones que se propone introducir en las normas internacionales para la preparación de estadísticas industriales básicas	E
E/CN.3/L.40/Rev. 1/Add. 2	Métodos utilizados para preparar estadísticas industriales	E
E/CN.3/L.49/Add.1	Notas sobre el planeamiento y la preparación de encuestas para el programa mundial de encuestas industriales básicas de 1963	E
TAO/LAT/25	Estadísticas de energía eléctrica en Centroamérica	E
<i>Divers</i>		
E/CN.12/CCE/176	Las clases medias en Centroamérica (estudio preliminar)	E
E/CN.12/CCE/179	Informe a la Oficina Internacional del Trabajo de la Misión de Productividad y Formación Profesional correspondiente a 1959	E
D. — COMITÉ DU COMMERCE		
E/CN.12/531	<i>El mercado común latinoamericano</i> [Contient les documents E/CN.12/C.1/9, E/CN.12/C.1/WG.2/6, E/CN.12/C.1/WG.2/10/Rev.1, E/CN.12/C.1/13, E/CN.12/C.1/11/Add.1 et E/CN.12/C.1/15/Rev. 2] (publication des Nations Unies, n° de vente : 59.II.G.4)	A E
E/CN.12/C.1/16	Comercio interlatinoamericano : datos estadísticos del intercambio entre los países de la zona meridional de Sudamérica	E
E. — GROUPE D'ÉTUDE DE LA CLASSIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET DE L'ADMINISTRATION BUDGÉTAIRE EN AMÉRIQUE DU SUD		
E/CN.12/BRW.1/L.2 — ST/TAA/M.12 — ST/ECA/49	<i>Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat</i> (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.XVI.2)	A E F
E/CN.12/BRW.1/L.3	El presupuesto como instrumento para la programación del desarrollo económico	A E
E/CN.12/BRW.1/L.4 et ST/ECA/52/Add. 1	Reclasificación de los gastos e ingresos del gobierno en varios países	A E
E/CN.12/BRW.1/L.5	Presupuesto de programa y de ejecución por actividades	E
E/CN.12/BRW.1/L.6	Contabilidad económica nacional y contabilidad del sector público	E
E/CN.12/BRW.1/L.7	El sistema presupuestario de Chile	E
E/CN.12/BWR.1/1	El presupuesto en el Uruguay	E

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Langues</i>
E/CN.12/BRW.1/2	Problemas en la aplicación de un presupuesto por programas	E
E/CN.12/BRW.1/3	La reforma presupuestaria chilena	E
E/CN.12/538 — ST/TAO/SER.C/39	<i>Groupe d'étude de la classification des comptes publics et de l'administration budgétaire en Amérique du Sud (Santiago du Chili, 28 mai-5 juin 1959)</i>	A E F

F. — CYCLE D'ÉTUDES SUR LES PROBLÈMES D'URBANISATION EN AMÉRIQUE LATINE

E/CN.12/URB/2/Rev. 1 — UNESCO/SS/URB/LA/2/ Rev. 1	Algunas normas de política general que entrena la urbanización	A E
E/CN.12/URB/3 — UNESCO/SS/URB/LA/3	Aspectos de la adaptación de los migrantes rurales a las condiciones urbano-industriales de São Paulo, Brasil	A E
E/CN.12/URB/4 — UNESCO/SS/URB/LA/4	Las principales tesis presentadas y discutidas en el VII Congreso de Sociología sobre sociología urbana	A E
E/CN.12/URB/5 — UNESCO/SS/URB/LA/5	Urbanización y planeamiento físico en el Perú	A E
E/CN.12/URB/6 — UNESCO/SS/URB/LA/6	Nota sobre los aspectos económicos de la urbanización en América Latina	A E
E/CN.12/URB/7 — UNESCO/SS/URB/LA/7	Relaciones entre desenvolvimiento económico, industrialización e incremento demográfico urbano en el Brasil	A E
E/CN.12/URB/8 — UNESCO/SS/URB/LA/8	Algunas características de la personalidad relacionadas con la movilidad social ascensional en un medio ambiente urbano inestable	A E
E/CN.12/URB/9 — UNESCO/SS/URB/LA/9	El proceso de urbanización en la Argentina	A E
E/CN.12/URB/10 — UNESCO/SS/URB/LA/10	Investigación sobre los efectos sociales de la urbanización en un área obrera del Gran Buenos Aires	A E
E/CN.12/URB/11 — UNESCO/SS/URB/LA/11	Migración y urbanización. Las barriadas limeñas : un caso de integración a la vida urbana	A E
E/CN.12/URB/12 — UNESCO/SS/URB/LA/12	Movimientos migratorios internos y problemas de acomodación del inmigrante nacional en São Paulo (Brasil)	E
E/CN.12/URB/13 — UNESCO/SS/URB/LA/13	Condiciones para asimilar la inmigración en el Brasil urbano	A E
E/CN.12/URB/14 — UNESCO/SS/URB/LA/14	Ensayo bibliográfico sobre urbanización en América Latina	E
E/CN.12/URB/15 — UNESCO/SS/URB/LA/15	Algunos aspectos de salud mental en relación al fenómeno de urbanización	A E
E/CN.12/URB/16 — UNESCO/SS/URB/LA/16	La ciudad de Cochabamba	E
E/CN.12/URB/17 — UNESCO/SS/URB/LA/17	Algunas características de la urbanización en Río de Janeiro	A E
E/CN.12/URB/18 — UNESCO/SS/URB/LA/18	Aspectos demográficos de la urbanización en la América Latina	A E
E/CN.12/URB/19 — UNESCO/SS/URB/LA/19	Creación de oportunidades de empleo en relación con la mano de obra disponible	A E
E/CN.12/URB/20 — UNESCO/SS/URB/LA/20	Problemas económico-sociales sobre migración y urbanización en la ciudad de Esmeraldas, República del Ecuador	A E
E/CN.12/URB/22 — UNESCO/SS/URB/LA/22	El proceso urbanístico en Atlixco y en Ciudad Sahagún	E
E/CN.12/URB/24 — UNESCO/SS/URB/LA/24	Urbanisation and economic development	A
E/CN.12/URB/25 — UNESCO/SS/URB/LA/25	Certain conclusions relevant to Latin American urbanization which may be drawn from the United Nations Seminar on Regional Planning (Tokyo, 28 July to 8 August 1958)	A
E/CN.12/URB/26/Rev. 1 — UNESCO/SS/URB/LA/26/ Rev. 1	Informe provisional del seminario sobre problemas de urbanización en América Latina (Santiago de Chile, 6 a 18 de julio de 1959)	A E

MANDAT DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Adopté par le Conseil économique et social à sa sixième session et amendé à ses neuvième, treizième et vingt-huitième sessions

1. La Commission économique pour l'Amérique latine, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour résoudre les problèmes économiques nés de la guerre, relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes ou études sur les problèmes économiques et techniques et sur l'évolution économique et technique dans les pays d'Amérique latine, dans la mesure où la Commission le jugera utile;

c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technique et statistique dans la mesure où la Commission jugera utile de le faire;

d) Apporter une attention toute particulière, dans le cours de ses activités, aux problèmes du développement économique, et aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées, qui serviront de base à une action de caractère pratique visant à favoriser le développement économique de cette région;

e) Aider le Conseil économique et social et son comité de l'assistance technique à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, en les aidant notamment à évaluer les projets entrepris au titre de l'assistance technique dans la région de l'Amérique latine;

f) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission orientera son activité tout particulièrement vers l'étude des problèmes qui se posent en Amérique latine en raison du déséquilibre de l'économie mondiale et vers la recherche de solutions à ces problèmes, ainsi que vers tous autres problèmes intéressant l'économie mondiale, afin de réaliser la collaboration des pays d'Amérique latine à l'effort commun ayant pour but le relèvement et la stabilité économiques à l'échelle mondiale.

3. a) Pourront faire partie de la Commission : les États de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud et de la région des Antilles, Membres de l'Organisation des Nations Unies et, en outre, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou groupe de tels territoires, pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, l'une de ces parties ou l'un de ces groupes de territoires vient à assurer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre associé de la Commission sur présentation directe de sa propre demande.

b) Les représentants de membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en commission, soit en comité.

c) Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Com-

mission pourrait créer et auront le droit de faire partie du bureau de ces organismes.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra aux 20 États de l'Amérique latine, Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux territoires de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud participant aux travaux de la Commission et limitrophes de l'un quelconque de ces États, ainsi qu'aux territoires des Antilles participant aux travaux de la Commission.

5. La Commission a qualité pour adresser des recommandations sur toute question qui relève de sa compétence, directement aux gouvernements intéressés qui sont membres ou membres associés de la Commission, aux gouvernements admis à titre consultatif, ainsi qu'aux institutions spécialisées intéressées. La Commission devra présenter au Conseil, pour examen préalable, toutes propositions relatives à des activités qui auraient des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

6. La Commission invitera tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen qu'elle pourra consacrer à toute question présentant un intérêt particulier pour ce pays non membre, se conformant pour cela aux usages du Conseil économique et social.

7. a) La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

b) La Commission prendra des dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a admises au statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

8. La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec les autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi. La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

9. La Commission collaborera avec les organes compétents du système interaméricain et prendra les mesures nécessaires pour coordonner son activité avec celle de ces organes; en cas de besoin, elle agira de même à l'égard de la Commission des Caraïbes afin d'éviter tout double emploi dans l'activité de ces organismes et la sienne propre; à cette fin, la Commission aura le droit d'établir et s'efforcera de réaliser des accords de travail avec les organes intéressés du système interaméricain, en vue de l'étude, poursuivie en commun ou séparément, des problèmes économiques de sa compétence ou en vue de leur solution, ainsi que de l'échange aussi complet que possible des renseignements nécessaires pour la coordination de leurs efforts dans le domaine économique. La Commission invitera l'Union panaméricaine à désigner un représentant pour assister aux séances de la Commission à titre consultatif.

10. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée, et avec l'approbation du Conseil, constituer tous organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

11. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président.

12. La Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.

13. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

14. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le personnel de la Commission; ce personnel fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

15. La Commission aura son siège à Santiago du Chili. La première session de la Commission se tiendra en cette ville dans le premier semestre de l'année 1948. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session prochaine, en prenant pour règle que tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à cet effet à tour de rôle.

16. Le Conseil procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

Annexe V

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Adopté par la Commission à sa première session et amendé à ses deuxième, troisième, quatrième, cinquième et huitième sessions, ainsi que par le Comité plénier à sa session de février 1952

CHAPITRE PREMIER. — SESSIONS

Article premier

a) La Commission devra, à chaque session, en accord avec le Secrétaire général, proposer la date et le lieu de la session suivante, cette proposition restant sujette à l'approbation du Conseil. Les sessions de la Commission auront également lieu dans les 45 jours de la communication faite au Secrétaire exécutif d'une demande à cet effet par le Conseil économique et social et, dans ce cas, le Secrétaire général fixera le lieu de telles sessions en consultation avec le Président de la Commission.

b) Dans des cas spéciaux, la date et le lieu des sessions pourront être modifiés par le Secrétaire général en accord avec le Président de la Commission et le Comité intérimaire du calendrier des conférences. A la demande de la majorité des membres de la Commission, le Secrétaire général, en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, pourra également modifier la date et le lieu de la session.

Article 2

Les recommandations de la Commission concernant le lieu de réunion de chaque session devront observer le principe suivant lequel tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à tour de rôle.

Article 3

Le Secrétaire exécutif veillera à ce que les gouvernements membres reçoivent, six semaines au moins avant le début d'une session, une convocation indiquant la date d'ouverture de la session, un exemplaire de l'ordre du jour provisoire et trois exemplaires au moins de chacun des rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session.

Ces rapports, travaux et documents devront être transmis aux gouvernements membres dans la langue que ces derniers indiqueront, conformément à l'article 44 du présent règlement intérieur.

Article 4

La Commission invite les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne font pas partie de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen des questions qui les concernent particulièrement.

Article 5

La Commission invite des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations, quand elles se rapportent à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle peut inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraît souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

Article 6

La Commission invitera le Conseil économique et social interaméricain à désigner un représentant pour assister à titre consultatif aux séances de la Commission.

CHAPITRE II. — ORDRE DU JOUR

Article 7

Le Secrétaire exécutif dresse, de concert avec le Président, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est adressé, avec la lettre de convocation, aux membres de la Commission, aux institutions spécialisées, au Conseil économique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et à celles des organisations non gouvernementales de la catégorie B et du Registre dont la présence a paru souhaitable.

Article 8

L'ordre du jour provisoire de chaque session comprend :

a) L'examen du rapport du Secrétaire exécutif mentionné à l'article 24;

b) Les questions découlant de sessions antérieures de la Commission;

c) Les questions proposées par le Conseil économique et social;

d) Les questions proposées par des membres de la Commission;

e) Les questions proposées par une institution spécialisée conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;

f) Les questions proposées par le Conseil économique et social interaméricain;

g) Les questions proposées par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 10; et

h) Toute autre question que le Président ou le Secrétaire exécutif juge nécessaire d'y inscrire.

Article 9

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée ou par le Conseil économique et social interaméricain, le Secrétaire exécutif procède, avec l'institution ou le Conseil, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

Article 10

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire de la Commission dans les conditions ci-après :

a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif 63 jours au moins

avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle devra dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;

b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, devra être officiellement déposée au plus tard 49 jours avant le début de la session. La question sera inscrite à l'ordre du jour de la Commission si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

Article 11

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender.

Au cas où un gouvernement membre n'aurait pas reçu, dans le délai de six semaines fixé par l'article 3, les rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session, il aura le droit de demander que les points auxquels se rapportent lesdits rapports, travaux et documents soient exclus de l'ordre du jour, et la Commission devra faire immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres qui participent officiellement à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

CHAPITRE III. — REPRÉSENTATION ET VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Article 12

Chaque État membre est représenté à la Commission par un délégué accrédité.

Article 13

Tout représentant peut s'adjoindre des suppléants; en cas d'absence, il peut se faire remplacer par un suppléant.

Article 14

Les pouvoirs des délégués et le nom des suppléants sont remis sans retard au Secrétaire exécutif.

Article 15

Le Président et les Vice-Présidents examinent les pouvoirs et font rapport à la Commission.

CHAPITRE IV. — BUREAU

Article 16

Au début de chaque session, la Commission élit parmi ses représentants un président, deux vice-présidents et un rapporteur, qui restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

Article 17

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par l'un des vice-présidents. S'il est à nouveau absent lors d'une séance ultérieure, il est remplacé par l'autre vice-président, puis les deux vice-présidents alterneront en suivant l'ordre alphabétique espagnol. Les dispositions du présent article ne valent que pour une séance ou une partie de séance.

Article 18

Si le Président cesse d'être le représentant d'un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, l'un des vice-présidents sera élu président pour la période qui reste à courir. L'autre vice-président continuera à assumer ses fonctions comme prévu dans le règlement intérieur.

Article 19

Le Vice-Président, lorsqu'il fait fonction de Président, a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

Article 20

Le Président, ou le Vice-Président quand il fait fonction de Président, participe aux séances de la Commission en cette qualité et non comme représentant de l'État membre qui l'a accrédité. La Commission permet à un suppléant de représenter cet État membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote de cet État.

CHAPITRE V. — SECRÉTARIAT

Article 21

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission et de ses organismes subsidiaires. Il peut charger un adjoint de le remplacer aux réunions de la Commission.

Article 22

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, à toute séance, présenter des exposés oraux ou écrits sur toute question à l'étude.

Article 23

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et dont les services sont nécessaires à la Commission et à ses organismes subsidiaires.

Article 24

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour les réunions de la Commission.

Au début de la session, il présente un rapport sur le programme de travail du Secrétariat au cours de la période comprise entre la session précédente et cette session.

Au cours des périodes comprises entre les sessions, le Secrétaire exécutif veille à ce que, dans la mesure du possible, les États membres soient informés des résultats des travaux en cours et des opinions exprimées par les États membres au sujet de ces résultats.

Article 25

En exerçant ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit au nom du Secrétaire général.

Article 26

Avant que la Commission n'adopte de nouvelles propositions entraînant des dépenses pour les Nations Unies, le Secrétaire exécutif prépare et communique aux membres de la Commission une évaluation des incidences financières des propositions auxquelles la Commission ne peut pas faire face à l'aide des ressources du Secrétariat, le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur cette évaluation et les invite à l'examiner avant d'adopter les propositions.

CHAPITRE VI. — CONDUITE DES DÉBATS

Article 27

La majorité absolue des membres de la Commission constitue le quorum, sous réserve des dispositions du troisième paragraphe de l'article 11 du présent règlement intérieur.

Article 28

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission, dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président peut également rappeler à l'ordre un orateur si les remarques de ce dernier ne se rapportent pas à l'objet de la discussion.

Article 29

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut déposer une motion d'ordre. Dans ce cas, le Président fait immédia-

tement connaître sa décision; si quelqu'un s'y oppose, le Président soumet aussitôt cette décision à l'avis de la Commission, qui la confirme ou la rejette à la majorité des voix.

Article 30

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut demander l'ajournement du débat. Toute motion dans ce sens a la priorité et est mise immédiatement en discussion; un orateur pour et un contre peuvent prendre la parole, en dehors de l'auteur de la motion, dont le droit d'intervenir n'est pas limité.

Article 31

Tout délégué peut à tout moment proposer la clôture des débats, même si un autre délégué a manifesté le désir de prendre la parole. Si les délégués demandent la parole pour s'opposer à la clôture, deux orateurs seulement sont autorisés à parler.

Article 32

Le Président consulte la Commission sur la motion de clôture. Si la Commission approuve la motion, le Président prononce la clôture du débat.

Article 33

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur.

Article 34

Toute motion ou tout amendement à une motion est, à la demande de tout délégué, communiqué par écrit au Président, qui en donne lecture avant d'accorder la parole à d'autres orateurs, ainsi qu'au moment de mettre cette motion ou cet amendement aux voix. Le Président peut décider qu'avant la mise aux voix d'une motion ou d'un amendement le texte en sera distribué aux membres présents de la Commission.

Cet article ne s'applique pas aux motions d'ordre telles que les motions de clôture ou d'ajournement.

Article 35

Les principales motions et les principaux projets de résolution sont mis aux voix selon l'ordre dans lequel ils ont été déposés, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 36

Quand un amendement modifie une proposition, y ajoute ou en retranche certaines dispositions, l'on vote d'abord sur cet amendement, puis, s'il est adopté, sur la proposition amendée.

Article 37

Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont en présence, la Commission vote d'abord sur l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis, s'il en est besoin, sur l'amendement qui s'éloigne le plus après lui de cette proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.

Article 38

La Commission peut, à la demande de tout délégué, décider de mettre séparément aux voix différentes parties d'une motion ou d'une résolution. Dans ce cas, le texte résultant des différents votes sera mis aux voix dans son ensemble.

CHAPITRE VII. — VOTE

Article 39

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

Article 40

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants, sous réserve des dispositions de l'ar-

ticle 10 et du troisième paragraphe de l'article 11 du présent règlement intérieur.

Article 41

En règle générale, la Commission vote à main levée, sauf lorsqu'un délégué demande le vote par appel nominal, qui a lieu alors dans l'ordre alphabétique espagnol des noms des États membres.

Article 42

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret.

Article 43

Si, lors d'un vote qui ne concerne pas une élection, il y a partage égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin à la séance suivante. Si ce second vote aboutit de nouveau à l'égalité des voix, la proposition est considérée comme repoussée.

CHAPITRE VIII. — LANGUES

Article 44

Le texte définitif du rapport de la Commission au Conseil économique et social et des résolutions qu'elle a adoptées est rédigé en espagnol, en français, en anglais et en portugais, qui sont les langues officielles de la Commission. Les trois premières de ces langues sont les langues de travail de la Commission ^a.

Article 45

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans les autres langues de travail.

CHAPITRE IX. — COMPTES RENDUS

Article 46

Les comptes rendus des séances de la Commission sont dressés par le secrétariat. Ils sont envoyés aussitôt que possible aux délégués des États membres et aux représentants des organisations ou institutions gouvernementales qui ont participé aux séances en question. Ces délégués doivent informer le secrétariat, au plus tard 72 heures après la distribution des comptes rendus, de toute modification qu'ils désirent y voir apporter.

Article 47

Le texte révisé des comptes rendus des séances publiques est distribué aussitôt que possible, conformément à l'usage des Nations Unies. Cette distribution s'étend aux membres associés dès leur admission, au Conseil économique et social interaméricain et, le cas échéant, aux gouvernements admis à titre consultatif.

Article 48

Le texte révisé des comptes rendus des séances privées est distribué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu, dès leur admission, à tous les gouvernements qui ont participé à titre consultatif à la séance en question, aux institutions spécialisées et au Conseil économique et social interaméricain. La Commission décide s'il faut distribuer le texte à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Article 49

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officielles qu'adoptent la Commission ou ses organismes subsidiaires est communiqué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu, dès leur admission, à tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, au Conseil écono-

^a Par sa résolution 301 (XI) du 7 août 1950, le Conseil économique et social a approuvé cette disposition.

mique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales intéressées de la catégorie B et du Registre.

CHAPITRE X. — PUBLICITÉ DES SÉANCES

Article 50

En règle générale, les séances de la Commission sont publiques. La Commission peut décider de tenir à huis clos une ou plusieurs de ses séances.

CHAPITRE XI. — RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Article 51

a) Les organisations non gouvernementales des catégories A et B et du Registre peuvent désigner des représentants accrédités pour assister en qualité d'observateurs aux séances publiques de la Commission.

b) Les organisations des catégories A et B peuvent présenter par écrit des exposés relatifs aux travaux de la Commission ou de ses organismes subsidiaires, sur des sujets à l'égard desquels ces organisations ont une compétence spéciale. Le Secrétaire exécutif fait distribuer aux membres de la Commission ces exposés, sauf lorsqu'ils ne sont plus d'actualité, par exemple lorsqu'ils ont trait à des questions déjà résolues.

c) Pour le dépôt et la distribution de ces exposés écrits, on respectera les conditions suivantes :

- i) L'exposé écrit sera rédigé dans une des langues officielles de la Commission;
- ii) Il sera déposé assez tôt pour que les consultations voulues puissent avoir lieu avant la distribution entre le Secrétaire exécutif et l'organisation;
- iii) L'organisation prendra dûment en considération, avant de remettre l'exposé sous sa forme définitive, toutes les observations que le Secrétaire exécutif aura pu faire au cours de ces consultations;
- iv) Un exposé écrit remis par une organisation de la catégorie A ou de la catégorie B sera distribué *in extenso* s'il ne comprend pas plus de 2.000 mots. Lorsqu'un exposé comprendra plus de 2.000 mots, l'organisation en remettra un résumé à distribuer ou assez d'exemplaires du texte complet, dans les trois langues de travail, pour suffire à la distribution. Toutefois, un exposé pourra également être distribué *in extenso* si la Commission le demande expressément;
- v) Le Secrétaire exécutif peut inviter des organisations inscrites au Registre à remettre des exposés écrits. Les dispositions des alinéas i, iii et iv du présent paragraphe sont applicables à ces exposés;
- vi) Le Secrétaire exécutif fait distribuer dans les langues de travail de la Commission les exposés écrits ou, le cas échéant, les résumés.

Article 52

a) La Commission peut consulter des organisations des catégories A ou B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un comité ou de comités créés à cet effet. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Commission ou sur la demande de l'organisation intéressée. Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et sur la demande de la Commission, la Commission peut aussi entendre des organisations inscrites au Registre.

b) Sous réserve des articles pertinents du règlement intérieur relatifs aux incidences financières, la Commission peut recommander qu'une organisation particulièrement compétente dans un domaine donné entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Dans ce cas, les dispositions restrictives de l'alinéa iv du paragraphe c de l'article 51 ne sont pas applicables.

CHAPITRE XII. — SOUS-COMMISSIONS, AUTRES ORGANISMES SUBSIDIAIRES ET COMITÉS

Article 53

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et avec l'approbation du Conseil économique et social, la Commission peut créer les sous-commissions ou organismes subsidiaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux. Ils peuvent se voir déléguer l'autonomie qui leur est nécessaire pour accomplir avec efficacité leurs fonctions techniques.

Article 54

La Commission peut créer les comités et sous-comités qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Article 55

Les sous-commissions ou autres organismes adopteront leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

CHAPITRE XIII. — RAPPORTS

Article 56

La Commission remet une fois par an au Conseil économique et social un rapport complet sur son action et ses projets, y compris ceux des organes subsidiaires; elle fait en outre des rapports provisoires à chaque session ordinaire du Conseil ^b.

CHAPITRE XIV. — AMENDEMENTS ET SUSPENSIONS

Article 57

Les dispositions du présent règlement intérieur peuvent être amendées ou suspendues par la Commission si les amendements ou les suspensions proposés ne visent pas à éluder les termes du mandat fixé par le Conseil économique et social.

^b Par sa résolution 234 B (IX) du 12 août 1949, le Conseil économique et social a décidé de modifier le paragraphe 12 du mandat de la Commission en supprimant les mots « et elle établira un rapport provisoire à chaque session ordinaire du Conseil ».

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphes	Pages
C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations	127-142	14
Institutions spécialisées	128-136	14
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	137	15
Organisation des États américains (OEA)	138-139	15
Organisations intergouvernementales	140-142	15
DEUXIÈME PARTIE. — SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ PLÉNIER	143-218	15
A. — Participants et organisation des travaux	143-149	15
Ouverture et clôture de la session	143-145	15
Participants	146-147	15
Pouvoirs	148	16
Organisation des travaux	149	16
Élection du Bureau	149	16
B. — Ordre du jour	150	16
C. — Résumé des débats	151-218	16
Séance d'ouverture	151-159	16
Admission de membres associés de la Commission	160-161	17
Rapport sur l'état des travaux	162-172	17
Marché commun latino-américain	173-183	18
Développement économique et intégration de l'Amérique centrale	184-190	19
Assistance technique	191-195	19
Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	196-197	19
Coordination avec le Conseil économique et social interaméricain	198-200	20
L'enseignement et le développement économique et social	201-205	20
Problèmes d'urbanisation	206-207	20
Coopération avec la Commission économique pour l'Afrique	208	20
Relations avec le Conseil interaméricain du commerce et de la production	209-210	20
Transports interrégionaux	211-213	21
Programme de travail et ordre de priorité	214-218	21
TROISIÈME PARTIE. — RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE COMITÉ PLÉNIER A SA SEPTIÈME SESSION . . .		21
QUATRIÈME PARTIE. — PROJET DE RÉOLUTION PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. . .		24
CINQUIÈME PARTIE. — PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1959-1960	219-238	24
Principes fondamentaux	219	24
Concentration et coordination	220	24
Calendrier des conférences	221	25
Projets régionaux exécutés en coopération avec la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU (DOAT)	222	25
Modifications apportées au programme de travail pour 1959-1960	223	25
Projets nouveaux	223	25
Projets abandonnés	224	25
Exécution du programme de travail	225-226	25
Notes explicatives	227-234	25
Liste annotée de projets	234	26
État provisoire des incidences financières du programme de travail : déclaration du Secrétaire exécutif	235-238	31
ANNEXES		
I. — Liste des délégations		32
II. — Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), et protocoles et résolutions y relatifs		33
III. — Liste des principaux documents publiés par la Commission depuis sa huitième session (Panama, 14-23 mai 1959)		43
IV. — Mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine		47
V. — Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine		48

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

- ALLEMAGNE**
R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).
- ARGENTINE**
Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
- AUSTRALIE**
Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1.
- AUTRICHE**
Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.
- BELGIQUE**
Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
- BIRMANIE**
Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.
- BOLIVIE**
Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.
- BRESIL**
Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.
- CAMBODGE**
Entreprise khmère de librairie, Phnom-Penh.
- CANADA**
The Queen's Printer, Ottawa, Ontario.
- CEYLAN**
Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.
- CHILI**
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.
- CHINE**
The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press, Ltd., 211 Nanon Rd., Shanghai.
- COLOMBIE**
Librería Buchholz, Bogotá.
Librería América, Medellín.
Librería Nacional, Ltda., Barranquilla.
- COREE**
Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.
- COSTA RICA**
Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.
- CUBA**
La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.
- DANEMARK**
Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.
- EQUATEUR**
Librería Científica, Guayaquil et Quito.
- ESPAGNE**
Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
Librería Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.
- ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**
International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.
- ETHIOPIE**
International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.
- FINLANDE**
Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
- FRANCE**
Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).
- GHANA**
University Bookshop, University College of Ghana, P.O. Box Legon.
- GRECE**
Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.
- GUATEMALA**
Sociedad Economica-Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.
- HAITI**
Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.
- HONDURAS**
Librería Panamericana, Tegucigalpa.
- HONG-KONG**
The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
- INDE**
Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.
Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.
P. Varadachary & Co., Madras.
- INDONESIE**
Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.
- IRAK**
Mackenzie's Bookshop, Baghdad.
- IRAN**
"Guliy", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.
- IRLANDE**
Stationery Office, Dublin.
- ISLANDE**
Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.
- ISRAEL**
Blumstein's Bookstores, 35 Ailenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.
- ITALIE**
Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Via D. A. Azuni, 15/A, Roma.
- JAPON**
Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.
- JORDANIE**
Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.
- LIBAN**
Khayat's College Book Cooperative 92-94, rue Bliss, Beyrouth.
- LIBERIA**
J. Momolu Kamara, Monrovia.
- LUXEMBOURG**
Librairie J. Schummer, Luxembourg.
- MAROC**
Bureau d'études et de participations industrielles, 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.
- MEXIQUE**
Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.
- NORVEGE**
Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.
- NOUVELLE-ZELANDE**
United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.
- PAKISTAN**
The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.
Publishers United, Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, 3.
- PANAMA**
José Menéndez, Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.
- PARAGUAY**
Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.
- PAYS-BAS**
N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
- PEROU**
Librería Internacional del Perú, S.A., Lima.
- PHILIPPINES**
Alema's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.
- PORTUGAL**
Livraria Rodrigues, 126 Rua Aurea, Lisboa.
- REPUBLIQUE ARABE UNIE**
Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.
- REPUBLIQUE DOMINICAINE**
Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.
- ROYAUME-UNI**
H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.
- SALVADOR**
Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.
- SINGAPOUR**
The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.
- SUEDE**
C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.
- SUISSE**
Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.
- TCHECOSLOVAQUIE**
Československý Spisovatel, Národní Třída 9, Praha 1.
- THAILANDE**
Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
- TURQUIE**
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
- UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES**
Mejdunarodnaia Kniga, Smolenskaia Plochtchad, Moskva.
- UNION SUD-AFRICAINE**
Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.
- URUGUAY**
Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.
- VENEZUELA**
Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.
- VIET-NAM**
Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B.P. 283, Saïgon.
- YUGOSLAVIE**
Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.
Državna Preduzeće, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.
Prosvjeta, 5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

[60F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).